Schéma de Cohérence Territoriale

Valant

Plan Climat Air Energie Territorial



Document d'Orientations et d'Objectifs

Version d'arrêt de projet

Sommaire

0. TITRE DE L'ORIENTATION THÉMATIQUE 5
Orientation 1.1. Titre de l'orientation : 5
1. FAIRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, PRODUCTIF ET AGRICOLE LE MOTEUR DU REPOSITIONNEMENT DU SOISSONNAIS VALOIS 8
Orientation 1.1. Affirmer le Soissonnais Valois comme territoire productif, industriel et entrepreneurial contributeur à la stratégie régionale REV3 8
Orientation 1.2. Prioriser la recomposition des espaces d'activités pour accroitre la capacité d'accueil économique 14
Orientation 1.3. Renforcer la présence des activités économiques dans les tissus urbains 17
2. PRIORISER LE RENFORCEMENT DES SERVICES ET DES COMMERCES DANS LES CENTRES DES VILLES ET DES BOURGS 18
Orientation 2.1. Renforcer les centralités comme localisations préférentielles du commerce 18
Orientation 2.2. Limiter et encadrer le développement du commerce de périphérie 19
Orientation 2.3. Maîtriser le commerce diffus et les implantations hors localisations préférentielles 19
Orientation 2.4. Intégrer les points de vente agricoles dans l'armature commerciale de proximité 20
3. DÉVELOPPER UNE DESTINATION TOURISTIQUE EN APPUI DES ATTRACTEURS DU PAYS DU SOISSONNAIS VALOIS 22
4. PÉRENNISER L'AGRICULTURE COMME VÉRITABLE FILIÈRE ÉCONOMIQUE 25
Orientation 4.1. Développer les filières alimentaires locales et les circuits courts comme économie de proximité 25
Orientation 4.2. Assurer la préservation des outils et des ressources agricoles 27
Orientation 4.3. Accompagner l'adaptation des systèmes agricoles aux défis climatiques et écologiques 29
5. SOUTENIR LA FORÊT ET LE BOIS COMME FILIÈRE ÉCONOMIQUE DURABLE 30
Orientation 5.1. Sécuriser la ressource bois pour conforter l'économie forestière locale 30
Orientation 5.2. Développer et adapter les filières bois locales en faveur de la transformation, de la construction et des transitions 30
6. LIER LE DÉVELOPPEMENT DE L'HABITAT ET L'OFFRE FUTURE EN ÉQUIPEMENTS ET SERVICES 34
Orientation 6.1. Organiser les développements en appui de l'armature territoriale 34
Orientation 6.2. Réajuster l'offre en équipements et services de proximité en lien avec l'armature du territoire 35
Orientation 6.3. Conforter les pôles d'équipements d'envergure et garantir leur accessibilité bas carbone 35
7. ORGANISER UNE OFFRE RÉSIDENTIELLE DIVERSIFIÉE, SOBRE ET ADAPTÉE AUX PARCOURS DE VIE 36
Orientation 7.1. Mieux répondre à la diversité des besoins en logements 36
Orientation 7.2. Rénover et mobiliser le parc de logements existants 38
Orientation 7.3. Inscrire la production résidentielle dans la trajectoire de sobriété foncière 39
8. ORGANISER LES DÉPLACEMENTS POUR LIMITER L'USAGE INDIVIDUELLE DE LA VOITURE PERSONNELLE 45
Orientation 8.1. principe général d'organisation des mobilités 45
Orientation 8.2. Soutenir la Virgule ferroviaire Roissy–Soissons 46
Orientation 8.3. Faire émerger un réseau hiérarchisé des déplacements 46
Orientation 8.4. Valoriser la desserte ferroviaire du territoire, notamment dans les trajets domicile/travail 48
Orientation 8.5. Optimiser les lignes existantes du réseau de transport en commun 49
Orientation 8.6. Structurer des zones multimodales territoriales pour organiser le rabattement et le changement de mode depuis les espaces ruraux 50
Orientation 8.7. Accélérer l'usage collectif de la voiture individuelle 50
Orientation 8.8. Réduire la place de la voiture dans les centralités à la faveur des modes actifs « doux » 51
Orientation 8.9. Faire du vélo une alternative crédible à la voiture dans les centralités et les liaisons de proximité 52
Orientation 8.10. Favoriser le développement de solutions innovantes de mobilité 53
Orientation 8.11. Assurer l'insertion des sites de l'intermodalité 53

Orientation 8.12. Participer au déploiement de l'électromobilité sur le territoire 54
9. RÉDUIRE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS ET ORGANISER LA TRAJECTOIRE ZAN 56
Orientation 9.1. Trajectoire de réduction progressive de la consommation d'ENAF 56
Orientation 9.2. Identifier les enveloppes urbaines 57
Orientation 9.3. Mobiliser la renaturation et la mobilisation des friches comme leviers de mise en œuvre de la trajectoire ZAN 58
10. VALORISER LES PAYSAGES ET ENCADRER LEURS TRANSFORMATIONS 64
Orientation 10.1. Valoriser les paysages liés à l'eau et aux vallées 64
Orientation 10.2. Préserver et révéler les patrimoines bâtis, culturels, mémoriels et industriels 67
Orientation 10.3. Encadrer les formes urbaines et les constructions dans les paysages 68
11. PROTÉGER ET RESTAURER LES TRAMES ÉCOLOGIQUES EN FAVEUR DE LA RICHESSE BIOLOGIQUE DU SOISSONNAIS VALOIS 73
Orientation 11.1. Préserver et restaurer les réservoirs de biodiversité 73
Orientation 11.2. Préserver et restaurer la fonctionnalité des continuités écologiques 75
Orientation 11.3. Lutter contre la pollution lumineuse 80
Orientation 11.4. Pérenniser la nature en ville 81
12. GÉRER DE MANIÈRE RAISONNÉE LA RESSOURCE EN EAU 82
Orientation 12.1. Reconstituer les capacités hydrauliques des sols par la désimperméabilisation des espaces 82
Orientation 12.2. Pérenniser et protéger la ressource en eau 83
Orientation 12.3. Adapter le développement urbain en fonction des capacités d'épuration et de préservation des milieux 83
13. METTRE EN ŒUVRE UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EXTRACTIVES DU SOISSONNAIS VALOIS 85
Orientation 13.1. Sécuriser l'accès aux gisements stratégiques sans banaliser l'extraction 85
Orientation 13.2. Réduire la dépendance aux matériaux primaires par le recyclage, le réemploi et les matériaux de substitution 85
Orientation 13.3. Organiser l'approvisionnement selon un principe de proximité et de moindre impact carbone 86
Orientation 13.4. Encadrer les incidences environnementales, agricoles et paysagères des carrières 86
Orientation 13.5. Faire de la remise en état des carrières un levier de renaturation et de projet territorial. 86
Orientation 13.6. Valoriser les carrières et paysages d'extraction comme composantes du récit territorial .. 87
14. ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DU SOISSONNAIS – VALOIS POUR ATTEINDRE LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050 88
Orientation 14.1. Réduire les consommations énergétiques liées au logement et aux mobilités carbonées 88
Orientation 14.2. Accroitre les capacités de séquestration carbone du territoire 88
Orientation 14.3. Développer un mix énergétique renouvelable adapté aux ressources du Soissonnais Valois . 89
15. ADAPTER L'AMÉNAGEMENT DU SOISSONNAIS VALOIS AUX RISQUES, NUISANCES ET EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 97
Orientation 15.1. Intégrer systématiquement la connaissance du risque dans les choix d'aménagement 97
Orientation 15.2. Réduire l'exposition aux inondations et adapter l'aménagement au fonctionnement hydraulique du territoire 97
Orientation 15.3. Adapter les constructions aux mouvements de terrain et au retrait gonflement des argiles 98
Orientation 15.4. Réduire l'exposition des populations au bruit et aux pollutions 99
16. DOCUMENT D'AMÉNAGEMENT ARTISANAL, COMMERCIAL ET LOGISTIQUE 101
Orientation 16.1. Avant-propos 101
Orientation 16.2. Les localisations 103
Orientation 16.3. Définition des espaces de centralité et de périphérie 107
Orientation 16.4. Les conditions d'implantation des équipements commerciaux, artisanaux et logistiques 110
17. GLOSSAIRE 117
18. INDEX THÉMATIQUE 121

Introduction

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) est le document de mise en œuvre du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS).

Le DOO intègre l'ensemble des dispositions supérieures avec lesquelles le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) doit être compatible. Dès lors, les documents de rang inférieur, en étant compatibles avec le SCoT, assurent leur compatibilité avec l'ensemble des documents de rang supérieur.

Le DOO est le document de référence pour la mise en œuvre des effets juridiques du SCoT.

En outre, le DOO doit être considéré dans son ensemble et non pas apprécié par rapport à chaque objectif ou orientation pris séparément.

Le DOO détermine, dans le respect des orientations définies par le PAS, des objectifs avec lesquels les documents d'urbanisme de rang inférieur devront être compatibles.

Afin d'en faciliter la compréhension et l'appropriation, le DOO a été structuré en 17 chapitres thématiques suivant l'organisation proposée aux articles L.141-4 et suivants du code de l'urbanisme.

Cette organisation mobilise donc les outils proposés par le code et s'articule à l'ambition de développement choisie par les élus du territoire.

Organisation du document – modalités de lecture et de compréhension des orientations et des objectifs

0. Titre de l'orientation thématique

Il identifie le grand champ d'intervention du SCoT. Il permet de situer immédiatement la thématique traitée et de comprendre la contribution de cette partie au projet d'aménagement du territoire.

Enjeux du Diagnostic

Il synthétise les constats territoriaux qui justifient l'intervention du SCoT. Il rappelle les dynamiques observées, les fragilités à prendre en compte et les ressources territoriales à valoriser.

Rappel de l'objectif du PAS

Il établit le lien entre le diagnostic et le projet politique porté par le PAS. Il précise l'ambition stratégique poursuivie par le SCoT et donne le sens général des orientations du DOO.

Orientation 1.1. Titre de l'orientation :

Elle correspond au niveau principal de déclinaison du DOO. Elle traduit l'ambition stratégique en objectif d'aménagement, d'organisation spatiale ou de programmation applicable aux documents d'urbanisme locaux.

Descriptif de l'objectif général

Il explicite le contenu de l'orientation, son périmètre d'application et les principes à respecter. Il permet de comprendre les effets attendus de l'orientation sur l'aménagement du territoire.

Objectif 1.1.1. Titre de de l'objectif

Il précise les modalités opérationnelles de mise en œuvre de l'orientation. Il énonce les actions, conditions, principes d'aménagement ou règles de compatibilité à prendre en compte dans les PLU(i), les politiques sectorielles et les projets.

- *Le cas échéant, des sous-thématiques sont présentes.*

Nota bene : opposabilité des orientations et des objectifs du SCoT

En application des articles L. 141-4 à L. 141-14 du Code de l'urbanisme, le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a pour finalité principale de définir des orientations générales, des objectifs de développement du territoire ainsi que des principes d'aménagement.

Conformément à la jurisprudence constante du Conseil d'État, et sauf dans les cas limitativement prévus par la loi, le SCoT ne peut édicter de normes prescriptives et fixe des orientations et des objectifs, sans valeur réglementaire contraignante[1].

En outre, l'appréciation de la compatibilité d'un document d'urbanisme local avec le SCoT ne se fait pas de manière analytique ou article par article, mais s'apprécie globalement, au regard des objectifs et des orientations définis par le DOO.

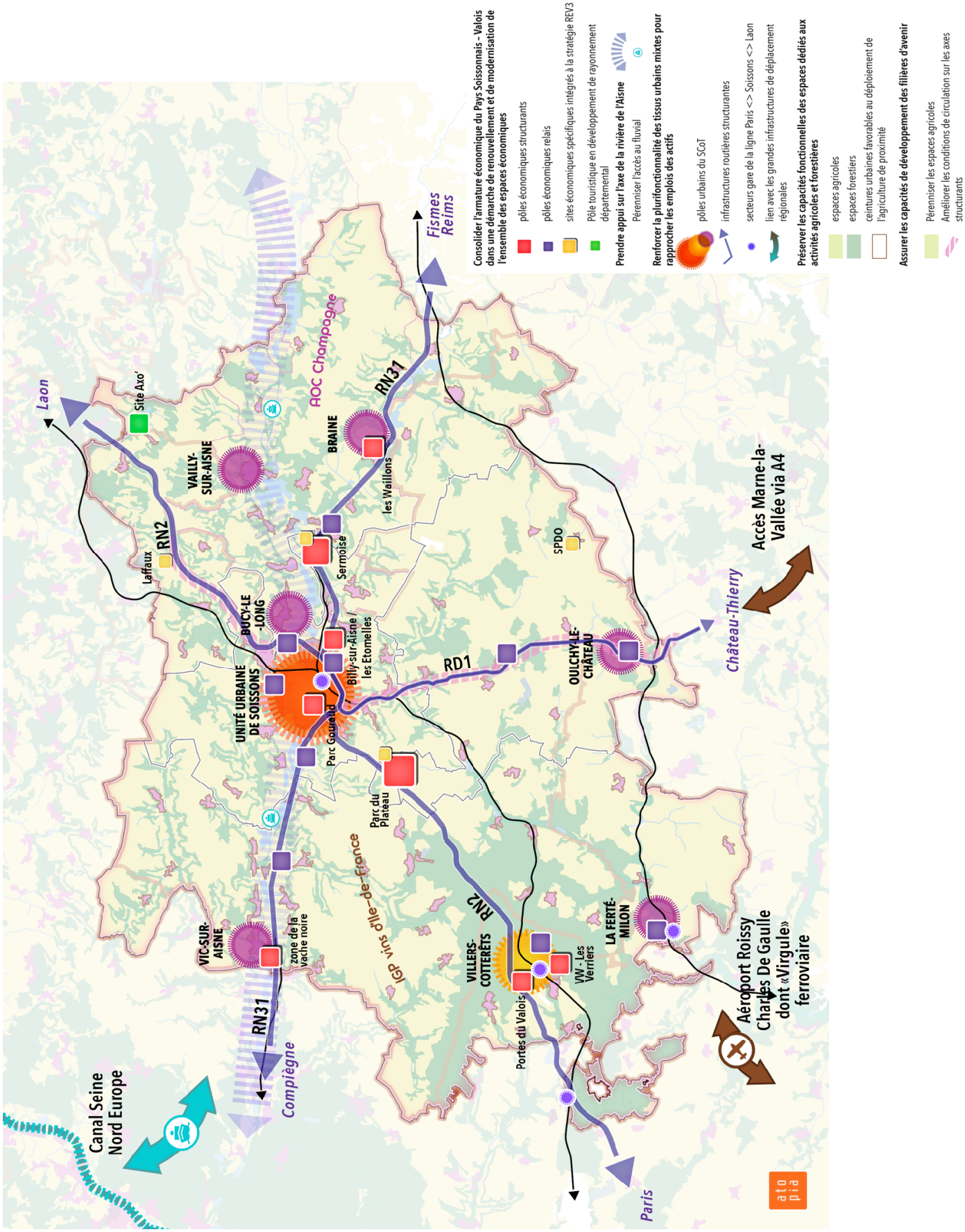
- Conséquence pour l'écriture du DOO :

NB : L'ensemble des objectifs du présent document est donc prescriptif aux documents inférieurs. Il ne distingue pas de gradation dans les objectifs, entre prescription (objectifs forts) ou recommandation (objectifs optionnels), et s'applique dans son intégralité.

[1] *Le Conseil d'Etat considère de façon constante qu'à l'exception des cas limitativement prévus par la loi, un SCoT ne peut contenir des normes prescriptives et doit se borner à fixer des orientations et des objectifs (CE, 18 décembre 2017, Association ROSO et a., req. n° 395216) : « pour apprécier la compatibilité d'un PLU avec un SCOT, il appartient au juge administratif de rechercher, dans le cadre d'une analyse globale le conduisant à se placer à l'échelle de l'ensemble du territoire couvert en prenant en compte l'ensemble des prescriptions du document supérieur, si le plan ne contrarie pas les objectifs qu'impose le schéma, compte tenu des orientations adoptées et de leur degré de précision, sans rechercher l'adéquation du plan à chaque disposition ou objectif particulier »*

Partie 1 - ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, ARTISANALES, COMMERCIALES ET AGRICOLES

Carte Partie 1 - Soutenir la dynamisation et la diversification des activités économiques pour affermir le positionnement stratégique du Pays du Soissonnais Valois



1. Faire du développement économique, productif et agricole le moteur du repositionnement du Soissonnais Valois

Les enjeux du Diagnostic

Le Soissonnais Valois dispose d'un socle économique productif, industriel, agricole et agro industriel qui constitue un levier de repositionnement territorial. Sa localisation, au sein des Hauts-de-France, entre le Grand Paris et les grands flux liés au Nord européen, lui donne une capacité à s'inscrire dans des dynamiques porteuses au profit de son propre développement.

Le territoire bénéficie également de ressources foncières, productives, agricoles, touristiques et patrimoniales mobilisables, mais leur valorisation doit être mieux organisée pour éviter une consommation foncière diffuse et peu sélective.

Enfin, les dynamiques REV3, Territoire d'industrie, les filières bois, matériaux géobiosourcés, économie circulaire, écologie industrielle territoriale et tourisme patrimonial constituent des points d'appui complémentaires pour asseoir un modèle économique local propre au Soissonnais Valois.

La stratégie du PAS

Le projet du Soissonnais Valois affirme une ambition claire : positionner le territoire comme un pôle productif, innovant et différencié dans les dynamiques régionales et suprarégionales.

Il s'agit d'affirmer le Soissonnais Valois comme territoire productif, industriel et entrepreneurial contributeur à la stratégie régionale REV3 et le dispositif Territoire d'Industrie, en capitalisant sur les flux d'emplois et d'investissements générés par la plateforme de Roissy Charles De Gaulle et le projet de Virgule ferroviaire. Elle vise à accélérer la transition écologique de l'économie locale, à conforter l'appareil productif existant et à poursuivre la réindustrialisation du territoire autour de filières stratégiques et d'avenir.

Le territoire souhaite ainsi consolider un modèle de développement fondé sur la relocalisation productive, l'innovation industrielle, la décarbonation des activités, l'écologie industrielle territoriale, les matériaux géobiosourcés, la valorisation des ressources locales et la complémentarité avec les territoires voisins.

L'aménagement du territoire devient ainsi un levier direct du développement économique. Il organise des conditions claires d'accueil, de transformation, d'intensification et de montée en qualité des activités, tout en articulant performance économique, sobriété foncière, transition énergétique et valorisation des ressources du Soissonnais Valois.

Orientation 1.1. Affirmer le Soissonnais Valois comme territoire productif, industriel et entrepreneurial contributeur à la stratégie régionale REV3

L'armature économique du SCoT s'appuie à 360° aux grands systèmes porteurs :

- le lien avec les pôles économiques franciliens :

** la RN2, support du lien avec l'aéroport Roissy Charles De Gaulle, le Grand Paris et les flux nord européens. En ce sens, le SCoT du Soissonnais Valois s'appuie sur la réalisation de la virgule ferroviaire Roissy / Soissons pour accroitre les liens avec la plateforme aéroportuaire (flux de travail décarbonés, nouvelles collaborations entre acteurs économiques, etc.)*

** la RD1, vers Château-Thierry pour améliorer l'accès à une offre de formation supérieure et améliorer le rabattement vers le pôle de Marne-la-Vallée via l'A4 ;*

- la RN31, colonne vertébrale Est Ouest du développement économique, appui des différents sites préexistants ;

- et la vallée de l'Aisne, dont la proximité avec le Canal Seine Nord Europe ouvre des perspectives de report modal et de logistique bas carbone.

Objectif 1.1.1. Organiser une armature économique lisible au service de la réindustrialisation et de l'emploi local

Afin de proposer une offre foncière et immobilière lisible sur le plan économique, le **SCoT identifie un réseau d'espaces d'activités** permettant de déployer, à l'échelle du Pays du Soissonnais Valois, une stratégie de développement économique différenciée et adaptée aux morphologies et aux situations géographiques de ces espaces :

PÔLES ÉCONOMIQUES STRUCTURANTS – Envergure Pays

Caractéristiques et objectifs urbains

- Présence d'un haut niveau de services aux entreprises et aux usagers ;
- Traitements paysagers, architecturaux et environnementaux de qualité ;
- à l'exception du Parc du Plateau (sur la RN2), implantation sur l'axe de la RN31, accès à une infrastructure structurante et support du renforcement de l'axe Ouest-Est, en appui de l'Aisne, du canal de l'Aisne et par les principaux modes de déplacements de manière sécurisée.

Sites concernés

- **Grand Soissons Agglomération** : Parc d'activités du Plateau, Parc d'activités de Sermoise, ZI de Billy-sur-Aisne, ZAC des Étomelles, ZA des Prés Frais ;
- **CC du Val de l'Aisne** : ZI des Waillons ;
- **CC Retz-en-Valois** : ZAE de la Vache noire.

Type d'activités économiques visées : activités du tertiaire productif, activités industrielles et artisanales, activités intensives en emplois créés

Objectifs en matière de développement économique : en plus des objectifs spécifiques par site définis ci-après, ils accueillent les grandes entreprises du territoire et/ou focalisent les investissements en matière de réindustrialisation et d'innovation.

PÔLES ÉCONOMIQUES RELAIS – Envergure intercommunale

Caractéristiques

- Situés en appui des pôles urbains du territoire du Soissonnais Valois, ils renforcent la présence d'emplois à proximité des nœuds de mobilité ou des espaces les plus peuplés et la proximité des différentes fonctions ;
- ils sont desservis par des modes de déplacement collectifs (TC, espaces de covoiturage,) modes doux (intégration dans les itinéraires cyclables locaux)
- ils disposent pour la plupart de capacités en extension permettant l'accompagnement des activités endogène ;
- Ce sont les lieux privilégiés de l'intensification des usages et des espaces.

Sites concernés

- **Grand Soissons Agglomération** : ZI des Taillepieds, Parc technologique Gouraud, ZI e Villeneuve Saint-Germain / Soissons, CE de la Rochette.
- **CC du Val de l'Aisne** : ZA de la Fosselle, ZI Pierre Bécret, ZA de Ciry-Salsogne.
- **CC du Canton d'Oulchy-le-Château** : zone de l'avenue de la Gare (Oulchy-le-Château), ZAE d'Hartennes-et-Taux.
- **CC Retz-en-Valois** : ZAE Sainte-Anne, ZI des Verriers, Vieux chemin d'Oigny, Zone de l'Écorcherie, ZAC de Pontarcher.

Type d'activités économiques visées : activités industrielles, logistiques, activités intensives en emplois créés, activités tertiaires, artisanales, complémentaires aux activités présentes dans les pôles

économiques structurants. Le cas échéant, certaines zones accueillent des activités commerciales. Elles sont traitées dans le DAACL.

Objectifs en matière de développement économique : en plus des objectifs spécifiques par site définis après, l'objectif est de renforcer la présence de l'emploi au plus proche des salariés et structurer des bassins d'emplois locaux.

Les activités accueillies s'inscrivent en complémentarité des pôles économiques structurants et visent à pérenniser les activités industrielles, tertiaires et logistiques. Ils sont le lieu d'une intensification des usages et une densification du bâti.

SECTEURS ÉCONOMIQUES DE PROXIMITÉ – non cartographiés

Caractéristiques et objectifs urbains

- prolongement de la trame viaire de l'espace économique intégré à celle de l'espace urbain auquel il se rattache.
- la proximité avec les espaces urbains mixtes n'entraîne pas de nuisance.

Type d'activités économiques visées : activités artisanales, la petite industrie et des services aux entreprises.

Objectifs en matière de développement économique : l'objectif est d'accompagner les besoins de développement des entreprises locales en privilégiant la proximité à leur lieu d'activité. Ce sont de petits espaces ayant la vocation d'accueillir des activités répondant aux besoins locaux : artisanat et petites entreprises industrielles. Les activités de services à destination des particuliers, et les professions libérales, n'ont toutefois pas vocation à s'y installer.

Ils disposent d'une enveloppe foncière en extension pour accompagner leur développement (confortement de sites isolés, activités touristiques gérées par des STECAL, extension ou création d'espaces d'activités économiques de proximité hors commerce*).*

Les enveloppes foncières pour accompagner les projets de développement diffus, tels que ceux évoqués ci avant ou en lien avec le développement touristique, sont les suivantes :

- *2 ha par décennie du SCoT pour les CC du Pays de Retz, CC du Val de l'Aisne et CC d'Oulchy le Château, soit un total de 12 ha pour les projets diffus sur les 20 ans du SCoT ;*
- *5 ha pour la première décennie, 3 ha pour la suivante, pour Grand Soissons Agglomération.*

SECTEURS ÉCONOMIQUES ISOLES – INSCRITS DANS LA STRATÉGIE RÉGIONALE REV3

Les secteurs économiques isolés accueillent un développement ciblé, destiné à pérenniser les activités spécifiques en place et à inscrire le Soissonnais Valois dans la dynamique Rev3 portée à l'échelle régionale

- **le secteur SPDO à Cramaille** constitue un site stratégique pour la structuration locale des filières de recyclage, de réemploi et d'économie circulaire, en valorisant les flux de matières et en contribuant à la réduction de l'empreinte environnementale du territoire ;
- **le secteur de Laffaux (Munitique), second site d'une activité préexistante à Margival,** constitue un site stratégique pour le développement d'activités liées à la souveraineté nationale, en garantissant des capacités foncières adaptées à des fonctions spécifiques, difficilement relocalisables dans les espaces économiques ordinaires.

Définitions

Petite industrie : *activités industrielles et artisanales nécessitant des espaces de production important*

pouvant être intégrés au sein de bâtiments de faibles volumes et pouvant être localisés à proximité des espaces urbains mixtes sans entraîner de nuisances (sonores, congestion des voies de desserte, conflit d'usage poids lourds / véhicules / légers / cyclistes).

***Tertiaire productif :** activités de services destinés aux entreprises qui produisent des biens consommés majoritairement dans un territoire.*

Objectif 1.1.2. Objectifs particuliers des parcs structurants

- ***Faire du Parc du Plateau 3** un site industriel phare, fondé sur l'innovation, la sobriété foncière et la valorisation des ressources locales*



Site économique stratégique à vocation exogène d'envergure SCoT, il est connecté à la RN2, dispose d'un accès au Grand Paris, à Roissy, à Reims, au Compiégnois et aux flux nord européens.

Le projet Plateau 3, extension de 55 ha du Parc du Plateau à Courmelles, constitue un site stratégique de réindustrialisation du Soissonnais Valois. Il s'inscrit dans la feuille de route Territoire d'industrie et dans la dynamique régionale REV3, en ciblant des activités productives, industrielles, logistiques spécialisées et de recherche développement à forte valeur environnementale.

Les documents d'urbanisme locaux et les projets d'aménagement veillent à :

- orienter le site vers les filières d'avenir du territoire : matériaux géobiosourcés, construction durable, économie circulaire, énergies, fluides, écologie industrielle territoriale et fonctions logistiques complémentaires ;
- faire du site un démonstrateur d'aménagement industriel bas carbone, en valorisant les surfaces et les sous-sols, notamment par des usages hypogés lorsque les études le permettent : stockage, logistique spécialisée, infrastructures techniques, réseaux énergétiques, activités numériques ou fonctions nécessitant une stabilité thermique ;
- organiser une circularité forte des ressources à l'échelle du parc, par la mutualisation de l'eau, de l'énergie, des matières, des déchets, des flux logistiques, des stationnements, des services aux entreprises et des équipements communs ;
- garantir une connexion performante à la RN2, en maîtrisant les accès, les flux poids lourds, les besoins d'échangeur et l'articulation avec les mobilités bas carbone et les solutions de report modal à moyen terme ;
- assurer une haute qualité paysagère et environnementale, dans le prolongement des premières tranches du Parc du Plateau et de la logique de site industriel clés en main.

Les implantations sont appréciées au regard de leur cohérence avec la stratégie économique du territoire, de leur contribution à l'emploi, de leur valeur ajoutée environnementale, de leur compatibilité avec les capacités du site et de leur contribution à la structuration d'un écosystème industriel innovant.

- ***Parc de Sermoise** : structurer un parc agro-industriel bas carbone, connecté à la RN31 et ouvert à la logistique multimodale*

Identifié comme un site économique d'envergure SCoT, il s'appuie sur une localisation stratégique en lien avec la RN31, axe structurant Est Ouest du territoire. Il valorise également la proximité de l'Aisne, située à courte distance**, afin d'anticiper une évolution vers une organisation logistique trimodale associant route, voie d'eau** et, le cas échéant, connexion ferroviaire ou plateforme multimodale à moyen long terme (lien avec le Canal Seine Nord Europe).

Son développement vise à affirmer une vocation agri-agroalimentaire et agro-industrielle, tournée vers la transformation, la valorisation et la mise en marché des ressources agricoles locales. Il accueille des activités productives exogènes et structure une offre foncière dédiée aux filières agricoles, agroalimentaires, matériaux géobiosourcés, économie circulaire et logistique décarbonée.

Les documents d'urbanisme locaux et les projets d'aménagement veillent à :

- affirmer la vocation agro-industrielle, agroalimentaire et biosourcée du site, en privilégiant les activités liées à la transformation des ressources agricoles locales, à la souveraineté alimentaire, aux matériaux géobiosourcés, aux coproduits agricoles, au réemploi et aux solutions bas carbone ;
- réserver le foncier aux activités compatibles avec cette vocation, dans une conception compacte et productive, avec une offre adaptée aux besoins des filières : grandes parcelles, bâtiments évolutifs, réseaux renforcés, gestion du froid, maîtrise sanitaire et accès poids lourds ;
- organiser une desserte performante depuis la RN31, en maîtrisant les accès, les flux poids lourds, les traversées urbaines et les impacts sur les communes riveraines ;
- anticiper une connexion logistique à la vallée de l'Aisne et au canal Seine Nord Europe, par l'étude d'une plateforme multimodale intégrant les fonctions de groupage, stockage, manutention, rupture de charge et services aux transporteurs ;
- intégrer une logique d'écologie industrielle territoriale, en mutualisant l'eau, l'énergie, le froid, la chaleur, les déchets, les coproduits, les stationnements, les services aux entreprises et les mobilités des salariés, en lien avec les dynamiques de réindustrialisation et d'innovation productive du Soissonnais Valois.

Il mobilise un volant foncier en extension de 47,5 ha au total, dont la prise en charge se répartie entre la communauté de communes du Val de l'Aisne pour 32 ha et la Région Hauts-de-France pour les 15,50 ha restants.

❖ *Parc des Waillons à Braine*

Le parc des Waillons conforte un tissu d'activités diversifié, associant industrie, plasturgie, travaux publics, services techniques, commerce et activités de proximité.

Son développement vise à maintenir comme renouveler ces fonctions économiques dans le bassin de Braine, à accompagner l'évolution des entreprises présentes et à organiser une densification progressive du site, sous réserves de la capacité des réseaux desservant la zone.

❖ *Zone Avenue de la Gare, à Oulchy-le-Château*

Au sein de la CC d'Oulchy-le-Château, la zone de l'avenue de la Gare, en appui de la ville pôle, est confortée comme site économique de proximité, destiné à soutenir les activités existantes et les besoins d'implantation ou d'extension des entreprises locales. Elle participe au maintien d'un bassin d'emplois dans le sud du Soissonnais Valois et complète l'armature économique structurante du territoire.

Objectif 1.1.3. Cibler les extensions économiques au service du renforcement de l'appareil productif

En complément du renouvellement, de la densification et de l'amélioration des espaces économiques existants *(cf. Objectif 1.2.1),* le renforcement de l'emploi à l'échelle du territoire du SCoT nécessite également des extensions pour aménager et augmenter les surfaces disponibles.

❖ *Les projets d'envergure régionale (PER)*

Les enveloppes foncières nécessaires aux projets suivants ont vocation à être reconnus d'envergure régionale, et être portés à l'échelle de la région Hauts-de-France (projet d'envergure régionale – PER). En conséquence, elles ne sont pas imputées à l'enveloppe foncière du SCoT :

- **Parc du Plateau 3** : 55 ha, à destination industrielle et logistique ;
- **Parc d'activités de Sermoise** : sur 38 ha, parc d'activités à vocation agro industrielle et agroalimentaire, dont 23,9 ha assumés par GrandSoissons Agglomération, le reste étant assumé par la Région soit 14,1 ha ;
- **Site de SPDO à Cramaille** : extension de 6 ha en PER pour le recyclage d'automobiles (économie circulaire, matériaux rares) ;
- **Site de Laffaux (Munitique)** : sur 3,1 ha, pour la production industrielle au sein d'un site d'activité classé.

Le total des surfaces retenues par la Région dans l'enveloppe PER est donc de **78,2 ha.**

En cas d'absence d'éligibilité de l'espace économique au titre des PER, leur réalisation sera imputée à l'enveloppe foncière en extension à vocation économique du Pays.

❖ *Les besoins fonciers économiques en extension couverts par les enveloppes du SCoT*

Les capacités d'urbanisation / artificialisation des espaces économiques sont fixées à 181 ha entre 2026 et 2046**, incluant 66 ha de potentiels d'intensification sur des ENAF** et hors sites d'envergure régionale ou nationale :

Surfaces pour le développement économique (en hectares), par intercommunalité du SCoT du Pays du Soissonnais Valois sur les 20 ans du SCoT (phasage tableau ci-dessous)

Type de site économique	CC Val de l'Aisne	CC Oulchy-le-Château	CC Retz-en-Valois	GrandSoissons Agglomération	Total SCoT
Projets d'Envergure Régionale	***3***	***6***	***0***	***69***	***78***
Projets en extension SCoT	***31***	***9***	***26***	***49***	***115***
Pôles structurants	10	0	12	24	46
Pôles intercommunaux	10	4	7	5	26
Activités ou pôles de proximité (dont tourisme ou activités isolées)	11	5	7	20	43
Projets en renouvellement urbain (dont friches)	***1***	***0***	***9***	***10***	***20***
Total des projets du SCoT Soissonnais Valois	**35**	**15**	**35**	**128**	**213**
Coups partis d'aménagement (avant 2026)	***0***	***1***	***10***	***10***	***21***

***Phasage* du développement économique en extension, en ha – hors PER et hors renouvellement urbain**

Phasage de la programmation foncière	CC Val de l'Aisne	CC Oulchy-le-Château	CC Retz-en-Valois	GrandSoissons Agglomération	Total SCoT	
(pour information) Coups partis 2021-2026	*0*	*1*	*10*	*10*	*21*	
Disponibilités foncières au sein des ZAE*	0	0	9	57	66	
1ère période SCoT 2026-2036	15	5	23	39	82	= 115
2ème période SCoT 2036-2046	16	4	3	10	33	
Total programmation foncière du SCoT Soissonnais Valois	31	9	35	106	181	

**disponibilités foncières déjà aménagées au sein des espaces économiques préexistants.*

Les enveloppes économiques définies par le SCoT **peuvent faire l'objet de reports ou de mutualisations encadrés** afin de tenir compte du calendrier réel des projets, des besoins des entreprises et des unités urbaines cohérentes.

Ces ajustements de mutualisation ou de report d'un site à un autre :

- **peuvent intervenir entre sites économiques de même niveau, au sein d'un même EPCI,** dès lors qu'ils ne conduisent pas à augmenter l'enveloppe foncière globale, qu'ils respectent la hiérarchie de l'armature économique et qu'ils répondent à un besoin démontré ;
- **sont justifiés dans les documents d'urbanisme locaux** par l'absence d'alternative suffisante en renouvellement, densification ou reconversion, par la capacité du site à accueillir les flux et les réseaux nécessaires, et par sa compatibilité avec la trajectoire de sobriété foncière du SCoT.

Orientation 1.2. Prioriser la recomposition des espaces d'activités pour accroitre la capacité d'accueil économique

L'accompagnement du développement économique mobilise un volant foncier s'appuyant prioritairement sur l'optimisation des espaces économiques déjà artificialisés. En cohérence avec la trajectoire ZAN, le SCoT privilégie la densification, le renouvellement, la mobilisation des friches, des dents creuses et des espaces sous utilisés avant toute nouvelle extension.

En parallèle, les parcs d'activités se transforment progressivement en espaces économiques plus sobres, plus attractifs et mieux intégrés, témoins de l'engagement du Soissonnais Valois dans l'innovation et les transitions. Leur modernisation améliore la qualité urbaine, paysagère, environnementale, énergétique et fonctionnelle des sites, tout en renforçant l'adaptation climatique, les mobilités bas carbone et la mutualisation des ressources.

Objectif 1.2.1. Mobiliser en priorité le potentiel des espaces économiques existants

Les projets d'aménagement mobilisent les outils permettant de :

- **reconvertir les friches d'activités existantes**, potentielles ou futures, par le réemploi, la réhabilitation, la démolition reconstruction ou le changement d'usage, en priorité au sein ou à proximité des espaces économiques existants ;
- **densifier les espaces d'activités** par le comblement des dents creuses, la division parcellaire, la densification bâtie, la surélévation, l'usage des volumes souterrains le cas échéant, et l'optimisation de l'occupation des bâtiments et des espaces dans le temps, selon une approche chrono typique ;
- **mutualiser les emprises et équipements entre entreprises**, notamment les aires de stationnement, espaces logistiques, salles de réunion, locaux de formation, espaces d'accueil ou entrepôts, afin de libérer ou de mieux valoriser les emprises déjà artificialisées ;

- **mobiliser les espaces encore libres situés au sein des parcs d'activités existants**, sous réserve d'une analyse de leur statut foncier, de leur fonctionnalité écologique, de leur accessibilité et de leur contribution à la trajectoire de sobriété foncière.

Une partie de ces disponibilités internes relève d'espaces aménagés encore non construits, qui représente, à l'arrêt du SCoT, **le potentiel de 65,6 ha** à l'échelle du Pays du Soissonnais Valois (espaces aménagés libres au sein des espaces d'activités économiques[2])

Les développements en extension ne sont envisagés qu'en complément, lorsque les capacités de reconversion, de densification, de mutualisation et d'optimisation des espaces économiques existants ne permettent pas de répondre aux besoins économiques.

Objectif 1.2.2. Expérimenter l'intensification économique en hypogée

Les projets d'aménagement peuvent mobiliser les sous-sols, lorsque les études le permettent, afin d'accueillir des fonctions compatibles telles que stockage, logistique, réseaux techniques, gestion de l'eau, énergie ou infrastructures numériques.

Cette intensification en hypogée constitue un levier d'innovation pour libérer le foncier de surface au profit des activités productives, réduire la consommation d'espace et renforcer la circularité de l'eau, de l'énergie et des ressources.

Objectif 1.2.3. Améliorer la qualité urbaine, paysagère et environnementale des parcs économiques

Les projets d'aménagement et les outils réglementaires des PLU(i), cherchent à assurer :

- **La valorisation des espaces d'interface entre le parc économique et son environnement** urbain ou agrinaturel :
    - maintien, constitution ou aménagement de « zones de transitions » à l'interface de quartiers résidentiels ou en frange d'enveloppe urbaine, c'est-à-dire des espaces assurant l'interface soit urbaine, soit paysagère entre les différents tissus bâtis. Elles limitent les nuisances induites par les secteurs économiques sur autres espaces ;
    - maintien voire renforcement d'une continuité écologique à l'intérieur de la zone de projet, traitement paysager et arboré, aménagement favorable à la biodiversité, etc.
- **L'intégration paysagère des espaces économiques** vise à limiter la visibilité des bâtiments depuis les abords des espaces d'activités, notamment en adaptant leur implantation ou leur hauteur afin de réduire leur impact visuel, à la fois depuis l'extérieur et à l'intérieur du site,
    - en particulier, le long des axes structurants de la RN31 et de la RN2 (traitement harmonieux de l'ensemble des façades, encadrement de la publicité, les enseignes et l'éclairage) ;
- **La végétalisation et réduire les surfaces imperméabilisées des espaces d'activités**, en cohérence avec les besoins des activités économiques en place (voir infra).

Objectif 1.2.4. Faire des espaces économiques des leviers des transitions écologiques et énergétiques

Les projets d'aménagement et les outils réglementaires des PLU(i) :

- limitent l'imperméabilisation et favoriser la désimperméabilisation des espaces libres non bâtis, sans compromettre les objectifs de densification ;

[2] Voir l'Atlas de recensement des disponibilités foncières en zones d'activités économiques, annexé au Diagnostic territorial.

- végétalisent les stationnements, toitures, façades, cheminements et espaces publics pour réduire les îlots de chaleur et améliorer le confort d'usage ;

  Le ratio « espaces bâtis + espaces végétalisés » / « espaces non bâtis et non végétalisés » (espaces de stationnement par exemple) doit être le plus important possible.
- visent une gestion intégrée des eaux pluviales, en recherchant le 0 rejet par l'infiltration, la rétention, la réutilisation et la gestion à la parcelle ;
- développent des aménagements multifonctionnels, notamment des noues paysagères combinant gestion hydraulique, qualité paysagère, ombrage et biodiversité ;
- privilégient les matériaux perméables compatibles avec les contraintes de pollution et de ruissellement propres aux espaces économiques ainsi que l'usage de matériaux géobiosourcés dans les bâtiments comme dans les aménagements extérieurs ;
- recherchent une exemplarité des bâtiments en matière de performance écologique ou énergétique ;
- mobilisent les toitures, les bâtiments et les aires de stationnement pour le développement du photovoltaïque, conformément aux obligations issues de la loi APER ;
- favorisent le raccordement aux réseaux de chaleur et de froid, lorsque les conditions techniques et économiques le permettent ;
- implantent, lorsque cela est pertinent, les activités productrices de chaleur ou de froid à proximité des réseaux afin d'optimiser leur valorisation collective.

Objectif 1.2.5. Améliorer l'accessibilité décarbonées des zones d'activités pour les salariés, les entreprises et les flux économiques

❖ *Espaces publics et voirie : organiser des espaces adaptés aux usages réels*

Les PLU(i), et en particulier les OAP et le règlement :

- Connectent la trame viaire des espaces économiques à celles des tissus bâtis environnants ;
- Pérennisent les espaces d'activités situés en bordure de voie navigable pour favoriser le développement et le recours du fret fluvial sur les axes au gabarit Freyssinet ;
- Hiérarchisent les voies et limitent le recours aux impasses afin d'optimiser les trajets tous modes ;
- Adaptent le gabarit des voiries aux besoins réels des activités et de leurs flux (livraisons, déplacements de salariés) ;
- Réduisent les emprises de voies pour diminuer la place des modes « 4 roues » lorsque les usages le permettent, pour privilégier les mobilités douces et actives ;
- Créent des stationnements et des voies dédiés aux vélos, vélos à assistance électrique et autres modes actifs ;
- Ajustent l'offre de stationnement sur l'espace public aux besoins minimums ;
- Mutualisent, si possible, les espaces de stationnement.

❖ *Mobilités : rendre attractives et compétitives toutes les mobilités « bas carbone »*

La densification et le développement des espaces économiques s'appuient sur une desserte renforcée en transports collectifs, en modes actifs et en solutions partagées.

L'objectif est de :

- renforcer la desserte en transports collectifs des pôles économiques structurants, relais et de développement ;
- organiser des schémas de desserte cyclable internes connectés aux itinéraires existants ;

- développer les aires de covoiturage, les plateformes inter-entreprises et les services partagés de mobilité au sein des espaces d'activités ;
- déployer les bornes de recharge pour véhicules électriques et vélos à assistance électrique ;
- favoriser les plans de déplacements inter-entreprises pour mutualiser les solutions de mobilité, coordonner les horaires et réduire les déplacements individuels motorisés ;
- rationnaliser et décarboner les flux de marchandises au travers de solutions de mobilités alternatives aux solutions traditionnelles : installation de plateformes locales embranchées fer ou eau, gestion groupée du dernier kilomètre entre plusieurs entreprises bénéficiaires, etc.,

Orientation 1.3. Renforcer la présence des activités économiques dans les tissus urbains

Le développement économique relève avant tout du tissu urbain mixte, plurifonctionnel. Il s'inscrit aussi dans les centralités, les quartiers mixtes, les abords de gares et les opérations urbaines, dès lors que les conditions d'accessibilité, de voisinage, de stationnement, de livraison, de numérique et de qualité d'usage sont réunies.

Le SCoT affirme les centralités, les tissus urbains mixtes et les secteurs gare comme des supports à part entière du développement économique du Soissonnais Valois. Cette orientation vise à rapprocher l'emploi des lieux de vie, à réduire les déplacements contraints et à renforcer l'animation des centres urbains.

Objectif 1.3.1. Renforcer la présence des activités économiques adaptées au sein des centralités et des tissus urbains mixtes

Le SCoT vise à rapprocher les lieux d'emploi des lieux de vie en renforçant l'accueil d'activités économiques dans les centralités, les quartiers mixtes et les tissus urbains constitués. Cette orientation contribue à développer l'emploi de proximité, réduire les déplacements domicile-travail de longue distance et renforcer l'animation urbaine et villageoise.

Les PLU(i), notamment par les OAP et le règlement, veillent à :

- favoriser l'accueil d'activités économiques ne générant pas de nuisances (bruit, odeur, lumière, encombrement) avec l'habitat et les autres fonctions urbaines ;
- permettre une diversité d'activités dans les tissus mixtes : bureaux, artisanat, professions libérales, services aux entreprises, activités créatives et petites activités productives non nuisantes ;
- développer un maillage de lieux économiques hybrides : espaces de travail partagé, tiers lieux, lieux pour entreprendre, ateliers partagés ou ateliers test, espaces de création et lieux publics intégrant services ou commerces complémentaires ;
- renforcer prioritairement ces lieux dans les centralités, les pôles urbains, les secteurs gare et les opérations mixtes, ou dans les secteurs urbains de transition entre différentes grandes spécialisations fonctionnelles ;
- améliorer les réseaux numériques afin de répondre aux besoins des entreprises, des indépendants, des télétravailleurs et des nouvelles formes d'activité.

L'unité urbaine de Soissons est affirmée comme le pôle tertiaire structurant du Pays du Soissonnais Valois. Elle constitue le principal espace de renforcement des activités de services, en complémentarité avec les centralités et pôles urbains du territoire.

Ce développement s'appuie sur la poursuite de l'évolution de ses deux espaces structurants :

- le secteur gare, pour l'accueil d'espaces tertiaires dédiés aux pratiques flexibles ;
- l'espace du Parc Gouraud, pôle tertiaire majeur, pour pérenniser les activités de services préexistantes et en accueillir de nouvelles.

Objectif 1.3.2. *Faire des secteurs gare les lieux privilégiés d'intensification économique*

Les espaces urbanisés situés à proximité des gares structurantes (hors haltes) ont vocation à renforcer leur fonction économique. Ce développement s'appuie notamment sur l'accueil d'activités tertiaires et d'activités productives compatibles avec la présence de logements (cf. supra).

En cohérence avec les objectifs de localisation préférentielle du commerce, les gares ne constituent pas des pôles commerciaux structurants mais peuvent constituer des centralités commerciales de proximité. **L'accueil éventuel de nouveaux commerces à leurs abords ne doit pas conduire à la création d'une offre concurrente des secteurs commerciaux présents** dans les centralités commerçantes situées à proximité (à moins de 10 min à pied par exemple).

2. Prioriser le renforcement des services et des commerces dans les centres des villes et des bourgs

Enjeux du diagnostic

L'armature commerciale du Soissonnais Valois s'organise autour des centralités de Soissons, Villers Cotterêts, Braine, Vailly sur Aisne, Vic sur Aisne, La Ferté Milon et Oulchy-le-Château, qui concentrent les fonctions de proximité, les services et une partie des linéaires commerciaux structurants. Elle est toutefois fragilisée par la vacance commerciale, la concurrence des pôles périphériques et la dispersion de certaines implantations, notamment autour des grandes entrées d'agglomération et des secteurs commerciaux connectés aux axes routiers.

Stratégie du PAS

Le SCoT affirme la priorité donnée aux centralités comme lieux préférentiels du commerce, des services et de l'économie de proximité. La stratégie vise à conforter les linéaires commerciaux, maîtriser le développement des périphéries, éviter la dispersion de l'offre et intégrer les circuits courts ainsi que les points de vente agricoles dans une logique de proximité, de souveraineté alimentaire et de réduction des déplacements.

Orientation 2.1. Renforcer les centralités comme localisations préférentielles du commerce

Le SCoT affirme les centralités urbaines et villageoises comme les localisations préférentielles des commerces, notamment pour les surfaces de vente inférieures à 300 m². L'objectif est de maintenir les linéaires commerciaux, d'intensifier les fonctions de proximité et de renforcer le potentiel marchand des centres.

Les politiques publiques d'aménagement et les documents d'urbanisme veillent à :

- maintenir et protéger les linéaires commerciaux stratégiques dans les centres villes et centres bourgs, le cas échéant à les rationnaliser pour prendre en compte l'évolution irréversible des modes de consommation et de la demande locale ;
- accompagner la densification résidentielle dans les centralités afin de renforcer la clientèle de proximité ;
- favoriser la réutilisation des locaux commerciaux vacants et des pieds d'immeubles, notamment dans les linéaires commerciaux protégés. Dans les linéaires non pérennes, permettre le changement d'usage ;
- encourager l'implantation des professions médicales, paramédicales, services, bureaux et activités tertiaires à proximité des linéaires commerciaux ;
- renforcer les effets de synergie entre commerces, services, équipements, habitat et espaces publics ;

- améliorer la qualité des espaces publics, l'accessibilité piétonne, cyclable et collective, ainsi que les aménités urbaines associées aux centralités.

Orientation 2.2. Limiter et encadrer le développement du commerce de périphérie

Les localisations commerciales de périphérie ont vocation à accueillir uniquement les activités dont la taille, les besoins logistiques ou les pratiques d'achat sont difficilement compatibles avec les centralités. Le SCoT limite leur développement afin de préserver l'attractivité commerciale des centres et d'éviter la création de nouvelles polarités concurrentes.

Les documents d'urbanisme et les projets commerciaux veillent à :

- réserver les implantations commerciales de périphérie aux surfaces de vente supérieures à 300 m² ;
- interdire la création de nouveaux pôles commerciaux structurants hors localisations préférentielles ;
- privilégier l'extension, le renouvellement, la requalification et la densification des sites commerciaux existants ;
- organiser les projets en cohérence avec les tissus urbains voisins et les infrastructures existantes ;
- mutualiser les stationnements, les accès, les cheminements piétons et cyclables, les espaces logistiques et les équipements techniques entre les points de vente d'un même ensemble commercial ;
- améliorer l'insertion urbaine, architecturale, paysagère et environnementale des espaces t des bâtiments commerciaux existants ;
- réduire les surfaces imperméabilisées, intégrer la gestion des eaux pluviales, renforcer la végétalisation, mobiliser les matériaux géobiosourcés et favoriser le recours aux énergies renouvelables ;
- améliorer l'accessibilité par les transports collectifs, les modes actifs et les solutions de mobilité décarbonée.

Orientation 2.3. Maîtriser le commerce diffus et les implantations hors localisations préférentielles

Le SCoT encadre strictement les implantations commerciales hors centralités et hors localisations de périphérie existantes. **L'objectif est d'éviter la dispersion des activités, de limiter la consommation foncière commerciale et de préserver l'animation des centres.**

Les documents d'urbanisme visent à :

- maîtriser les implantations commerciales dans les espaces diffus, isolés ou déconnectés des centralités ;
- conditionner les projets à une gestion économe du foncier et à une compatibilité avec les fonctions urbaines ou rurales voisines ;
- privilégier le renouvellement des bâtis commerciaux existants plutôt que la création de nouveaux espaces commerciaux ;
- encadrer la logistique commerciale afin de limiter les nuisances, les flux motorisés et les conflits d'usage ;
- rechercher la mixité fonctionnelle lorsque celle-ci est compatible avec le contexte urbain, paysager et environnemental.

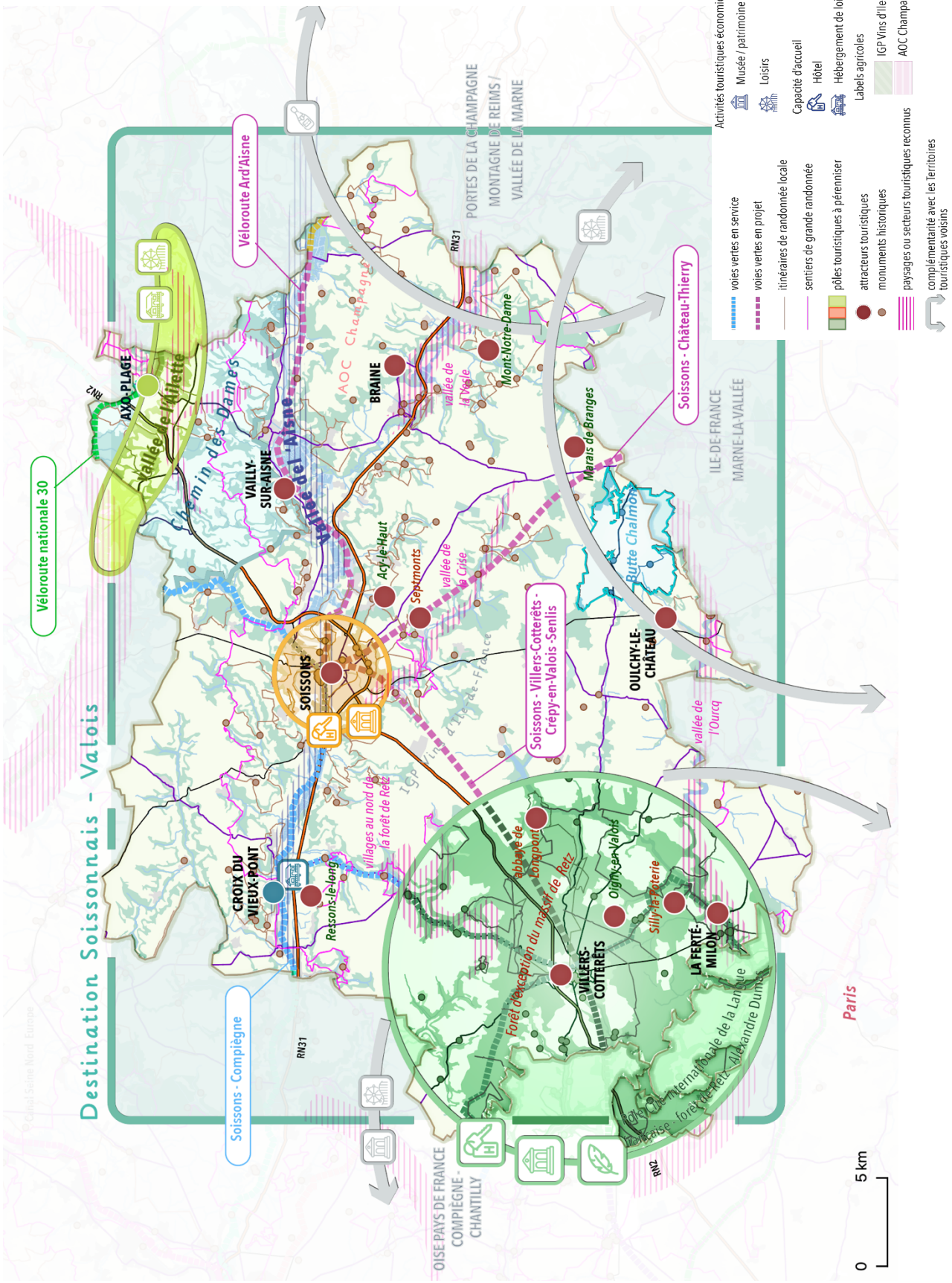
Orientation 2.4. Intégrer les points de vente agricoles dans l'armature commerciale de proximité

Le SCoT soutient les circuits courts, la valorisation des productions locales et le développement d'une offre alimentaire de proximité. Les points de vente de producteurs sont intégrés à la stratégie commerciale du territoire afin de renforcer les filières agricoles locales et de limiter les flux inutiles.

Les politiques publiques et les documents d'urbanisme visent à :

- permettre la création ou le maintien de points de vente de produits agricoles locaux sur les sites d'exploitation, à proximité des lieux de production ou dans les centralités ;
- favoriser les magasins de producteurs, espaces de vente mutualisés et lieux de valorisation des productions locales ;
- encourager la transformation de produits agricoles sur les sites de production lorsque les conditions d'accès, de voisinage et d'insertion le permettent ;
- soutenir les démarches de valorisation alimentaire locale et de culture du bien manger ;
- favoriser l'approvisionnement des restaurants collectifs, scolaires et établissements publics par des produits issus de l'agriculture locale ;
- inscrire ces points de vente dans une logique commerciale cohérente avec les besoins des habitants, les centralités existantes et la réduction des déplacements.

Carte touristique : structurer l'offre touristique du Soissonnais Valois



3. Développer une destination touristique en appui des attracteurs du Pays du Soissonnais Valois

Enjeux du diagnostic

Le Soissonnais Valois dispose d'un socle touristique singulier, structuré par le triptyque Soissons, Villers Cotterêts et forêt de Retz, complété par les vallées de l'Aisne, de l'Ourcq et de la Crise, les attracteurs touristiques qui y sont adossés (sites mémoriels du Fort de Condé et des Fantômes de Landowski, Axo'Plage par exemple).

Stratégie du PAS

Situé à proximité des clientèles franciliennes, de clientèles internationales de proximité (Benelux, Europe du Nord), et au sein des Hauts-de-France, le Soissonnais Valois veut renforcer sa lisibilité touristique en articulant culture, nature, mémoire, itinérance, bien manger, bien dormir et agritourisme.

La stratégie vise à faire du Soissonnais Valois un point d'ancrage touristique permettant de rayonner vers une offre culturelle, naturelle et mémorielle située à moins d'une heure, tout en allongeant la durée de séjour par la mise en réseau des sites, la structuration de l'hébergement, le développement des itinérances et la valorisation des identités locales, en lien avec les clientèles des Hauts-de-France, du Grand Paris et des pays européens de proximité (Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Allemagne).

Notion clé :

> **Attracteur touristique** : c'est un élément capable de motiver, orienter ou prolonger la venue de visiteurs sur un territoire. Il peut s'agir d'un site, d'un équipement, d'un paysage, d'un événement, d'une activité, d'un patrimoine ou même d'une image territoriale suffisamment identifiable pour générer une fréquentation touristique.

Objectif 3.1.1. Valoriser les marqueurs identitaires du Soissonnais Valois

Le SCoT vise à **affirmer l'identité touristique du territoire au-delà de quelques attracteurs touristiques, en mettant en réseau ses ressources touristiques** (l'ensemble des patrimoines, naturels, bâtis, historiques, paysagers, culturels, savoir-faire) **qui font sa singularité**.

Le développement touristique repose ainsi sur cinq piliers : une culture majeure et identitaire, une nature d'exception préservée, une offre de déconnexion fondée sur le bien-être, le bien manger et le bien dormir, une économie locale de proximité, et une capacité à organiser des séjours courts ou prolongés à partir du territoire.

En appui de cette stratégie, les documents d'urbanisme locaux et les projets touristiques veillent à :

- **valorisent les ressources touristiques, historiques comme culturelles** :
  - le Vase de Soissons, Clovis, la naissance de la royauté française, Alexandre Dumas, la langue française, la Cité internationale de la langue française, les abbayes, cathédrales, châteaux et sites urbains patrimoniaux ;
  - le patrimoine monumental, patrimoine littéraire, culture vivante, programmations événementielles, artisanat d'art, forêt de Retz et villages de charme, particulièrement à Soissons et **Villers-Cotterêts ;**
  - les paysages de mémoire (Fort de Condé, les Fantômes de Landowski), les vallées, les boisements, les zones humides, les étangs, les espaces agricoles et le réseau des villages de charme.
- **confortent les sites attracteurs, qui relaient ces différents segments d'offre touristique, parmi lesquels :**

- **Soissons comme pôle patrimonial et touristique structurant**, en appui de son centre historique, de la cathédrale Saint-Gervais-et-Saint-Protais, des abbayes Saint-Médard et Saint-Jean-des-Vignes, du récit de Clovis et du vase de Soissons, et du label Ville d'Art et d'Histoire ;
- **pôle Cité internationale de la langue française – forêt d'exception© du massif de Retz – Alexandre Dumas**, en ancrant le site dans son environnement et aménageant les accès au site de manière qualitative depuis la gare TER de Villers-Cotterêts ;
- **Base de loisirs d'Axo'Plage**, en accroche au pôle touristique de la Vallée de l'Ailette ;
- **Domaine de la Croix du Vieux Pont**, à Berny-Rivière, zone résidentielle touristique, de la vallée de l'Aisne, par la possibilité d'étendre le site sur la rive gauche du cours d'eau.

Les projets de confortement de ces sites mobiliseront un volant foncier en extension des « Activités ou pôles de proximité (dont tourisme ou activités isolées) » de la programmation économique. Ils doivent pouvoir accueillir les investissements nécessaires à leur développement économique.

Objectif 3.1.2. Structurer et diversifier l'offre d'hébergement touristique

Le SCoT accompagne le développement d'une offre d'hébergement adaptée aux clientèles ciblées : couples promeneurs, couples explorateurs, familles, groupes, scolaires, voyageurs d'affaires, clientèles franciliennes, régionales et internationales de proximité. Cette offre soutient l'allongement de la durée de séjour et les retombées économiques locales.

Les documents d'urbanisme locaux :

- **permettront la diversification de l'offre** : hôtels, gîtes, meublés touristiques, hébergements de pleine nature, hébergements liés à l'itinérance, agritourisme, accueil de groupes et courts séjours ;
- **prioriseront les nouvelles capacités à proximité des polarités touristiques**, des centres-villes et centres bourgs, des polarités touristiques existantes, des itinéraires d'itinérance et des sites naturels ou patrimoniaux majeurs ;
- **privilégieront la réhabilitation du bâti existant,** notamment dans les centralités, les villages de charme, les anciennes fermes et les ensembles bâtis patrimoniaux en permettant leur changement d'usage ;
- **encadreront les hébergements dits « insolites » au sein des espaces agricoles, naturels et forestiers, en particulier aux abords des cours ou des plans d'eau,** afin de garantir leur insertion paysagère, leur sobriété foncière, leur compatibilité avec les milieux et leur lien avec une pratique touristique de nature, d'itinérance ou d'agritourisme.

Les gîtes, meublés touristiques et hébergements marchands peuvent être appréhendés comme des activités relevant de l'économie touristique et mobiliseront les enveloppes foncières dédiées au développement des espaces économiques isolés ou touristiques (cf. Orientation 1).

Objectif 3.1.3. Mettre en réseau les sites touristiques et développer les itinérances douces

Le SCoT **structure un maillage touristique fondé sur la continuité des parcours, la lisibilité des accès et la mise en relation des sites culturels, naturels, mémoriels, agricoles et villageois**. L'objectif est de transformer la diversité des lieux en véritable système de destination touristique, leur mise en réseau favorisant l'attractivité touristique du Soissonnais Valois.

Les documents d'urbanisme locaux (PLUi, PMDs) visent à :

- **relier les sites touristiques majeurs**, les centres urbains, les villages de charme, les gares, les pôles d'hébergement, les commerces et les espaces naturels en aménagement les espaces supports de liens (voies modes doux, aménagement public pacifié, etc.)

- **conforter les itinérances cyclables, pédestres, équestres et fluviales**, en lien avec les vallées de l'Aisne, de l'Ourcq et de la Crise, la forêt de Retz, les bois, marais, étangs et espaces agricoles, à pérenniser les patrimoines fluviaux (dont maisons éclusières) ;
- **traiter les coupures d'infrastructures** et les ruptures de parcours lorsqu'elles relèvent des choix d'aménagement ou de planification locale ;
- **articuler les itinérances avec les services touristiques** : hébergements, restauration, points de vente de produits locaux, équipements publics, lieux culturels et espaces de découverte.

Objectif 3.1.4. Renforcer le lien entre tourisme, commerces, productions locales et agritourisme

Le SCoT affirme le tourisme comme un levier de soutien à l'économie locale. Les flux de visiteurs doivent contribuer à faire vivre les centralités, les marchés, les producteurs, les artisans et les commerces de proximité.

Les documents d'urbanisme locaux et les politiques d'aménagement veillent à :

- **conforter les commerces et services utiles aux visiteurs dans les centralités**, villages touristiques, secteurs gare et pôles d'hébergement : boulangeries, charcuteries, cafés, restaurants, commerces alimentaires, boutiques de souvenirs et artisans d'art ;
- **soutenir les circuits courts,** la vente directe, les marchés, les lieux de dégustation et les espaces de valorisation des produits locaux ;
- **développer l'agritourisme autour d'expériences concrètes** : récolte des haricots de Soissons, cueillette de fruits et légumes, séjours à la ferme, découverte de l'élevage, activités équestres, ateliers de transformation et visites d'exploitations ;
- **encourager les projets associant hébergement**, production locale, restauration, découverte des paysages agricoles et transmission des savoir-faire.

Objectif 3.1.5. Garantir la qualité paysagère, patrimoniale et environnementale des projets touristiques

Le développement touristique doit préserver la qualité des sites qui fonde l'attractivité du Soissonnais Valois. Il s'inscrit dans une logique de montée en qualité, d'intégration paysagère et de respect des identités locales.

Les documents d'urbanisme locaux et les projets d'aménagement veillent à :

- préserver les abords des sites patrimoniaux, naturels, mémoriels et paysagers ;
- assurer l'intégration architecturale, urbaine et paysagère des équipements touristiques, hébergements, stationnements et espaces d'accueil ;
- préserver la biodiversité, les vallées, les lisières forestières, les paysages agricoles et les milieux sensibles.

4. Pérenniser l'agriculture comme véritable filière économique

Enjeux du diagnostic

L'agriculture du Soissonnais Valois repose sur un socle productif structurant, marqué par les grands plateaux de cultures, les vallées de l'Aisne, de l'Ourcq et de la Crise, les productions céréalières, betteravières, légumières, les pommes de terre, le haricot de Soissons, les filières agro industrielles, ainsi que les secteurs viticoles liés à l'AOP Champagne et à l'IGP Vins d'Île de France en développement. Ces espaces assurent une fonction nourricière, économique, paysagère et environnementale majeure, mais restent exposés à l'artificialisation, au morcellement, aux conflits d'usage en frange urbaine, aux contraintes de circulation agricole et aux effets du changement climatique sur les sols, l'eau et les systèmes de production.

Stratégie du PAS

Le PAS affirme la préservation du foncier agricole comme une condition de résilience alimentaire, de souveraineté productive et de transition écologique du Soissonnais Valois. Il accompagne le développement des filières agroindustrielles.

Orientation 4.1. Développer les filières alimentaires locales et les circuits courts comme économie de proximité

Le SCoT vise à renforcer la résilience alimentaire territoriale du Soissonnais Valois. Cette ambition combine la préservation des capacités productives, le développement de productions alimentaires locales, la transformation, les circuits courts, l'approvisionnement des centralités et les complémentarités avec les territoires voisins.

Elle s'appuie sur les productions existantes, sur les filières agro industrielles du territoire, sur les centralités de consommation et sur des projets structurants comme le parc de Sermoise, appelé à renforcer la transformation et la valorisation des ressources agricoles locales.

Objectif 4.1.1. Soutenir et créer des filières de productions alimentaires locales

Afin de renforcer l'autonomie alimentaire et de répondre aux enjeux environnementaux et socio-économiques, le SCoT favorise le développement de productions alimentaires locales, maraîchères, fruitières, arboricoles, agroforestières et biologiques, en complémentarité avec les grandes cultures et les productions agricoles déjà présentes sur les plateaux du Soissonnais Valois.

Ces productions sont privilégiées dans les secteurs suivants :

- les franges urbaines et les petites parcelles proches des centralités, notamment autour des pôles de l'armature urbaine du SCoT, lorsqu'elles peuvent accueillir des ceintures maraîchères ou des productions de proximité ;
- les secteurs à potentiel agronomique adapté, en particulier lorsqu'ils répondent à des besoins alimentaires locaux ou à des débouchés de transformation ;
- les espaces compatibles avec la préservation de l'eau, des paysages et de la biodiversité, notamment les vallées, les abords de cours d'eau, les aires d'alimentation de captage, les corridors écologiques, les réservoirs de biodiversité et les coupures d'urbanisation identifiées par le SCoT. *> Ces objectifs sont déclinés et précisés dans la section 3 du DOO « Transitions ».*

Dans les secteurs de captage, les documents d'urbanisme peuvent favoriser des usages agricoles compatibles avec la protection de la ressource, notamment les cultures à bas niveau d'intrants, les prairies, l'agriculture biologique, les haies, l'agroforesterie et les systèmes limitant les pollutions diffuses.

La mise en œuvre de ces objectifs peut être appuyée par l'élaboration de programmes alimentaires territoriaux (PAT), visant notamment à orienter les productions agricoles vers des modèles moins émetteurs de gaz à effet de serre.

Il s'agit également d'accompagner le déploiement des espaces viticoles dans les secteurs de l'AOP Champagne et de l'IGP Vins d'Île de France, en préservant les espaces présentant des conditions favorables d'exposition, de pente et de continuité avec les secteurs viticoles identifiés.

Aussi, dans les secteurs concernés les PLU(i), notamment à travers les OAP et le règlement, ainsi que les volets fonciers des PAT, veilleront à préserver les espaces répondant aux critères suivants de toutes urbanisations ou construction :

- exposition de Est-Sud-Est à Ouest-Sud-Ouest (de 115° à 245°) ;
- inclinaison des pentes comprises entre 2 et 15% ;
- hors grands massifs forestiers et ourlets boisés.

Objectif 4.1.2. Faire de la vente directe un levier de vitalité commerciale dans les centralités

La vente directe et les circuits courts est encouragée afin de renforcer les débouchés des exploitations, l'accès des habitants à une alimentation locale et la dynamisation commerciale des centralités. Le développement de points de vente liés aux filières alimentaires de proximité est privilégié en priorité :

- Au sein des centralités des villes, bourgs et villages en lien avec les commerces, marchés, services, équipements et pôles de mobilité ;
- Au sein des exploitations agricoles, lorsque cette localisation permet de valoriser la production sur place sans créer de nouveaux besoins fonciers
- dans des formes mutualisées telles que magasins de producteurs, halles alimentaires, marchés de producteurs, points de retrait, lieux de dégustation ou espaces de valorisation des produits emblématiques, dont le haricot de Soissons et les productions de terroir.

En conséquence, le SCoT ne prévoit pas la création de nouveaux espaces à urbaniser ou à artificialiser dédiés spécifiquement à des activités de transformation ou de vente de produits locaux. Ces fonctions sont prioritairement accueillies dans les centralités, les exploitations existantes, les bâtiments réutilisés ou les espaces économiques déjà constitués, lorsque leur nature le justifie.

Objectif 4.1.3. Structurer les filières agricoles liées aux matériaux biosourcés

Le SCoT **accompagne la valorisation non alimentaire des productions agricoles lorsque celle-ci complète la vocation nourricière des terres et renforce** la résilience économique des exploitations. Les filières liées aux biomatériaux, aux matériaux biosourcés et aux coproduits agricoles constituent un levier de diversification productive, de réindustrialisation locale et de transition bas carbone.

À ce titre, les documents d'urbanisme locaux et les projets économiques veillent à :

- préserver les surfaces agricoles nécessaires aux productions alimentaires tout en permettant, en complémentarité, le développement de cultures ou coproduits destinés aux matériaux biosourcés, à l'éco construction, à l'éco emballage, au paillage, à l'isolation biosourcée ou à la chimie végétale ;
- favoriser l'implantation des activités de première transformation, de stockage, de conditionnement et de valorisation des matériaux biosourcés dans les espaces économiques existants, les bâtiments agricoles réutilisés ou les sites agro industriels structurants, notamment lorsque les besoins logistiques, énergétiques ou fonciers le justifient ;
- encourager les synergies entre matériaux biosourcés agricoles, filière bois, réemploi, coproduits agro industriels et commande publique ou privée, afin de soutenir des débouchés locaux pour la construction, la rénovation, l'aménagement et les équipements du territoire.

La réalisation du parc de Sermoise et les démarches Territoire d'industrie et REV3 sont évoquées dans la partie 1 s'inscrivent dans cet objectif.

Orientation 4.2. Assurer la préservation des outils et des ressources agricoles

La stratégie vise à sécuriser les capacités de production à long terme, préserver les espaces agricoles à fort potentiel agronomique, conforter les exploitations et les filières agro-industrielles, développer les circuits courts et les points de vente de proximité, accompagner les PAT, soutenir les productions locales et viticoles, et permettre l'adaptation des systèmes agricoles aux transitions climatiques, énergétiques et hydriques.

Objectif 4.2.1. Réduire l'urbanisation et l'artificialisation des sols agricoles

La maîtrise du développement urbain vise en priorité à préserver les espaces agricoles, dans la perspective de l'absence d'artificialisation nette des sols à l'horizon 2050, tout sécurisant les capacités alimentaires et agro industrielles du territoire.

À cette fin, les PLU(i), notamment à travers les OAP, le règlement et leurs volets fonciers, mobilisent les outils permettant de :

- **Réduire progressivement la consommation d'espaces agricoles** pour répondre aux objectifs de sobriété foncière fixés par le SRADDET et assurer l'atteinte de l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en 2050 ;
- Prioriser le développement **urbain au sein des enveloppes urbaines** en mobilisant les opérations de renouvellement, densification et optimisation des enveloppes urbaines ;
- **Préserver en priorité les terres agricoles continues, les secteurs à fort potentiel agronomique**, les espaces nécessaires aux filières alimentaires et agro industrielles, ainsi que les terres support des productions identitaires du territoire.

Les PAT peuvent appuyer cette orientation lorsqu'ils permettent d'identifier les besoins alimentaires, les productions à conforter, les débouchés locaux, les capacités de transformation et les circuits de distribution. Ils constituent un outil de coordination entre agriculture, alimentation, transformation et restauration collective, sans se substituer aux documents d'urbanisme.

Objectif 4.2.2. Préserver les capacités fonctionnelles des espaces dédiés aux activités agricoles

En complément de la préservation des surfaces agricoles, l'objectif est de **préserver les qualités fonctionnelles** des espaces agricoles. Il implique de maintenir des unités agricoles cohérentes, accessibles et fonctionnelles, en particulier dans les secteurs de grandes cultures, les franges des bourgs, les vallées cultivées et les interfaces avec les massifs boisés du territoire.

La poursuite d'un objectif de limitation de la fragmentation concerne prioritairement les franges des tissus urbains (villes, bourgs, villages, hameaux) **et des infrastructures linéaires** (routes, voies ferrées, etc.).

Aussi, Les PLU(i), notamment à travers les OAP et le règlement, ainsi que les volets fonciers des PAT mobilisent les outils visant à :

- **Éviter le morcellement et l'enclavement des espaces agricoles**, notamment sur les franges urbaines des pôles de l'armature territoriale du SCoT, en maintenant la continuité des aires cultivées ;
- **Préserver les abords des exploitations agricoles de l'implantation de constructions**, d'installations ou d'usages non agricoles pouvant constituer une gêne ou une contrainte pour l'activité agricole (absence de tiers) ;
- **Assurer les capacités de circulation des engins agricoles** et la gestion des flux liés aux exploitations, tels que le transport par semi-remorques ou les déplacements du bétail et des machines agricoles.

La préservation des circulations agricoles s'applique en priorité lors des extensions urbaines, des requalifications de voirie, des aménagements de franges urbaines et des projets d'infrastructures susceptibles de contraindre les accès agricoles.

Lorsque des aménagements créent une coupure ou une gêne, des itinéraires de substitution adaptés sont recherchés.

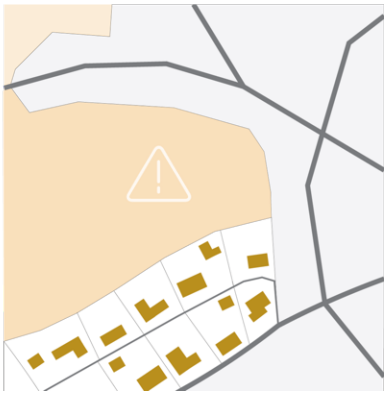
Objectif 4.2.3. Préserver les vocations des bâtiments agricoles

Les bâtiments agricoles constituent une composante essentielle de l'appareil productif du Soissonnais Valois. Ils permettent le stockage, l'élevage, la transformation, le conditionnement, la logistique agricole et la diversification des exploitations.

Lorsque ces bâtiments peuvent encore répondre à un usage agricole, **leur vocation productive est prioritairement maintenue afin de limiter les besoins de constructions nouvelles et de réduire l'artificialisation des espaces agricoles**. Ce maintien permet d'éviter les besoins futurs de constructions de bâtiments agricoles et contribue, ainsi, à diminuer l'artificialisation des espaces agricoles (décomptée à partir de 2031 suivant les règles précisées par l'annexe à l'article R.101-1 du code de l'urbanisme).



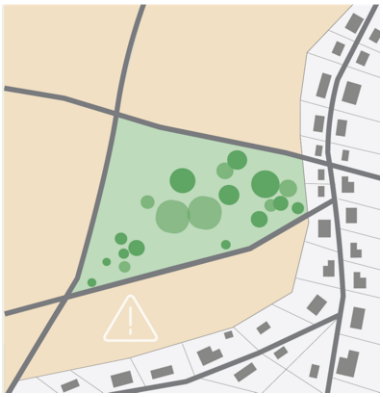
Maintien d'un front urbain cohérent, en continuité avec le tissu existant



Création d'une enclave agricole, due à une extension linéaire du bâti



Création d'un espace en continuité du front urbain, préservant les conditions de fonctionnement agricole



Création d'une enclave agricole, due à la création d'espace vert en rupture du front bâti

Lorsque l'usage agricole n'est plus possible, leur évolution est appréciée selon une logique graduée :

- **rechercher d'abord une réutilisation agricole ou para-agricole** : stockage, transformation, vente directe, atelier, diversification, installation d'un nouvel exploitant ou activité liée aux filières alimentaires locales ;
- **permettre un changement d'usage lorsque le maintien agricole n'est plus possible** sous réserve de compatibilité avec l'accessibilité, les réseaux, l'insertion paysagère, l'absence de conflits avec les exploitations voisines et la proximité des centralités lorsque le projet relève de l'habitat ;
- **privilégier des usages cohérents avec les ressources locales**, notamment agritourisme, hébergement à la ferme (changement de destination) vente de produits locaux, artisanat lié au territoire ou activités contribuant à l'économie rurale.
- à défaut de potentiel de réutilisation, **orienter ces bâtiments et leurs emprises vers des opérations de renaturation**, avec un retour à un état non artificialisé et fonctionnel, assurant notamment les fonctions agronomiques, écologiques, hydrologiques et paysagères des sols.

Objectif 4.2.4. Préserver les capacités d'évolution et de transmission des exploitations

Afin de contribuer à la pérennité des exploitations agricoles, de préserver leur capacité d'adaptation aux évolutions des pratiques agricoles et économiques (modernisation, diversification) et de répondre aux enjeux

de transition énergétique, climatique et écologique, les PLU(i), notamment à travers les OAP et le règlement, ainsi que les volets fonciers des PAT, mobilisent les outils permettant de :

- **Maintenir des capacités d'évolution et d'extension des bâtiments agricoles** nécessaires, en intégrant les besoins fonctionnels des exploitations et en évitant l'implantation de tiers non agricoles à proximité, afin de limiter les conflits d'usage et la fragilisation des activités ;
- **Assurer un traitement adapté des interfaces entre espaces urbanisés ou à urbaniser et espaces agricoles**, notamment lors d'extensions urbaines à vocation économique ou résidentielle, afin de prévenir les conflits d'usage (création d'espaces tampons, adaptation des densités, aménagements spécifiques).

Orientation 4.3. Accompagner l'adaptation des systèmes agricoles aux défis climatiques et écologiques

L'objectif est d'accompagner les évolutions des activités agricoles pour accroître leur résilience afin de garantir la pérennité des services liés à l'alimentation locale, aux énergies renouvelables et à la gestion durable des ressources.

Cela nécessite une adaptation aux nouveaux défis climatiques et écologiques, avec une attention particulière du SCoT sur la participation de l'agriculture à la production d'énergie renouvelables et à la pérennisation de la ressource en eau.

Objectif 4.3.1. Permettre une diversification énergétique maîtrisée des exploitations agricoles

Le SCoT permet aux exploitations agricoles de contribuer à la production d'énergies renouvelables, sous réserve de compatibilité avec la vocation agricole des sols, les paysages, la biodiversité, la ressource en eau et le fonctionnement des exploitations.

Cette contribution peut notamment porter sur la méthanisation, la valorisation des coproduits agricoles, le photovoltaïque sur bâtiments agricoles, la récupération de chaleur, les réseaux locaux d'énergie et les démarches collectives entre exploitations, agro industries et espaces économiques.

> Voir également objectif partie 3 Transitions.

Objectif 4.3.2. Sécuriser la ressource en eau comme condition de résilience agricole et territoriale

La reconquête du bon état qualitatif et quantitatif des ressources en eau implique la mobilisation des usages et activités du territoire, notamment agricoles. Les pratiques agricoles peuvent contribuer à la protection de la ressource en eau, notamment dans les vallées de l'Aisne, de l'Ourcq et de la Crise, les aires d'alimentation de captage et les secteurs sensibles au ruissellement.

Localement, il s'agira de favoriser, en cohérence avec les démarches portées par les acteurs de l'eau et de l'agriculture, des systèmes à bas niveau d'intrants, des prairies, de l'agriculture biologique, des haies, de l'agroforesterie et des espaces tampons permettant de limiter les pollutions diffuses, l'érosion des sols et les transferts vers les milieux aquatiques.

5. Soutenir la forêt et le bois comme filière économique durable

Enjeux du diagnostic

Le Soissonnais Valois dispose d'un patrimoine forestier structurant, porté notamment par la forêt de Retz, les boisements des vallées et les massifs boisés qui accompagnent les plateaux agricoles. Ces espaces assurent des fonctions économiques, écologiques, climatiques, paysagères et récréatives majeures : production de bois, stockage carbone, biodiversité, régulation hydrique, qualité des paysages et support d'usages touristiques et de loisirs.

Stratégie du PAS

Le PAS affirme la forêt et la ressource bois comme des composantes de la transition écologique et productive du territoire. La stratégie vise à préserver les massifs forestiers, renforcer leur résilience climatique, soutenir la filière bois locale, développer les usages du bois dans la construction et l'aménagement, et encadrer les équipements nécessaires à l'exploitation, au stockage et à la transformation dans une logique de sobriété foncière, d'intégration paysagère et de préservation des milieux.

Orientation 5.1. Sécuriser la ressource bois pour conforter l'économie forestière locale

Face aux enjeux environnementaux et climatiques, la pérennité des bois et forêts du Pays du Soissonnais Valois doit être assurée, en adoptant une gestion durable de la ressource. Le SCoT vise **à garantir la pérennité des bois et forêts du Soissonnais Valois, en conciliant production forestière, stockage carbone, biodiversité, adaptation climatique et qualité paysagère**.

Il s'agira donc de :

- **préserver les grands massifs forestiers**, les boisements structurants, les lisières et les continuités écologiques associées, en particulier autour de la forêt de Retz, des vallées et des interfaces avec les espaces agricoles ;
- **maintenir les surfaces forestières nécessaires aux activités sylvicoles**, qu'il s'agisse de bois d'œuvre, du bois d'industrie, de bois énergie ou autres usages, contribuant ainsi à la pérennité des filières locales et des activités sylvicoles ;
- **assurer une gestion durable et raisonnée des boisements**, en favorisant la régénération naturelle, la diversification des essences, l'adaptation aux effets du changement climatique et la prévention des risques sanitaires ou incendie ;
- **renforcer la protection des zones sensibles et la prévention des risques** (incendies, maladies, exploitation excessive) à travers des dispositifs de surveillance et d'entretien adaptés (défrichement et espaces tampons autour des lisières forestières).

Orientation 5.2. Développer et adapter les filières bois locales en faveur de la transformation, de la construction et des transitions

Le SCoT soutient la structuration d'une filière bois locale, en cohérence avec les objectifs de réindustrialisation, de transition bas carbone et de développement des matériaux géobiosourcés. Le bois d'œuvre et les usages à forte valeur ajoutée sont privilégiés, le bois énergie étant mobilisé de manière complémentaire et compatible avec le maintien du stockage carbone.

À ce titre, le SCoT vise à :

- **conforter les activités de transformation et de valorisation du bois** : scieries, menuiseries, entreprises de construction bois, artisanat, équipements de tri, plateformes de stockage et activités de valorisation des sous-produits forestiers ;
- **promouvoir le bois local et des matériaux géobiosourcés dans la construction** (bois de construction, isolation biosourcée) et l'aménagement des espaces publics, les bâtiments économiques

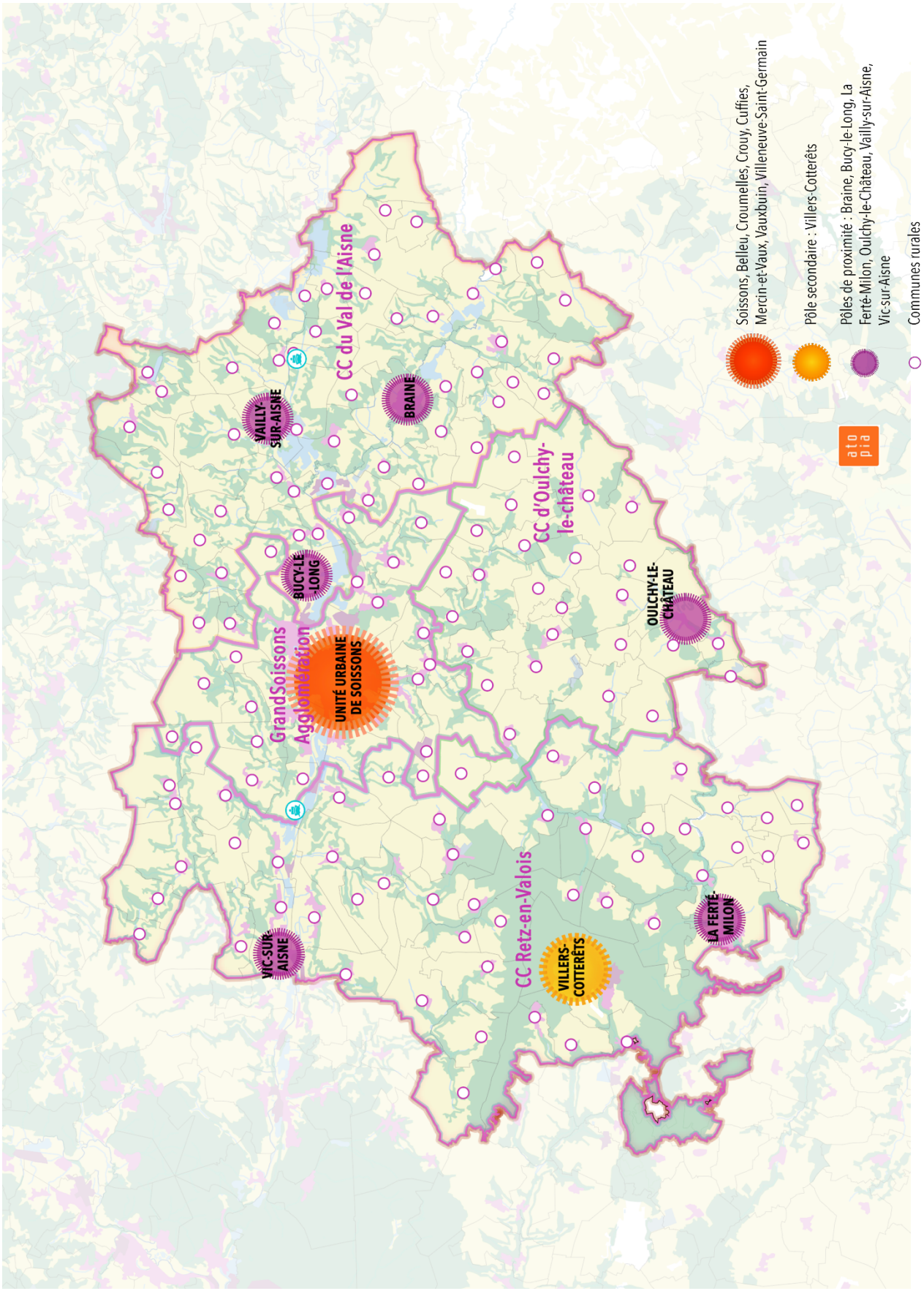
et les équipements publics, et à soutenir l'innovation dans l'utilisation du bois (design, nouveaux procédés de transformation, valorisation des sous-produits forestiers) ;

- **développer des actions de formation et de professionnalisation** pour garantir le maintien et le renouvellement des compétences dans les métiers du bois ;
- **implanter prioritairement les équipements de valorisation du bois** dans les espaces déjà urbanisés, artificialisés ou en continuité d'équipements existants, afin de préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- **permettre, lorsque les besoins fonctionnels le justifient, des équipements de proximité liés à l'exploitation forestière,** notamment pour le stockage, le tri, le chargement ou le transfert du bois, sous réserve d'une insertion paysagère, d'une maîtrise des accès et d'une absence d'incidence significative sur les milieux.

Le développement ou la consolidation d'infrastructures sylvicoles est conditionné à une analyse préalable des besoins, des flux, des accès, des incidences paysagères et environnementales. Les projets veillent notamment à préserver les trames écologiques, organiser les circulations de grumiers, limiter les nuisances pour les espaces habités et assurer une bonne intégration des aires de stockage, de déchargement et de transfert.

Partie 2 - OFFRE DE LOGEMENTS, DE MOBILITÉ, D'ÉQUIPEMENTS, DE SERVICES ET DENSIFICATION

Carte de l'armature urbaine du SCoT du Soissonnais Valois : niveaux de polarités



6. Lier le développement de l'habitat et l'offre future en équipements et services

Rappel des enjeux du diagnostic

Le Soissonnais Valois présente une organisation territoriale polarisée, dans laquelle l'accès aux équipements, aux services, aux soins, à l'éducation, aux commerces et aux mobilités conditionne fortement les déplacements quotidiens et la dépendance à la voiture individuelle.

Stratégie du PAS

Le PAS vise à rapprocher les lieux de vie, les équipements, les services et les solutions de mobilité bas carbone afin de réduire les besoins de déplacement et les consommations énergétiques associées. Cette orientation participe directement à la stratégie Climat Air Énergie du SCoT, qui identifie la mobilité des personnes comme un levier prioritaire de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre.

En lien avec la localisation préférentielle du développement résidentiel dans les pôles, le SCoT vise à adapter l'offre en équipements et services aux besoins actuels et futurs des habitants. Il privilégie leur développement dans les centralités et les secteurs bien desservis, afin de consolider l'armature territoriale, faciliter les usages de proximité et limiter les déplacements carbonés.

Orientation 6.1. Organiser les développements en appui de l'armature territoriale

L'armature urbaine du SCoT est autant un moyen qu'une fin dans l'atteinte des objectifs définis par le SCoT. Sont ainsi identifiés :

- Le pôle de Soissons, constitué de la ville de Soissons et des communes de son unité urbaine, Belleu, Courmelles, Crouy, Cuffies, Mercin-et-Vaux, Vauxbuin et Villeneuve-Saint-Germain ;
- Le pôle secondaire de Villers-Cotterêts,
- les pôles de proximité de Braine, Bucy-le-Long, La Ferté-Milon, Oulchy-le-Château, Vailly-sur-Aisne, Vic-sur-Aisne ;
    - au sein de la communauté de communes du Val de l'Aisne, le pôle de Vailly-sur-Aisne joue un rôle intermédiaire entre les pôles de proximité et le pôle secondaire (voir infra) ;
- les communes rurales, au sein desquelles le développement résidentiel est maîtrisé et s'inscrit en équilibre avec la production des pôles de la même intercommunalité. Elles mutualisent les équipements pour limiter les doublons et mettent en place à long terme, des stratégies de gestion foncière et immobilière des espaces délaissés. Enfin, elles garantissent le lien entre services et équipements avec la production de logements en appui de solutions de mobilité durable.

Au sein des pôles, l'objectif est de renforcer la mixité fonctionnelle (habitat, emplois, services, économie, offre de mobilité) par un effort plus conséquent en matière de production de logements comme de remobilisation des surfaces bâties préexistantes. En outre, les modalités de réalisation de ces nouvelles offres (logements, espaces économiques) intègrent des objectifs de performance (énergétique, urbaine, foncière) et de connexion (mobilités décarbonées, desserte TC, liens entre les pôles du territoire).

Le pôle de Soissons et le pôle secondaire de Villers-Cotterêts assurent en outre leur rôle en tant que porte d'entrée sur le territoire en développant leur rôle d'échanges et d'intermodalités, développent une offre de services et d'équipements structurants.

Orientation 6.2. Réajuster l'offre en équipements et services de proximité en lien avec l'armature du territoire

- Les PLU(i) prévoient l'adéquation de l'offre en équipements et services de proximité au regard des populations déjà installées, des prévisions démographiques et des objectifs de production résidentielle du Pays du Soissonnais Valois.
- Les équipements et services du quotidien sont prioritairement confortés dans les pôles de l'armature territoriale, les centralités urbaines et villageoises, ainsi que dans les secteurs accessibles par les transports collectifs, les modes actifs ou les solutions de mobilité partagée.
- Cette organisation vise à renforcer les bassins de vie de proximité, à limiter les déplacements contraints et à améliorer l'accès aux services pour l'ensemble des habitants, en particulier les ménages non motorisés, les jeunes, les seniors et les publics fragiles.

Orientation 6.3. Conforter les pôles d'équipements d'envergure et garantir leur accessibilité bas carbone

Afin de conforter l'armature territoriale, la réalisation d'équipements structurants est priorisée dans les **pôles de l'armature urbaine du SCoT**. Les équipements visés concernent les équipements culturels (pôle culturel, cinéma, salle de danse,…), équipements sportifs (salle des sports, centre aquatique,…), équipements de gestion des services environnementaux publics (déchetterie, station d'épuration,…), équipements sanitaires (hôpital,…), équipements éducatifs (collège,…), équipements liés aux services publics (gendarmerie,…), équipements liés à l'accueil des gens du voyage, ainsi que des infrastructures routières (contournements routiers, voies cyclables,…).

- La réalisation de ces équipements structurants s'appuiera prioritairement sur l'optimisation, la mutualisation, la requalification ou le redimensionnement des équipements existants avant d'envisager de nouvelles constructions. Pour répondre aux besoins éventuels d'urbanisation / artificialisation de nouveaux espaces nécessaires à la réalisation de ces équipements structurants, le SCoT identifie un volant de 4 ha par EPCI (soit 24 ha pour la première décennie du SCoT).
- Les équipements et services de proximité ou n'étant pas déclinés ci-avant sont intégrés dans l'enveloppe habitat/mixité.
- De même, les hébergements touristiques sont intégrés à l'enveloppe économique.
- La localisation des nouveaux équipements est définie afin d'assurer leur desserte par les services et équipements de mobilité bas carbone, en particulier les transports collectifs et les modes doux.

Les collectivités sont encouragées à mettre en œuvre une stratégie de déploiement d'espaces numériques de proximité (espaces publics numériques, télé centres, tiers lieux...) et d'outils permettant de favoriser l'accès aux services numériques, la mobilité numérique, le développement du télétravail et d'espaces de travail partagés.

7. Organiser une offre résidentielle diversifiée, sobre et adaptée aux parcours de vie

Le PAS organise la réponse résidentielle du Soissonnais Valois autour d'une logique simple : produire les logements nécessaires sans disperser l'urbanisation, en confortant d'abord les pôles qui concentrent déjà équipements, services, emplois, transports collectifs et fonctions de centralité. Cette stratégie s'appuie sur l'armature urbaine du SCoT, afin de rapprocher habitat, emploi et services, tout en limitant les déplacements contraints et la consommation foncière.

Elle répond à un territoire en stabilisation démographique, marqué par le vieillissement, le desserrement des ménages, un parc ancien et des typologies parfois inadaptées par rapport aux besoins actuels, notamment avec 69 % de logements de 4 pièces ou plus pour 63 % de ménages de deux personnes ou moins.

Orientation 7.1. Mieux répondre à la diversité des besoins en logements

Il s'agit donc ici de décliner cette ambition en programmant environ 5 885 logements entre 2026 et 2046, soit 294 logements par an en moyenne, répartis de manière équilibrée entre les 4 EPCI tout en renforçant les pôles les mieux équipés et les secteurs desservis par les gares.

Il vise simultanément à diversifier l'offre, avec davantage de petits logements, de logements locatifs, de logements abordables et de logements adaptés au vieillissement, à mobiliser le parc existant par la réduction de la vacance et la rénovation énergétique, et à inscrire la production résidentielle dans une trajectoire de sobriété foncière.

Cette logique s'appuie aussi sur les leviers Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain à Soissons, Villers Cotterêts, La Ferté Milon, Vailly sur Aisne et Braine, identifiés comme supports de revitalisation et d'adaptation du parc

Objectif 7.1.1. Territorialiser la programmation résidentielle à partir de l'armature du SCoT

Nombre de logements à construire pour mettre en œuvre le projet résidentiel du Pays du Soissonnais Valois sur les 20 ans du SCoT

territorialisation des objectifs de logements	1ère décennie	2ème décennie	Total 20 ans du SCoT
CA du Grand Soissons	1 764	1 509	3 273
Soissons	647	953	1 600
Unité urbaine de Soissons (7)	874	437	1 311
Communes rurales (19)	243	119	362
CC Oulchy-le-Château	210	185	396
Pôle de proximité : Oulchy-le-Château	81	79	160
Communes rurales (25)	129	106	235
CC Val de l'Aisne	485	371	856
Pôle de proximité : Vailly-sur-Aisne, Braine, Bucy le Long	194	159	353
Communes rurales (53)	291	212	503
CC Retz en Valois	777	583	1 359
pôle secondaire : Villers-Cotterêts	356	344	700
Pôle de proximité : La Ferté-Milon, Vic-sur-Aisne	129	79	209
Communes rurales (51)	291	159	450
SCoT du PETR Soissonnais Valois	**3 236**	**2 648**	**5 884**

Objectif 7.1.2. Diversifier le parc de logements en augmentant la part des logements de petites tailles et des logements locatifs

Le SCoT souhaite augmenter la part des petits logements et du locatif, privé comme public, pour fluidifier le parcours résidentiel au sein du Pays du Soissonnais Valois La diversification du parc de logements cible d'abord les pôles de l'armature territoriale du SCoT.

Les projets d'urbanisme locaux prévoient pour les pôles (l'unité urbaine de Soissons dont sa ville centre, Villers-Cotterêts et pôles de proximité) une programmation résidentielle intégrant :

- une part de logements de petites typologies (T1/T2) répondant notamment aux besoins des jeunes actifs (locatif social ou privé) et des personnes séniors ;
- une part de logements intermédiaires en individuel groupé ou en collectif (T3-T4) répondant notamment aux besoins des couples sans enfants et des familles monoparentales ;
- des logements favorisant le lien intergénérationnel ou la proximité aux équipements et services (résidences seniors, logements inclusifs, etc.) ;
- des formes de logements favorisant la mixité sociale et générationnelle au sein des opérations : habitat inclusif, habitat intergénérationnel, etc.
- des logements adaptés et accessibles aux personnes à mobilité réduite et aux personnes en perte d'autonomie ;
- des offres d'hébergement liées à la saisonnalité (étudiants, apprentis, etc.).

Les autres niveaux de l'armature territoriale veillent à compléter l'offre du parc de logements, à l'échelle communale ou intercommunale, en produisant des typologies aujourd'hui peu présentes.

Objectif 7.1.3. Accentuer l'offre en logements abordables[3] pour faciliter l'accès au logement pour toutes les populations

Afin de favoriser l'accès aux services et aux équipements et de limiter les inégalités sociales et territoriales liées à la mobilité, la production de logements abordables est prioritairement localisée au sein des pôles du territoire et dans les secteurs desservis par les transports collectifs, notamment à proximité des gares TER.

Toutefois, dans les secteurs présentant déjà une concentration de l'offre locative sociale communale, l'objectif est au contraire d'engager la diversification des statuts d'occupation via le développement d'une offre en accession. A horizon 20 ans, les communes présentant des taux de logements sociaux supérieurs à 25% devront veiller à conserver une offre à destination des plus modestes.

A cette fin, les PLH et les PLU(i) mobilisent les outils permettant de :

- **Renforcer le parc de logements abordables dans les pôles présentant des taux de LLS inférieurs à 20%**, en priorité au sein des centralités, qui concentrent les équipements, les services et les transports collectifs adaptés aux besoins des populations concernées ;
- **Adapter la présence du parc de logements abordables dans les espaces urbanisés situés à proximité des gares ferroviaires, des pôles d'échanges multimodaux et des points d'arrêts** de transports en communs qui présentent un niveau de service régulier, en évitant les effets de concentration d'une seule et même typologie au sein d'un espace ;

[3] *Le logement abordable est défini comme l'ensemble des logements permettant de répondre aux besoins des populations aux revenus modestes, par exemple ceux relevant des dispositifs suivants : logements locatifs sociaux, logements communaux conventionnés ou non, logements en accession PSLA, PTZ, et PTZ+, etc.*

- **Programmer la production de logements abordables à toutes les échelles du projet urbain** : planification intercommunale ou communale (PLU), opération, ilot, groupe de bâtiment, etc. (OAP) et à tous les formats (renouvellement urbain, reconversion ou de projets d'aménagement mixte, etc.).

La mise en œuvre des objectifs de diversification du parc de logements, en faveur de logements abordables, s'appuie sur la mobilisation d'outils de montage adaptés au contexte du marché du Pays du Soissonnais Valois, notamment :

- juridiques et fonciers innovants permettant d'augmenter les possibilités de production de logements abordables : habitat participatif, colocation, coliving, baux à vocation sociale, etc.
- l'adaptation des logements aux personnes à mobilité réduite et aux seniors, afin de favoriser l'autonomie, l'inclusion sociale et le maintien à domicile

Objectif 7.1.4. Accompagner la sédentarisation des gens du voyage

Afin de répondre aux besoins d'hébergement des gens du voyage, le renforcement de l'offre est envisagé en lien avec le **Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage de l'Aisne** à l'échelle de chaque espace intercommunal.

La réalisation de ces équipements a vocation à accompagner la **sédentarisation des gens du voyage** : connaître leurs besoins, accompagner la mise en œuvre de projets de sédentarisation type habitat adapté ou terrains familiaux, faciliter l'accès aux soins et à la prévention, etc.

Le **foncier** qui pourrait être mobilisé pour les aires d'accueil ou les aires de grand passage sera décompté au titre des surfaces potentielles de consommation d'espace agricole, naturel ou forestier **« équipements structurants »** tandis que celui dédié à l'aménagement de terrains familiaux le sera au titre des surfaces potentielles de consommation « habitat-mixte ».

Orientation 7.2. Rénover et mobiliser le parc de logements existants

La mobilisation du parc de logements existants vise à répondre aux besoins de logements des ménages en intégrant les objectifs de sobriété foncière et énergétique. Il s'agit, dès lors, d'engager le territoire dans une optimisation du parc par la résorption de la vacance résidentielle, la réhabilitation et la rénovation énergétique et thermique des logements.

Objectif 7.2.1. Optimiser les capacités du parc résidentiel existant par la mobilisation du parc de logements vacants de plus de 2 ans

Pour réduire les besoins de production de logements neufs, le SCoT vise la **remise sur le marché de 260 logements vacants,** en appui des opérations de revitalisation et de redynamisation urbaine en cours (Action Cœur de Ville à Soissons, Petites Villes de Demain à Villers-Cotterêts, La Ferté-Milon, Vailly-sur-Aisne, Braine). Au-delà des communes ci-avant, cet objectif cible toutes les communes les plus concernées par le phénomène de vacance résidentielle, présentant en **2022 un taux de plus de 8% du parc de logements** comme vacants (INSEE).

A l'échelle du Soissonnais Valois, l'objectif est de maintenir un taux de vacance au niveau actuel de 7,8% du parc de logements (INSEE, 2022 – Millésime 2025).

Les PLU(i), et en particulier les OAP et le règlement, les PLH mobilisent les outils permettant d'assurer :

- la résorption des logements vacants et des copropriétés dégradées voire potentiellement indignes, l'amélioration des conditions d'habitabilité et de confort et leur remise sur le marché ;
- la rénovation et la remise sur le marché du parc de logements anciens vacants, par une adaptation des formes bâties anciennes à la demande locale actuelle et future ;

- la prise en compte de l'habitat dans les projets de réaménagement global des espaces de centralité, des espaces d'activités économiques dont commerciales qui pourraient faire l'objet de restructurations profondes et de changement d'usage.

En outre, les collectivités développeront les outils nécessaires à l'encadrement de l'usage des logements afin de garantir un usage pérenne des logements et des conditions d'habitat dignes et saines pour les populations.

Objectif 7.2.2. Accélérer la rénovation énergétique et de la performance climatique du parc immobilier

En lien avec la stratégie CAE du SCoT-AEC, de diminuer les consommations énergétiques du secteur résidentiel de -30% et les émissions de GES de -90% à l'horizon 2050 (par rapport à 2012), et pour accélérer la mobilisation du parc de logements existants, le SCoT vise l'accélération de la rénovation énergétique et de la transition énergétique dans l'habitat (amélioration de la performance énergétique, mise en œuvre de conceptions bioclimatiques pour l'habitat).

Pour favoriser et accélérer la rénovation énergétique du bâti existant, les PLH et les PLU(i) mobilisent les outils ciblant :

- Les pôles de l'armature territoriale pour initier ou poursuivre les opérations et actions de requalification des tissus les plus anciens (notamment dans le cas des copropriétés complexes) ;
- L'adaptation des règles des documents d'urbanisme locaux pour faciliter la réalisation de travaux d'isolation sur les bâtiments existants, définir des objectifs de performances thermiques des bâtiments, favoriser le recours à des énergies renouvelables (condensation, bois, solaire thermique, pompe à chaleur aérothermique, etc.) et mobiliser des conceptions bioclimatiques.

Ces objectifs concernent le parc existant (public ou privé) ainsi que les constructions neuves. Il vise à traiter simultanément les enjeux énergie-climat, les enjeux de précarité énergétique et d'adaptation du bâti au changement climatique.

Orientation 7.3. Inscrire la production résidentielle dans la trajectoire de sobriété foncière

Afin de répondre aux besoins résidentiels dans une trajectoire de sobriété foncière et énergétique, le SCoT poursuit des objectifs d'optimisation des espaces par la densification des espaces déjà urbanisés.

Pour minimiser les risques d'incidences sur les continuités écologiques, limiter l'expansion des espaces urbains et l'artificialisation des sols, et renforcer l'habitat à proximité des infrastructures et équipements existants pour optimiser les investissements publics et limiter les GES / consommations énergétiques, le SCoT priorise les objectifs de réalisation des nouveaux logements en déclinant la séquence Éviter Réduire Compenser (ERC), par :

1) Privilégier la densification des espaces urbains existants (éviter) et mobiliser les surfaces bâties préexistantes

2) Augmenter significativement la densification des nouveaux espaces urbains (réduire),

3) Engager une stratégie de renaturation (compenser) – cf. partie 3.

Objectif 7.3.1. Prioriser l'optimisation foncière et la densification résidentielle des espaces urbains

L'objectif est de produire, à l'échelle du territoire du SCoT et sur la période de 20 années, **près de 65% des nouveaux logements prévus par le SCoT en optimisation foncière** des enveloppes urbaines existantes.

La mobilisation des bâtis existants puis des disponibilités au sein des enveloppes urbaines existantes constituent les premiers gisements à mobiliser pour la production de logements, notamment en privilégiant :

- la réhabilitation des logements vacants (cf. supra), et plus largement la mobilisation du bâti vacant par les changements d'usage et de destination des constructions existantes,

- la requalification des friches et le renouvellement urbain,
- la densification des espaces libres et la division parcellaire dans les enveloppes urbaines existantes (BIMBY, dents creuses, etc.)
- l'élévation des constructions existantes.

Afin d'atteindre les objectifs de sobriété foncière et énergétique, la production résidentielle est prioritairement localisée au sein des centralités des pôles de l'armature urbaine du SCoT.

À ce titre :

- **L'ensemble des espaces bâtis des pôles contribue à l'objectif de densification des espaces urbains existants,** dans le respect des objectifs de production et des niveaux minimum de réalisation de logements au sein des enveloppes urbaines existantes ;
- Au sein des centralités des pôles, caractérisées par la concentration d'équipements et de services, ainsi qu'à proximité des pôles gares, l**es PLUi et les opérations urbaines visent une augmentation de la densité de logements d'au moins +15 % à l'horizon de 20 ans** (par rapport à la situation de référence 2026 ou à la date de mise en œuvre).

Ces objectifs participent à la réduction des consommations énergétiques liées aux mobilités des personnes en limitant les déplacements contraints.

Part minimum de réalisation des objectifs de logements dans les enveloppes urbaines

	2026-2036	2036-2046
Polarité de l'unité urbaine de Soissons	69%	80%
Pôle secondaire	60%	70%
Pôles de proximité	50%	60%
Autres communes	45%	55%
SCOT du Pays du Soissonnais Valois	**58%**	**71%**

Objectif 7.3.2. Adapter la densification en fonction des caractéristiques et des capacités d'évolutivité de chaque tissu urbain

Dans les tissus urbains anciens, les PLU(i), et en particulier les OAP et le règlement, et les PLH, mobilisent les outils permettant d'assurer le renouvellement et la densification urbaine notamment en visant :

- la mixité entre logements, commerces, services, notamment à travers la programmation des opérations de renouvellement ;
- la cohérence de la qualité patrimoniale en prenant en compte les gabarits, couleurs et matériaux à l'échelle des continuités et séquences urbaines ;
- la désimperméabilisation à minima, la renaturation le cas échéant, de certains espaces pour permettre la création d'espaces ouverts, participant à améliorer la qualité de vie et la biodiversité au sein des tissus denses.

Au sein des secteurs pavillonnaires, la densification est organisée de manière à renforcer la cohérence urbaine, notamment en maîtrisant les formes bâties, les implantations et les continuités paysagères, tout en préservant une forte présence du végétal, contributif à la qualité du cadre de vie, à la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique et à la perméabilité des sols.

Les PLU(i), et en particulier les OAP et le règlement, et les PLH mobilisent les outils permettant d'assurer la densification et la réécriture urbaine de ces tissus en visant :

- la valorisation des espaces sous utilisés : terrains vacants, grands jardins ou parcelles divisibles, espaces de reculs entre les bâtiments et les limites parcellaires ;
- la reconfiguration du maillage viaire : reconstitution des continuités (traitement des impasses), augmentation des espaces dédiés aux mobilités douces et actives ;
- la diversification des formes urbaines notamment par l'élévation des constructions en préservant les qualités d'ensoleillement et d'intimité vis à vis du voisinage ;
- l'organisation de la densification afin de favoriser les opérations de logements collectifs permettant d'organiser les incidences sur les espaces publics (desserte commune, gestion des poubelles, etc.) ;
- la cohérence des continuités visuelles urbaines (attention aux garages en première ligne) ;
- la préservation de la forte présence du végétal (perception depuis l'espace public et à l'intérieur des cœurs d'ilots).

Dans les tissus d'extensions linéaires, les PLU(i), et en particulier les OAP et le règlement, et les PLH mobilisent les outils permettant d'assurer la densification et la requalification urbaine de ces tissus notamment en visant :

- une composition harmonieuse et diversifiée des séquences et continuités urbaines, afin d'éviter les effets d'homogénéité et de monotonie. À ce titre, veiller notamment à :
  - diversifier les alignements (retraits ou sur rue) ;
  - diversifier les épannelages (variations de hauteurs) ;
  - diversifier les modes d'implantation (continus, semi-continus ou discontinus) ;
  - assurer une harmonie des couleurs et des matériaux.
- le maintien d'ouvertures visuelles latérales depuis la voie pour préserver les fenêtres paysagères et les continuités écologiques pertinentes.

Objectif 7.3.3. Densification des espaces en extension

Pour répondre aux besoins résidentiels du territoire, et après mobilisation des capacités de construction au sein des espaces déjà urbanisés (notamment les locaux vacants, les friches et les espaces disponibles), les PLU(i) peuvent prévoir, de manière limitée, l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Pour minimiser l'impact sur les espaces agricoles et naturels, l'optimisation des nouveaux espaces urbanisés est assurée par l'atteinte **d'objectifs de densité moyenne minimale (brute)** exprimés en logements par hectare :

Objectifs de densité brute moyenne minimale des opérations mixtes comprenant des logements (log/ha)

	2026-2036	2036-2046
Soissons	60	85
Autres communes de l'unité urbaine de Soissons	30	40
Villers-Cotterêts	30	35
Pôles de proximité	22	25
Autres communes	15	17
SCoT du Pays du Soissonnais Valois	21	27

La réalisation des objectifs de densité est entendue à l'échelle de la moyenne des densités des opérations associées à une enveloppe urbaine (entre plusieurs zones d'extension d'une même commune ou de plusieurs communes composant une enveloppe urbaine).

Objectif 7.3.4. *Articuler la densification résidentielle avec les transports collectifs et les mobilités bas carbone*

Afin de réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements, la production de logements en renouvellement, densification ou extension est prioritairement localisée dans les secteurs bénéficiant d'une offre de mobilité bas carbone adaptée au contexte local.

À proximité des gares et arrêts ferroviaires, les opérations résidentielles contribuent à l'élévation de la densité de logements, avec un objectif d'augmentation de +15 % de la densité existante.

Les PLU(i) et les opérations d'aménagement veillent à localiser le développement résidentiel à proximité de solutions de mobilité collective ou active, proportionnées à l'offre en logements et compatibles avec les besoins des habitants. *>> En complément : voir Orientation 7*

Programmation en logements et modalités de réalisation :

- seuils minimaux pour la part des logements à construire au sein des espaces déjà urbanisés,
- seuils maximaux pour les enveloppes foncières en extension.

Nota Bene sur la programmation en logements page suivante :

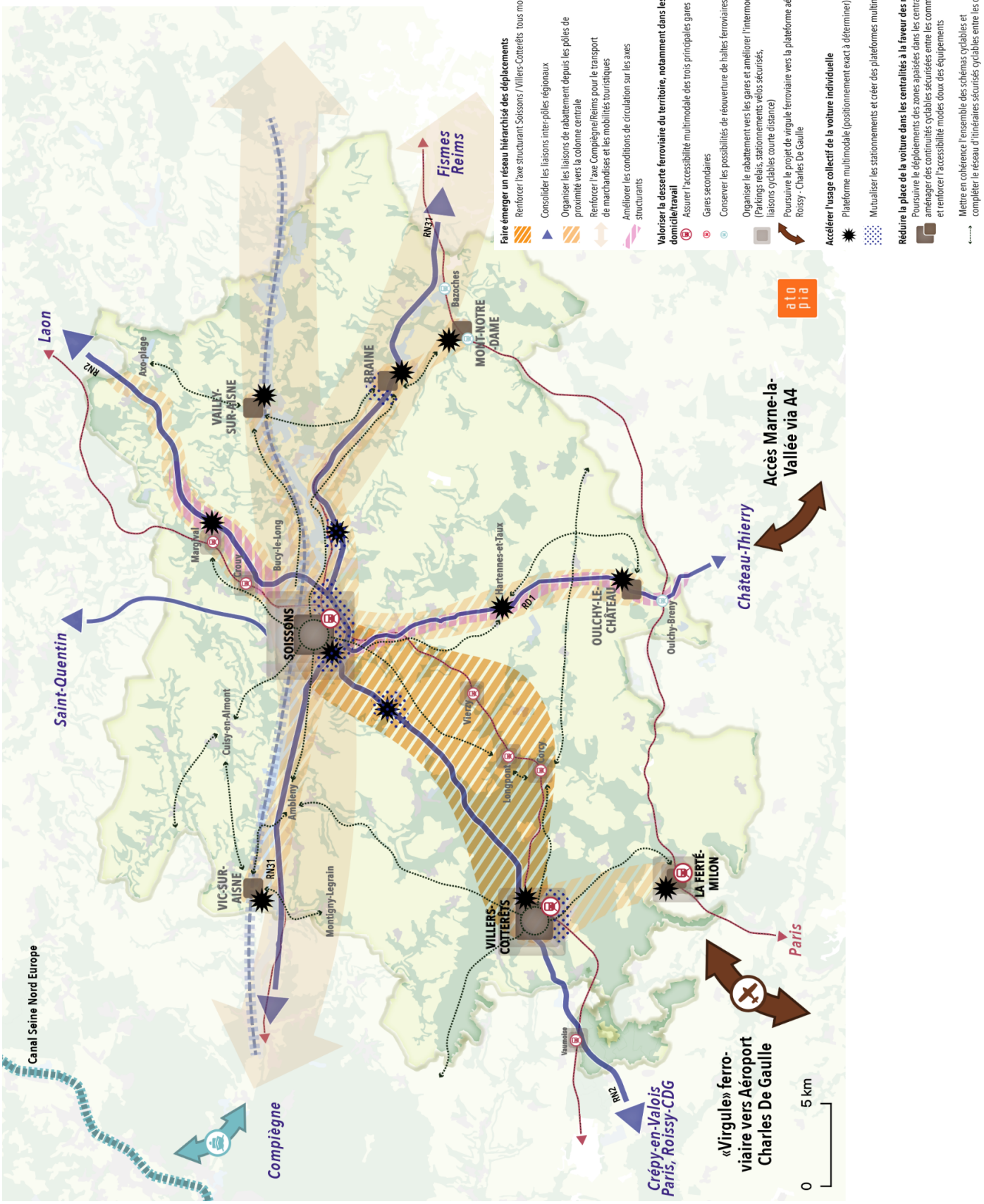
- *La réalisation des objectifs résidentiels est associée à l'enveloppe urbaine sans être restreinte aux limites du ban communal – les logements peuvent être produits sur le ban communal voisin s'ils s'inscrivent en continuité de l'enveloppe urbaine ;*
- *Pour la strate des pôles relais et des communes rurales, la répartition des enveloppes foncières à l'échelle communale respectera une logique de renforcement des communes situées dans les espaces de plus forte proximité urbaine de l'armature territoriale. En particulier, au sein de la CC du Val de l'Aisne, Vailly-sur-Aisne assurera une part plus importante de la production de logements neufs afin d'assurer son statut de pôle intermédiaire à l'échelle régionale ;*
- *Les chiffres indiqués constituent des objectifs à considérer comme des cibles qui doivent être respectés par les autres documents selon le principe de compatibilité.*

Synthèse des objectifs de programmation résidentielle

	sur la 1ère décennie						sur la 2nde décennie						Total 20 ans du SCoT					
	Nb logements à construire	En espaces déjà urbanisés		En extension			Nb logements à construire	En espaces déjà urbanisés		En extension			Nb logements à construire	En espaces déjà urbanisés		En extension		
		%	Nb de lgt	Nb de lgt	Log/ha	ha		%	Nb de lgt	Nb de lgt	Log/ha	ha		%	Nb de lgt	Nb de lgt	Log/ha	ha
CA du Grand Soissons (27)	1764	65%	1151	612	27	23	1509	64%	1182	328	40	8	3273	65%	2333	940	31	31
Soissons	647	80%	518	129	60	2	953	85%	810	143	85	2	1600	83%	1328	272	71	4
Unité urbaine de Soissons (7)	874	60%	524	350	30	12	437	70%	306	131	40	3	1311	63%	830	481	32	15
Communes rurales (19)	243	45%	109	133	15	9	119	55%	66	54	17	3	362	48%	175	187	16	12
CC Oulchy-le-Château (26)	210	47%	99	112	17	7	185	47%	106	79	19	4	396	47%	205	191	18	11
Pôle de proximité : Oulchy-le-Château	81	50%	40	40	22	2	79	60%	48	32	25	1	160	55%	88	72	23	3
Communes rurales (25)	129	45%	58	71	15	5	106	55%	58	48	17	3	235	50%	117	119	16	8
CC Val de l'Aisne (56)	485	47%	228	257	17	15	371	47%	212	159	19	8	856	47%	440	416	18	23
Pôle de proximité : Vailly-sur-Aisne, Braine, Bucy le Long	194	50%	97	97	22	4	159	60%	95	64	25	3	353	55%	192	161	23	7
Communes rurales (53)	291	45%	131	160	15	11	212	55%	117	95	17	6	503	49%	248	256	16	16
CC Retz en Valois	777	53%	409	367	20	18	583	53%	376	207	25	8	1359	53%	785	574	21	27
pôle secondaire : Villers-Cotterêts	356	60%	214	142	30	5	344	70%	241	103	35	3	700	65%	455	246	32	8
Pôle de proximité : La Ferté-Milon, Vic-sur-Aisne	129	50%	65	65	22	3	79	60%	48	32	25	1	209	54%	112	96	23	4
Communes rurales (51)	291	45%	131	160	15	11	159	55%	87	71	17	4	450	49%	218	232	16	15
SCoT du PETR Soissonnais Valois	**3236**	**58%**	**1887**	**1349**	**21**	**63**	**2648**	**71%**	**1875**	**772**	**27**	**29**	**5884**	**64%**	**3763**	**2121**	**23**	**92**

NB : les sommes peuvent présenter des marges de ±1 ou 2 unités ; cette différence relève des arrondis.

Carte Partie 2 - Organiser les déplacements pour limiter l'usage individuelle de la voiture personnelle



8. Organiser les déplacements pour limiter l'usage individuelle de la voiture personnelle

Rappel des enjeux du Diagnostic

Le Soissonnais Valois se caractérise par une forte dépendance à la voiture individuelle. Le territoire est structuré autour de trois gares (Soissons, Villers-Cotterêts, La Ferté-Milon) et traversé par des axes routiers majeurs (RN2, RN31, RD1). Pourtant, les densités de population restent faibles en dehors des pôles urbains. Cette situation crée des enjeux spécifiques : l'offre en transports collectifs doit être renforcée dans les zones denses, tandis que le transport à la demande devient un complément indispensable dans les espaces ruraux.

Les ambitions stratégiques portées par le PAS

L'évolution de l'offre en mobilités vise à favoriser l'utilisation des modes bas carbone. Le réseau ferré constitue l'épine dorsale de cette stratégie. Pour les secteurs non desservis par le train, les transports en commun routiers et le covoiturage sont priorisés. Les modes actifs (vélo, marche) structurent les accès de proximité aux gares et aux services.

L'accès aux pôles structurants et la pacification des centralités diminuent les déplacements contraints et améliorent la qualité du cadre de vie. Le SCoT identifie les pôles de mobilité : espaces disposant d'une offre multimodale (gares, arrêts TC, aires de covoiturage, stationnements vélos sécurisés).

La stratégie mobilité vise à réduire fortement les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements, en particulier pour la mobilité des personnes et le transport de marchandises. Elle s'appuie sur trois priorités : réduire les besoins de déplacement par la proximité, organiser le report modal vers le train, les transports collectifs, le covoiturage et les modes actifs, puis accompagner la décarbonation progressive des véhicules et des flux logistiques.

Orientation 8.1. principe général d'organisation des mobilités

La mobilité des personnes constitue l'un des principaux leviers de sobriété énergétique du SCoT-AEC. La stratégie vise une réduction des consommations énergétiques de ce secteur de 42 % en 2030 et de 69 % en 2050 par rapport à 2012, en agissant à la fois sur la réduction des besoins de déplacement, le report modal, les mobilités actives, le covoiturage et l'électrification progressive des usages.

En outre, le développement des modes alternatifs à l'autosolisme contribue directement à la trajectoire carbone du territoire. Le SCoT-AEC vise une réduction des émissions de GES liées à la mobilité des personnes de 31 % en 2030 et de 45 % en 2050, en organisant des chaînes de mobilité plus sobres autour du train, des transports collectifs, du covoiturage, du vélo et de la marche.

Au sein du Pays du Soissonnais Valois, l'offre de mobilités s'organise selon un schéma de principe **« rabattre – transporter – diffuser »**, en appui des gares, des pôles d'échanges et des centralités. Cela massifie graduellement les flux de déplacement et renforce l'usage des transports collectifs.

La structuration des déplacements vise trois objectifs :

- **Rabattre sur des interfaces structurantes.** Les déplacements des communes rurales et des bourgs convergent vers les gares TER principales (Soissons, Villers-Cotterêts, La Ferté-Milon) et les principaux pôles de services et centralités. Cela s'appuie sur l'offre permanente (infrastructures vélos dédiées, lignes régulières de bus) et l'offre à la demande, desservant les espaces moins denses.
- **Transporter via une offre performante de mobilités collectives**. Les modes ferrés (TER) constituent le cœur du système. Ils sont complétés par des cars express, des lignes de covoiturage organisé et des services de transport à la demande.

- **Diffuser des solutions de déplacements capacitaires au sein des centralités**. Les réseaux urbains (SITUS à Soissons, Villéo-Retzéo à Villers-Cotterêts) relient les différents quartiers des pôles urbains. Ils se connectent aux réseaux modes doux pour assurer l'accessibilité fine.

Orientation 8.2. Soutenir la Virgule ferroviaire Roissy–Soissons

Le projet de la virgule ferroviaire entre Roissy Charles De Gaulle et Soissons est soutenu par les acteurs du territoire du Soissonnais Valois en ce qu'il constitue le grand projet structurant du territoire pour les 20 ans à venir. Il contribue à la décarbonation des mobilités du Sud de l'Aisne, à mieux connecter le territoire connecter au pôle d'emplois de Roissy–Charles-de-Gaulle et donc à affermir l'attractivité résidentielle et touristique du Pays du Soissonnais Valois.

Orientation 8.3. Faire émerger un réseau hiérarchisé des déplacements

La mise en place de chaînes de mobilité s'appuie sur un réseau hiérarchisé organisé à l'échelle du Pays du Soissonnais Valois. L'objectif est de tendre vers des mobilités alternatives à l'autosolisme, organisées en **« toile d'araignée »** favorisant les connexions transversales et la complémentarité des modes de transport.

Cela s'opère par la mise en place d'un réseau structuré sous forme de **« colonne vertébrale + branches »**.

Objectif 8.3.1. Renforcer l'axe structurant Soissons-Villers-Cotterêts

Une nervure structurante, type corridor « modes alternatifs à la voiture », est mise en place entre Soissons et Villers-Cotterêts, avec un prolongement direct ou indirect vers La Ferté-Milon.

Les modes à privilégier sont les suivants :

- **Ferroviaire (optimisation de l'existant).** La ligne Paris-Soissons-Laon reste le cœur de la stratégie. Elle offre des connexions rapides Soissons-Villers-Cotterêts (20 minutes), Paris-Villers-Cotterêts (60 minutes en direct). La fréquence des trains régionaux TER est consolidée pour servir les trajets domicile-travail matin et soir. L'accessibilité des gares par les modes doux est améliorée.
- **Navette de car express (à étudier comme alternative structurante).** Sur l'axe Soissons-Villers-Cotterêts, un service de navette car express à envisager pour servir les trajets pendulaires domicile-travail vers Soissons (zone d'emploi majeure). Ce service pourrait offrir une complémentarité aux trains TER aux heures de pointe.
- **Ligne de covoiturage spontané ou organisé (à expérimenter sur l'axe).** Un service de covoiturage dynamique est testé entre Soissons et Villers-Cotterêts. Les points de rencontre (aires de covoiturage) et les plateformes numériques facilitent la correspondance de trajets. Ce service répond aux besoins des actifs non desservis par le train.

Objectif 8.3.2. Mieux rabattre sur les territoires voisins

Le prolongement externe de cette nervure positionne le Soissonnais Valois comme carrefour entre plusieurs métropoles :

- **Villers-Cotterêts ↔ Crépy-en-Valois.** Cette liaison appuie l'inscription du territoire dans les dynamiques de la ceinture francilienne. Elle est structurée par covoiturage et transport collectif routier (lignes régionales). Villers-Cotterêts se positionne comme porte d'entrée touristique vers la Vallée de l'Automne et la forêt de Retz.
- **Soissons ↔ Villers-Cotterêts ↔ Île-de-France (Paris, Roissy-CDG).** Cette liaison majeure s'appuie d'abord sur le train TER vers Paris (gare du Nord, CDG via RER). Un covoiturage dynamique vers Roissy-CDG complète l'offre pour les trajets d'accès aéroport. Cette connexion positionne Villers-Cotterêts comme nœud résidentiel pour les travailleurs franciliens. La liaison ferroviaire est pérennisée et fiabilisée pour faciliter la connexion du Soissonnais Valois à l'Ile-de-France pour les différents motifs de déplacements : travail, formation, tourisme.

- **La Ferté-Milon ↔ Paris.** Le projet de la « virgule » (arrêt de train rapide) est envisagé pour améliorer l'accès direct de La Ferté-Milon à Paris. En attendant, le covoiturage structuré vers Roissy et Paris complète l'offre locale.
- **La Ferté-Milon ↔ Neuilly-Saint-Front / Fère-en-Tardenois**. Cette liaison existante doit être valorisée et pérennisée, pour favoriser le lien à l'échelle du Sud Aisne.

Objectif 8.3.3. Consolider les liaisons inter-pôles régionaux

Au-delà de la nervure centrale, les connexions entre les pôles internes et externes sont consolidées :

- **Vers Laon et le nord-est** : sur la RN2 (axe Soissons-Laon de 33 km), il est opportun de s'appuyer sur la voie ferrée TER et les pratiques existantes de covoiturage. Des aires de covoiturage sont aménagées à Villeneuve-Saint-Germain ou Crouy (abord de la RN2). Le covoiturage dynamique est structuré et promu pour les trajets domicile-travail entre Soissons et Laon.
- **Vers Château-Thierry** et le sud :
  - une liaison Soissons-Château-Thierry via Oulchy-le-Château assure un rabattement efficace vers la gare TER de Château-Thierry, au bénéfice du sud du territoire ;
  - le SCoT soutient le projet de mise à deux voies de la RD1 entre le Soissonnais et Château-Thierry, afin d'améliorer la connexion du sud du territoire aux pôles de Château-Thierry et de Marne-la-Vallée.
  - le covoiturage est organisé pour sa montée en charge et des bus régionaux le complètent.
- **Vers Fismes, et plus à l'est, vers Reims** :
  - consolider les liaisons de rabattement pour les communes de l'est (Communauté de communes d'Oulchy-le-Château, Communauté du Val de l'Aisne) sur la gare TER de Fismes pour faciliter l'accès au pôle rémois ;
- **Vers Compiègne, à l'ouest** :
  - développer et faire monter en puissance une offre de covoiturage structurée, en appui d'aires dédiées situées aux points d'accroche du réseau routier secondaire à la RN31 (ex : Mercin-et-Vaux, Fontenoy ou Vic-sur-Aisne) ;
  - proposer une offre collective capacitaire reliant aux pôles attracteurs de Compiègne à minima aux heures de pointe et le weekend.
- **Vers Saint-Quentin, au nord**, renforcer les mobilités collectives pour les trajets nord-sud.

Objectif 8.3.4. Renforcer l'axe Compiègne ↔ Reims pour le transport de marchandises et les mobilités touristiques

- **Transport de marchandises :** l'accès aux grandes infrastructures logistiques est amélioré, notamment le Canal Seine-Nord Europe. L'Aisne navigable offre une opportunité pour le transport fluvial de marchandises par la préservation des espaces de transbordement multimodaux (optimisation du rabattement routier et fluvial le long des axes Freyssinet).
- **Mobilités touristiques :** l'amélioration des conditions de déplacement est-ouest valorise le transport fluvial (croisières, promenades, activités de loisirs). La vallée de l'Aisne devient destination touristique fluviale.
- **Mobilités du quotidien :** l'accessibilité routière (covoiturage, navettes) aux grands équipements situés hors territoire est améliorée.

Objectif 8.3.5. Organiser les liaisons de rabattement depuis les pôles de proximité vers la colonne centrale

Pour compléter le maillage du réseau en transport collectif, la nervure centrale est reliée aux pôles de proximité : Oulchy-Le-Château, Braine, Mont-Notre-Dame, Vailly-Sur-Aisne et Vic-Sur-Aisne. Ainsi que la section nord de la RN2, entre Soissons et Laon. Cet ensemble organise l'accessibilité du secteur rural vers les gares, les emplois et les équipements structurants. Il crée un schéma « colonne vertébrale + branches » robuste et lisible. il s'appuie sur un réseau de plateformes de multimodalité situées sur les axes « branches » et les secteurs d'entrée de ville. Leur localisation sur la carte de l'objectif est indicative. Leur réalisation pourra être adaptée par une étude spécifique identifiant le site optimal répondant aux besoins et une gestion optimisée des différents modes.

Cela s'opère par :

- **le développement** de **lignes de bus régulières de rabattement** reliant la nervure centrale (Soissons, Villers-Cotterêts) et les gares **d**epuis ces pôles de proximité ;
- **Le transport à la demande, dans les espaces moins denses :** le TAD complète l'offre régulière. Il assure un rabattement flexible vers les gares et les pôles de services.
- **Les liaisons douces de rabattement,** de type itinéraire cyclable structurant, relient les villages aux pôles de proximité. Cela facilite les chaînes multimodales « vélo + bus » ou « vélo + train ».

Orientation 8.4. Valoriser la desserte ferroviaire du territoire, notamment dans les trajets domicile/travail

La ligne ferroviaire Paris-Soissons-Laon et ses connexions internes constituent un atout majeur. Elle permet de relier rapidement Soissons et Villers-Cotterêts à l'Île-de-France. La gare de La Ferté-Milon offre une connexion vers Paris, bien que moins directe. L'objectif est de mieux le valoriser pour les trajets domicile-travail, notamment pour les actifs franciliens (vers et depuis l'Ile-de-France) et d'accroître l'accessibilité des gares par tous les modes et d'en faire des pôles multimodaux véritables.

Objectif 8.4.1. Assurer l'accessibilité multimodale des trois gares principales

- **À Soissons, l**a **gare est développée comme hub majeur** reliant train régional TER, cars régionaux (réseau régional Hauts-de-France Mobilités), réseau urbain SITUS (agglomération de Soissons) et modes doux. Des liaisons douces connectent la gare aux zones d'emploi (parc du Plateau, parc Gouraud, zones de Villeneuve-Saint-Germain) et aux quartiers résidentiels. Les trajets vélo-trains sont favorisés en créant des infrastructures sécurisées ;
- **À Villers-Cotterêts, l**a **gare devient porte d'entrée** du territoire depuis l'Île-de-France. Les trajets vélo-trains vers les communes proches sont développés. Le report modal Bus / train est assuré par une intégration horaire, et permet autant le rabattement aux heures de pointe qu'en journée depuis la gare vers les attracteurs touristiques du secteur.
- **À La Ferté-Milon**, l**a gare s'affirme comme point d'accès pour le sud du territoire.** Elle offre une connexion vers Paris, en appui du réseau présenté ci-avant (connexion à Soissons via Villers-Cotterêts).

Objectif 8.4.2. Améliorer l'intermodalité autour des trois gares

- **Parkings relais de taille significative et suffisante,** d'un seul niveau ou en silo.
- **Aires de covoiturage bien signalées :** près de chaque gare, des aires de covoiturage sont dimensionnées pour accueillir les trajets domicile-travail partagés (30-50 places par gare) ;
- **Stationnements vélos sécurisés et consignes fermées :** des arceaux, abris couverts et boxes fermés permettent le stationnement de longue durée. La capacité est dimensionnée selon la fréquentation (100-150 places par gare principale) ;

- **Services complémentaires :** des abris, bancs, éclairage renforcent le confort. L'information en temps réel affiche horaires de train, cars et covoiturage. Une signalétique claire oriente vers les différents modes.

Objectif 8.4.3. Organiser le rabattement vers les gares

- **Transport à la demande** : l'adaptation des services TAD (SITUS, Villéo-Retzéo à Villers-Cotterêts, services du Val de l'Aisne, offre nouvelle) aux besoins assurent le rabattement depuis les communes rurales. Les horaires sont coordonnés avec les trains pour faciliter les correspondances et leur utilisation.
- **Covoiturage organisé** : des lignes de covoiturage dynamique (par exemple Covoit'go, Ouest Go, ehop) fonctionnent depuis les communes et les pôles d'emplois vers les gares. Des points de rencontre (aires de covoiturage) en diffus facilitent la mise en relation
- **Cars / liaisons express** : des navettes car express sont envisagées pour les trajets structurants (avec les grands pôles d'emplois de centralité comme de périphérie) reliant les pôles aux gares.
- **Intégration horaire** : les horaires de cars, TAD et covoiturage sont coordonnés avec les trains TER pour créer des chaînes fluides.

Objectif 8.4.4. Conserver les possibilités de réouverture de haltes ferroviaires

- **la réouverture d'anciens arrêts, aujourd'hui située sur la ligne de fret La Ferté-Milon - Fismes** (Oulchy-Breny, Mont-Notre-Dame, Bazoches) **est étudiée** afin d'améliorer la desserte des centralités intermédiaires, renforcer l'offre de transport collectif structurante et le rabattement sur les pôles extérieurs. En tous les cas, les emprises foncières et immobilières sont maintenues.

Orientation 8.5. Optimiser les lignes existantes du réseau de transport en commun

Les réseaux actuels seront optimisés et adaptés pour servir les trajets domicile-travail et l'accès aux services.

Objectif 8.5.1. Maintenir et conforter les lignes existantes

- **Dans l'agglomération de Soissons,** le réseau SITUS est densifié sur les axes structurants vers les zones d'emploi (Parc du Plateau, zones de Villeneuve-Saint-Germain notamment), les établissements scolaires et le pôle de santé. De nouveaux arrêts sont créés pour améliorer leur desserte. Le service est amélioré aux heures de pointe (fréquence de desserte toutes les 10-15 minutes sur les lignes principales) et l'amplitude horaire est élargie pour servir l'ensemble des trajets pendulaires.
- **À Villers-Cotterêts et dans le secteur de Retz**, le réseau Villéo-Retzéo assure la desserte fine des bourgs, en renforçant les liaisons vers la gare. Pour les trajets domicile-travail, de nouveaux arrêts sont créés dans les secteurs permettant le rabattement sécurisé (voiture / vélo).
- **pour assurer les liens vers les pôles de proximité**, des lignes régulières relient les bourgs (Oulchy-le-Château, Braine, Mont-Notre-Dame, Vailly-sur-Aisne, Vic-sur-Aisne) aux pôles majeurs et aux gares.

Objectif 8.5.2. Assurer l'accessibilité des arrêts

- **Les itinéraires piétons d'accès aux arrêts sont sécurisés et continus.** Les aménagements respectent l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite : largeur suffisante des trottoirs (minimum 2 mètres), traversées accessibles, continuité sans rupture.

Objectif 8.5.3. Aménager des stationnements vélos aux arrêts

- **Chaque arrêt structurant dispose d'arceaux ou d'abris à vélos**, et ce quel que soit le contexte (urbain, campagne). Ces aménagements facilitent la chaîne multimodale bus-vélo. Ils sont particulièrement développés sur les lignes connectant communes rurales aux gares.

Orientation 8.6. Structurer des zones multimodales territoriales pour organiser le rabattement et le changement de mode depuis les espaces ruraux

Dans les espaces ruraux et peu denses, l'accès aux offres de mobilité alternatives suppose souvent un premier déplacement **en voiture, à vélo ou à pied**. Le SCoT encourage donc la structuration de **zones multimodales territoriales**, conçues comme des **lieux d'interface** entre les communes rurales, les centralités, les pôles d'emplois, les équipements, les gares et les principales lignes de transport.

- Ces zones ont vocation à organiser le passage de la **voiture individuelle**, du **vélo** ou de la **marche** vers des solutions de déplacement **collectives, partagées ou décarbonées**. Elles peuvent ainsi accueillir, selon leur localisation et leur niveau dans l'armature territoriale, des **aires de covoiturage**, des **arrêts de transport collectif**, des points de prise en charge du **transport à la demande**, des connexions vers les **liaisons interurbaines**, des stationnements automobiles mutualisés, des **stationnements vélos sécurisés** et des cheminements piétons accessibles. Elles ne remettent pas en cause l'accessibilité automobile nécessaire au fonctionnement des espaces ruraux, mais permettent d'organiser le **report modal** à partir de lieux **lisibles, pratiques et bien équipés**.

- Elles sont prioritairement localisées le long des **axes routiers structurants**, en **entrée de bourg**, en périphérie des centralités ou en interface entre les espaces peu denses et les pôles d'emplois, de services et d'équipements. Leur implantation vise à **capter les déplacements issus des communes rurales** et à les orienter vers des solutions de mobilité **plus sobres, mutualisées et adaptées aux besoins du territoire**.

- Ces zones ont également vocation à regrouper des **services d'appui à la mobilité** et à l'orientation des usagers. Elles peuvent intégrer des **bornes de recharge** pour véhicules électriques et vélos à assistance électrique, des équipements de réparation vélo, de **l'information voyageurs**, de l'information mobilité, une signalétique claire, ainsi que de **l'information touristique** valorisant les itinéraires cyclables et pédestres, les sites patrimoniaux, naturels et culturels, les commerces, les hébergements, les équipements publics et les services accessibles depuis ces **points d'interface**.

- Elles peuvent enfin constituer des lieux d'accueil ponctuel pour des **services itinérants ou de proximité**, en particulier dans les secteurs ruraux où l'accès aux services suppose des déplacements importants. Ces espaces peuvent ainsi permettre l'accueil de dispositifs mobiles tels que des **services publics itinérants** comme par exemple, le BUS Aisne Actif, une **Maison France Services itinérante**, des services de santé ou de prévention, des commerces mobiles, des marchés ponctuels ou des **food trucks**, dès lors que ces usages restent compatibles avec la vocation principale de mobilité du site.

Les documents d'urbanisme locaux, les politiques de mobilité et les projets d'aménagement veillent à **identifier, hiérarchiser et équiper** ces zones en fonction des besoins de rabattement, de leur accessibilité, de leur connexion aux réseaux existants et de leur capacité à limiter les déplacements automobiles individuels jusqu'à destination. Les **zones multimodales territoriales** constituent ainsi un outil opérationnel pour rendre les mobilités alternatives plus accessibles dans les espaces ruraux et accompagner progressivement **l'évolution des pratiques de déplacement**.

Orientation 8.7. Accélérer l'usage collectif de la voiture individuelle

Le covoiturage est investi pour favoriser les mobilités en milieux ruraux à faible densité. Plusieurs corridors sont identifiés pour développer du covoiturage à haut niveau de service.

Objectif 8.7.1. L'aménagement de points de départ et d'arrivée sécurisés

- **Sur la RN2 (**axe Laon-Soissons), des aires de covoiturage sont aménagées à Villeneuve-Saint-Germain ou Crouy (abord de la RN2). Le covoiturage dynamique est structuré et promu pour les trajets

domicile-travail entre Soissons et Laon. Les points de rencontre sont visibles, sécurisés (éclairage) et bien connectés aux transports collectifs (proximité gare de Soissons ou arrêts de bus) ;

- **Sur l'axe Soissons-Villers-Cotterêts** (axe de la RN2), des aires de covoiturage sont aménagées en sortie de chacune des agglomérations, pour faciliter les trajets partagés domicile-travail vers ou depuis ces deux pôles :
    - intersection de voies de desserte secondaires structurantes telles que la RD81 ou la RD231 à Villers-Cotterêts)
    - secteur Portes de Soissons / zone du Moulin, au sud de Soissons.
- **Sur l'axe Soissons-Château-Thierry**, une aire stratégique est implantée pour servir les trajets vers Château-Thierry. Elle est dimensionnée pour les trajets pendulaires domicile-travail. Son emplacement doit permettre de limiter le nombre de véhicules sur cet axe ; aussi, il se positionnera le long de RD1 (par ex. Noyant-et-Aconin, Hartennes-et-Taux, Grand-Rozoy, Oulchy-le-Château).

Objectif 8.7.2. *La mutualisation des parcs de stationnement existants*

- Les parkings aux gares (Soissons, Villers-Cotterêts, La Ferté-Milon) intègrent des espaces de covoiturage identifiés. Les zones commerciales (Soissons, Villers-Cotterêts) et zones d'emploi (Plateau, Villeneuve-Saint-Germain, Sermoise, zone des Waillons à Braine) offrent également des emplacements dédiés. Cela crée une offre diffuse et accessible.

Objectif 8.7.3. *L'accompagnement de plateformes de covoiturage dynamique*

- Les services de mise en relation pour le covoiturage sont promus auprès des actifs. Les collectivités communiquent sur les avantages : économies (partage des frais carburant), réduction des émissions, fluidité du trafic, réduction du stress en voiture.
- Des campagnes de sensibilisation ciblent les salariés des grandes entreprises et les établissements publics.

Objectif 8.7.4. *Le renforcement de partenariats locaux*

Les grandes entreprises (secteurs automobiles et agroalimentaire, secteurs industriels le long de la RN31), les collectivités et établissements publics (lycées, centre hospitalier de Soissons et campus santé, campus de Cuffies) sont associés pour développer des solutions alternatives à l'usage individuel de la voiture. Ils encouragent le covoiturage par des avantages salariés ou étudiants (participation aux frais, places de parking réservées) et des accords spécifiques intégrés aux plans de mobilité employeur.

Orientation 8.8. Réduire la place de la voiture dans les centralités à la faveur des modes actifs « doux »

Le SCoT vise l'apaisement des centre-bourgs (Soissons, Villers-Cotterêts, La Ferté-Milon, Braine, Oulchy-le-Château, etc.) pour permettre l'essor des modes actifs au quotidien.

Objectif 8.8.1. *Déployer des zones apaisées dans les centralités*

- **À Soissons, la démarche à la pacification des abords** des grands attracteurs touristiques ou équipements publics se poursuit (zones 30 ou zones de rencontre). Les voies dédiées à la circulation voiture sont réduites. Les espaces de stationnement voiture diminuent en centre, avec report vers des parkings en périphérie (proches des zones 30).
- **À Villers-Cotterêts, l**e centre-bourg autour de la gare est apaisé. La Cité de la langue française devient un pôle piéton attractif. Les voies dédiées voiture sont réduites.
- **Dans les petits bourgs, d**es zones de circulation pacifiée (zones 30, zones de rencontre) sont créées, favorisant la mixité des modes.

Objectif 8.8.2. *Aménager des itinéraires sécurisés cyclables*

- **À Soissons, l**e long de l'Aisne, de la Crise et du rû de la Jocienne et sur les axes radiaux reliant les quartiers périphériques au cœur de ville, des cheminements cyclables structurants sont tracés. Des voies ou bandes cyclables sont créées en réduisant la place voiture. Lorsque l'emprise foncière le permet, des sites propres sont aménagés.
- **À Villers-Cotterêts,** une continuité cyclable relie la gare aux quartiers résidentiels, au centre commercial Queue d'Oigny (Leclerc) et à la Cité de la langue française. Des voies ou bandes cyclables réduisent la place voiture.

Objectif 8.8.3. *15.3. Renforcer l'accessibilité des équipements publics*

- Les écoles, mairies, gares, commerces et équipements de santé sont reliés par des liaisons douces aménagées et sécurisées. Des places de stationnement vélos sont implantées directement aux entrées.
- À Soissons, l'accès piéton au pôle de santé est amélioré.
- À Villers-Cotterêts, les accès à la gare et à la Cité de la langue française sont renforcés.

Orientation 8.9. Faire du vélo une alternative crédible à la voiture dans les centralités et les liaisons de proximité

L'objectif est d'étendre les objectifs de l'apaisement des espaces et de réduction de l'autosolisme dans les périmètres d'approche permettant d'accéder aux pôles et aux gares. Pour les mobilités de proximité (rayons de 3 à 5 kilomètres autour des pôles), le vélo devient un mode à part entière et à privilégier.

Objectif 8.9.1. *Mettre en cohérence de l'ensemble des schémas cyclables*

- Le schéma des circulations cyclables du Soissonnais – Valois constitue le fil rouge pour l'organisation des itinéraires, des réseaux et des infrastructures à réaliser à son échelle.
- Le déploiement d'itinéraire d'envergure locale (sur une commune, entre deux communes) vise la cohérence et l'interconnexion avec ce schéma cadre supérieur.
- En rappel, la continuité des tracés est visée par ce schéma. Elle est assurée, notamment sur les itinéraires structurants à Soissons-Villers-Cotterêts via Longpont (le long de la Savières, ou la RD805), Villers-Cotterêts-Crépy-en-Valois (RD1324).

Objectif 8.9.2. *Compléter le réseau d'itinéraires sécurisés cyclables*

- **À Soissons et dans son unité urbaine, des liaisons cyclables structurantes** sont tracées vers les zones d'emploi, les quartiers résidentiels et les communes proches (par exemple, Braine, Sermoise, Noyant-et-Aconin, Vailly-sur-Aisne). Des voies ou bandes cyclables sont créées. Lorsque l'emprise le permet, des sites propres sont aménagés. Des aménagements non séparatifs (jalonnement cyclable, CVCB « chaucidou ») sont envisagés.
- **À La Ferté-Milon**, les connexions avec Villers-Cotterêts et Oulchy-le-Château, le long de l'Ourcq, sont renforcées.
- Aux carrefours, une attention particulière est portée à la sécurité des cyclistes (traversées lisibles, carrefours apaisés).

Objectif 8.9.3. *Développer des lieux de service vélo*

- En complément de la Maison du vélo située à la gare TER de Soissons, ses espaces de service type « Maison du vélo » sont créés sur les pôles de mobilité du territoire : Villers-Cotterêts (près de la gare), La Ferté-Milon (centre-bourg). Ils proposent location, prêt, réparation, location de VAE et vélos cargo, adaptés aux usagers quotidiens et touristiques.

Objectif 8.9.4. Favoriser l'intermodalité

- Des parkings vélos sécurisés (arceaux, abris fermés, boxes) sont implantés près des gares, des arrêts de bus et des aires de covoiturage. La capacité est dimensionnée selon la fréquentation.
- Des consignes à vélos sont développées aux gares pour la longue durée.

Objectif 8.9.5. Développer les mobilités douces touristiques

- Le réseau d'itinéraires cyclables et pédestres sont améliorés et se densifient en appui des véloroutes et voies vertes préexistantes sur le Soissonnais Valois. Ils contribuent à relier :
    - les itinéraires touristiques aux gares (Soissons, Villers-Cotterêts, La Ferté-Milon, voire les gares de Fismes ou de Crouy-sur-Ourcq) ;
    - les sites d'intérêt (Cité de la langue française, Fort de Condé, Fantômes de Landowski, forêt de Retz, vallée de l'Aisne) aux gares.
    - ente les sites touristiques, majeurs comme plus locaux ;
- Des équipements complémentaires (stationnement vélo, aires de repos, points d'eau) sont implantés aux points stratégiques.

Orientation 8.10. Favoriser le développement de solutions innovantes de mobilité

Objectif 8.10.1. . Encourager le développement du transport à la demande

- Le TAD « classique » (services SITUS, Villéo-Retzéo) répond aux besoins des secteurs ruraux de faible densité résidentielle. Il offre une solution de rabattement flexible vers les gares et les centralités pour habitants éloignés, notamment les personnes âgées et les publics fragiles.
- Les services TAD « solidaires », en lien avec le réseau ADMR[4], complètent l'offre auprès des ménages précaires.

Objectif 8.10.2. Promouvoir les expérimentations locales

- Des tests de covoiturage organisé (« lignes de covoiturage spontanées » de type Rézo Pouce) sont menés sur les corridors à fort potentiel capacitaire (Soissons-Château-Thierry, Villers-Cotterêts-Crépy-en-Valois).
- Les emprises ferroviaires doivent être maintenues, pour promouvoir des modes de déplacements expérimentaux adaptés aux espaces peu peuplés : système autonome par exemple.

Objectif 8.10.3. Assurer la cohérence et la complémentarité des offres des intercommunalités

- Les autorités organisatrices des mobilités du Soissonnais – Valois coordonnent leurs services (horaires, tarification, interfaces) pour assurer une continuité de l'offre sur ensemble du Soissonnais Valois.
- Sur l'ensemble du territoire du SCoT, une articulation entre mobilités décarbonées et projets urbains est recherchée : pour chaque zone de projet (extension résidentielle, zone d'activité nouvelle), une desserte alternative à la voiture est étudiée et mise en place avant ou en parallèle de l'urbanisation.

Orientation 8.11. Assurer l'insertion des sites de l'intermodalité

Les documents d'urbanisme locaux (PLU, OAP mobilités, règlement, PDMs) et les plans de circulation urbains mobilisent les outils permettant d'assurer l'intégration harmonieuse des sites de l'intermodalité : arrêts de transport collectif et aires de covoiturage :

- **L'accessibilité aux piétons**, notamment aux personnes à mobilité réduite, est assurée par des trottoirs d'une largeur minimale de 2 mètres, des revêtements adaptés et une continuité sans rupture. Le confort

[4] Aide à domicile en milieu rural : le réseau ADMR est un réseau associatif de services à la personne.

est amélioré par des abris couverts, des bancs, de l'éclairage (compatible avec les objectifs de trame noire), une signalétique claire.

- **Les arrêts sont insérés dans les plans de circulation** en assurant des espaces de manœuvre suffisants pour les bus, un positionnement en retrait de la circulation générale quand possible, et des zones de montée/descente sécurisées. Les aires de covoiturage disposent d'entrées/sorties clairs.
- **Les aménagements participent à la décarbonation et à la réversibilité des espaces** : surfaces imperméables minimisées au profit de surfaces perméables et végétalisées, ombrières, bornes de recharge pour véhicules électriques favorisent la décarbonation des flottes stationnées.

Orientation 8.12. Participer au déploiement de l'électromobilité sur le territoire

- L'armature territoriale, les polarités urbaines et économiques, et les grands axes de déplacement (RN2, RN31, RD1) servent d'appui **au déploiement des infrastructures nécessaires au développement de l'électromobilité** (IRVE).
- Le déploiement suit le schéma USEDA[5] (Schéma Directeur des IRVE en Aisne). Il est coordonné avec le programme DIRVE 02[6].
- **L'implantation prioritaire se fait dans les secteurs d'extension urbaine et de renouvellement urbain des pôles** (Soissons, Villers-Cotterêts, La Ferté-Milon) et dans les zones d'activités majeures. Une répartition équilibrée des points de charge est recherchée entre pôles urbains, bourgs centres, zones d'activités et sites touristiques. Les gares, en tant que hubs multimodaux, et les principales centralités accueillent également des bornes. Cela permet de desservir les résidents et les visiteurs.
- Le déploiement de l'électromobilité **est soutenu dans les secteurs les moins denses**, par le renforcement des recharges domestiques.

[5] **USEDA** : Union des Secteurs d'Énergie du Département de l'Aisne, syndicat d'énergie chargé notamment du déploiement et de la coordination des infrastructures publiques de recharge pour véhicules électriques dans l'Aisne. Le schéma directeur IRVE de l'Aisne a été validé par la préfecture et vise à organiser le maillage territorial de la recharge publique.

[6] **DIRVE 02** : projet porté par l'USEDA dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir et avec des collectivités locales volontaires, visant l'implantation de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables dans le département de l'Aisne. **IRVE** signifie « infrastructures de recharge pour véhicules électriques »

Partie 3 - TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, VALORISATION DES PAYSAGES, OBJECTIFS CHIFFRÉS DE CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

9. Réduire l'artificialisation des sols et organiser la trajectoire ZAN

Rappel des enjeux du diagnostic

Le Soissonnais Valois doit inscrire son développement dans une trajectoire de forte sobriété foncière, alors que les besoins en logements, en activités économiques, en équipements et en adaptation climatique demeurent réels. Les espaces agricoles des plateaux, les vallées de l'Aisne, de l'Ourcq et de la Crise, les continuités écologiques, les zones humides, les lisières forestières et les sols encore fonctionnels constituent des ressources territoriales majeures à préserver. La poursuite d'une urbanisation diffuse fragiliserait à la fois les capacités agricoles, la biodiversité, le stockage carbone, l'infiltration des eaux et la qualité paysagère du territoire.

Stratégie du PAS

Le PAS fait de la trajectoire ZAN un principe d'organisation du développement territorial, et non une simple contrainte comptable. Il vise à concentrer l'urbanisation dans les enveloppes existantes, à renforcer les pôles de l'armature territoriale, à optimiser les espaces déjà urbanisés et à limiter strictement les extensions aux besoins justifiés. En complément, la renaturation devient un levier stratégique pour restaurer les fonctions des sols, renforcer les continuités écologiques, améliorer la gestion de l'eau, accroître le stockage carbone et adapter le Soissonnais Valois aux effets du changement climatique.

Notions clés :

La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

La création ou l'extension effective d'espaces urbanisés ; transformation concrète et effective de l'occupation du sol. Un espace naturel, agricole et forestier doit être considéré comme effectivement consommé à compter du démarrage effectif des travaux de construction et d'aménagement, et non à compter de la seule délivrance d'une autorisation d'urbanisme.

L'artificialisation des sols

L'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage (article L101-2-1 du code de l'urbanisme).

La renaturation ou la désartificialisation d'un sol

Le processus de restauration ou de réintroduction de fonctions écologiques, paysagères et hydrologiques sur des espaces aujourd'hui artificialisés, dégradés ou sous-fonctionnels. Elle vise à redonner une place aux sols vivants, à la végétation et aux dynamiques naturelles, tout en s'inscrivant dans une approche opérationnelle compatible avec les usages du territoire et les projets d'aménagement.

L'artificialisation nette des sols

L'artificialisation nette des sols est définie comme le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnés.

cf. Décret d'application de l'article L.101-2-1 du code de l'urbanisme, à partir du 1er janvier 2031.

Orientation 9.1. Trajectoire de réduction progressive de la consommation d'ENAF

Le SCoT vise l'objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050. Il organise pour cela une diminution progressive de la consommation d'espaces agricoles naturels et forestiers -ENAF (période 2021-2031) puis de l'artificialisation des sols (2031-2050), complétée par des actions de renaturation permettant de restaurer des sols fonctionnels et de contribuer, le cas échéant, au bilan net d'artificialisation.

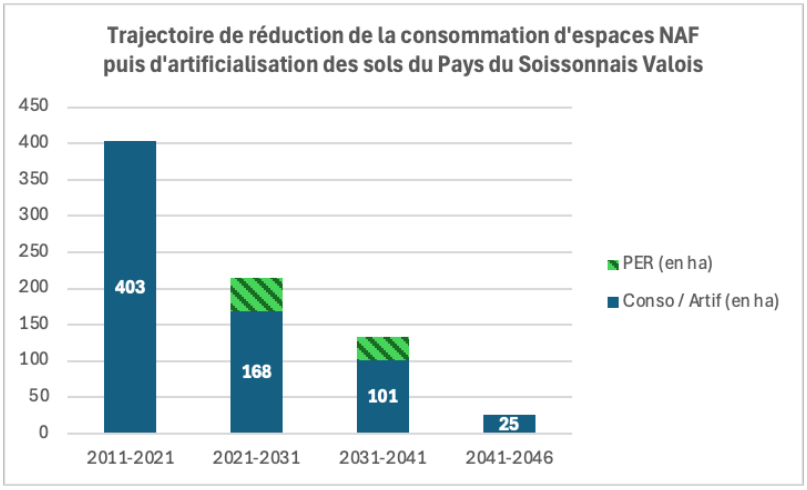
La période de programmation du SCoT est fixée à 20 ans, de 2026 à 2045, et organisée en deux périodes de 10 ans. La première décennie prend en compte les coups partis d'aménagement réalisés entre 2021 et 2026, année d'arrêt de projet du SCoT.

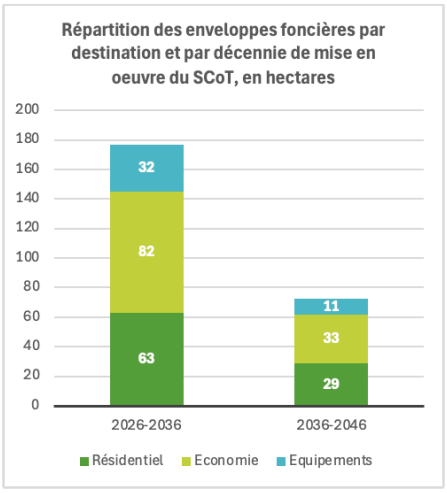
Le rythme de réduction de la consommation d'espaces NAF puis d'artificialisation est décroissant, dans le respect de la loi Climat et Résilience et de la trajectoire régionale fixée par le SRADDET Hauts-de-France. Plus particulièrement, il respecte :

- **le taux de réduction de la consommation d'ENAF fixé par le SRADDET** de la Région Hauts-de-France pour la période 1er janvier 2021 – 1er janvier 2031 de -65,3%, soit une enveloppe maximale de 168 ha ;
    - période 2021-2031 (10 ans) : 168 ha *(soit un rythme de 16,8 ha/an) hors projets d'envergure régionale,* dont une partie de cette enveloppe est déjà consommées sur la période 2021-2026 (arrêt du SCoT) ;
- **la poursuite d'une tendance de réduction sur la période 2031-2046**, permettant d'atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette en 2050 : décomposée de la façon suivante :
    - période 2031-2041 : 101 ha *(soit un rythme de 6 ha/an) d'artificialisation ;*
    - période 2041-2045 (inclus) : 25 ha *(soit un rythme de 2,5 ha/an) d'artificialisation.*

Au total, la consommation d'espaces NAF puis l'artificialisation des sols ne pourra dépasser, à l'échelle du SCoT du Soissonnais Valois, 294 hectares sur la période 2021-2046, en comptant les coups partis d'aménagement réalisés sur la période 2021-2026, qui s'élèvent à 37 ha.

En synthèse, la trajectoire de réduction de l'artificialisation engagée par le SCoT :





Orientation 9.2. Identifier les enveloppes urbaines

Les **enveloppes urbaines** sont définies comme étant les groupements de bâtis qui constituent des noyaux favorables aux développements urbains en densification, voire en extension selon les cas :

- ce sont des ensembles de surfaces urbanisées en continuité formées par le bâti, les rues, les espaces publics et les équipements. Elles comprennent les espaces qui leur sont associés tels que les jardins, les cours, les espaces de stationnement. Une enveloppe urbaine regroupe au moins 10 bâtiments (hors annexes ou bâtiments démontables) distants de 25 mètres au maximum les unes des autres ;
- La délimitation de l'enveloppe urbaine vise à distinguer les projets de développement qui relèvent d'une démarche d'intensification (renouvellement urbain, densification – en enveloppe urbaine) de ceux réalisées en extension (consommation d'ENAF – en dehors).

Elles intègrent l'ensemble du bâti et des aménagements existants, le réseau viaire, et certains espaces artificialisés et non bâtis tels que les parcs et jardins – ces derniers (réseau viaire et espaces artificialisés non bâtis) ne constituent pas des éléments de discontinuité de l'enveloppe urbaine.

La mise en œuvre des objectifs de densification nécessite de prendre en compte le respect des caractéristiques paysagères et urbaines des tissus existants et de la capacité des enveloppes à rapprocher les habitants des services et équipements.

Enfin, une commune peut compter plusieurs enveloppes urbaines.



Cartographie illustrative et schématique Source : ADEUPa

Dans le cas où l'application de ces critères n'identifierait aucune enveloppe urbaine, les communes concernées pourront en identifier une concentrant les principaux éléments de centralité (mairie, lieux associatifs, arrêt de transport collectif, le cas échéant).

Jusqu'en 2030 (inclus), elles peuvent intégrer des espaces naturels agricoles ou forestiers (ENAF) en « dents creuses », inclus à l'enveloppe urbaine du fait de leur forte proximité avec le bâti existant, voire leur enclavement, leur surface limitée (inférieure à 2 500 m^2), et l'absence d'enjeux agricoles ou environnementaux identifiés.

A partir de 2031, l'artificialisation des sols concernera autant les nouveaux espaces ouverts à l'urbanisation que les espaces naturels à l'intérieur des zones construites ou constructibles nécessitant une analyse fine de l'occupation et de l'usage des sols. Les espaces déjà artificialisés seront donc mobilisés en priorité, le recours à des espaces non artificialisés relevant de la séquence ERC.

À compter de 2031, cette disposition s'applique sous réserve du maintien de cette exigence dans le cadre législatif et réglementaire en vigueur. En cas d'évolution de la loi, les dispositions du SCoT sont adaptées en conséquence.

Orientation 9.3. Mobiliser la renaturation et la mobilisation des friches comme leviers de mise en œuvre de la trajectoire ZAN

La renaturation et la mobilisation des friches urbaines participent à la trajectoire de sobriété foncière et à l'atteinte de la zéro artificialisation nette en 2050, pour la première en contribuant à recomposer l'usage des sols et à compenser les éventuels développements urbains mesurés, et pour la seconde en évitant le besoin de nouveaux espaces à urbaniser.

En outre, elle vise à restaurer des sols capables d'assurer leurs fonctions écologiques, hydrologiques, climatiques et agronomiques : infiltration de l'eau, production de biomasse, stockage carbone, accueil de biodiversité et régulation thermique.

Objectif 9.3.1. *Mobiliser les friches et espaces déjà artificialisés*

❖ *Mobiliser les surfaces bâties préexistantes*

La mobilisation des bâtis existants constitue le premier gisement de production de logements comme d'espaces d'accueil à destination des différentes usages urbains (développement économique, équipements, etc.) à mobiliser. Aussi, les opportunités existantes à l'intérieur des enveloppes bâties et aménagées doivent être appréhendées et mobilisées en priorité par :

- la mobilisation du bâti vacant au travers des changements d'usage et de destination des constructions existantes, de la réhabilitation et de l'amélioration du bâti (logements vacants par exemple) ;
- la requalification des friches et le renouvellement urbain,
- la surélévation et l'adaptation des constructions existantes,
- le renouvellement des tissus bâtis (démolition / reconstruction),
- la densification des espaces libres et divisions parcellaires dans les enveloppes urbaines existantes (BIMBY, dents creuses, etc.)

❖ *Réinvestir le foncier déjà artificialisé des friches*

L'inscription des politiques d'aménagement dans l'objectif ZAN incite à la réutilisation en priorité des espaces déjà artificialisés non utilisés. Le Pays du Soissonnais Valois dispose de friches d'activités économiques principalement, qu'il est nécessaire de mobiliser dans la mise en œuvre du projet. Leur remobilisation constitue autant un objectif (contribuant à l'amélioration de la qualité du cadre de vie global, la renaturation le cas échéant) qu'un moyen de mise en œuvre du projet de manière frugale.

Les intercommunalités identifieront et traiteront le devenir des friches, des locaux et espaces commerciaux obsolètes ou d'activités ayant perdu tout usage, et ce afin de répondre aux besoins programmatiques de la stratégie du SCoT (offre résidentielle et économique). Elles développeront une stratégie foncière et immobilière favorisant leur réutilisation pour leurs projets, en prenant en compte et adaptant leurs usages aux contraintes des sites (pollution des sols et des matériaux de construction, localisation par rapport aux centralités et aux générateurs de flux, etc.).

La situation des friches du territoire est la suivante :

- **GrandSoissons Agglomération** : 39 friches repérées pour une surface de 28,5 ha. Leur réutilisation, pour divers projets, s'inscrit dans une stratégie foncière
- **CC Oulchy-le-Château, CC de Val de l'Aisne, CC Retz-en-Valois** : 28 friches en 2026 (recensement Cartofriches) pour une surface de 35,3 ha. Leurs caractéristiques respectives impliquent des contraintes particulières (pollution, ampleur, patrimonialité bâtie, etc.). Leur mobilisation doit être envisagée sur le long terme, pour produire des effets à échéance SCoT.

Cet état des lieux devra être complété et actualisé *in itinere*. Il constitue la base d'une stratégie d'intervention foncière communautaire établie à moyen et long terme.

Objectif 9.3.2. *Cadre général de la renaturation dans le SCoT*

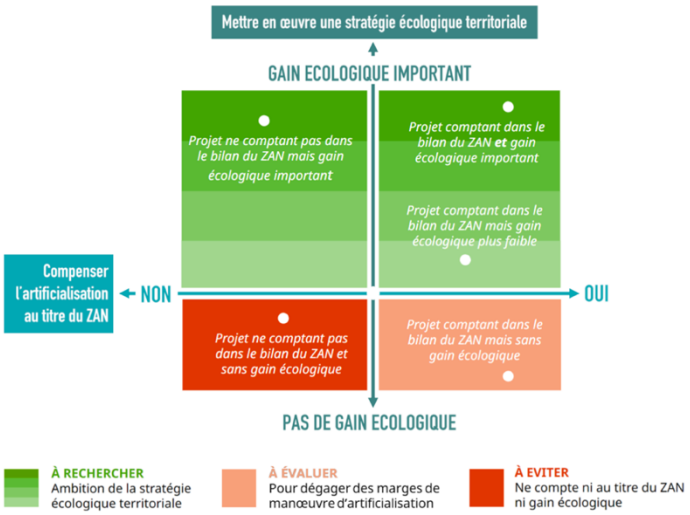
Pour participer à l'atteinte de l'objectif zéro artificialisation nette en 2050, le SCoT fixe des objectifs de renaturation :

- Entre 2021 et 2031, **la renaturation consiste à identifier des espaces urbanisés pour les transformer en espaces naturels, agricoles ou forestiers** (ENAF). Ces surfaces renaturées pourront contribuer à compenser, en surface, les espaces NAF consommés par l'urbanisation, dans le cadre de la trajectoire de sobriété foncière du SCoT ;
- A partir de 2031, **la renaturation consiste à désartificialiser les sols. Elle est prise en compte dans le bilan ZAN regard du solde entre surfaces artificialisées et surfaces désartificialisées, selon**

les catégories listées par la nomenclature annexée à l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme (à date de l'approbation du SCoT).

La renaturation ne se substitue pas aux efforts d'évitement et de réduction. Elle intervient au terme de la séquence éviter, réduire, compenser. À ce titre, le SCoT met en œuvre une stratégie fondée sur les priorités suivantes :

- **éviter l'urbanisation** dans les secteurs à forte valeur écologique, notamment les espaces de protection réglementaire, les secteurs d'inventaire, les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques ;
- **réduire les impacts des projets lorsque l'urbanisation ne peut être évitée**, par la limitation de l'emprise au sol, l'optimisation des volumes, la compacité des aménagements et la préservation des fonctions écologiques existantes ;



- **anticiper les besoins de compensation** en identifiant des secteurs potentiels de renaturation, dans une logique de restauration des fonctions écologiques et d'équivalence fonctionnelle. Les actions de compensation s'inscriront en outre dans l'objectif de restauration des fonctions écologiques et s'inscriront dans un principe d'équivalence fonctionnelle.

Les actions de renaturation contribuent également au renforcement du réseau d'espaces naturels du territoire. Elles peuvent viser l'absence de perte nette, voire un gain de biodiversité à l'échelle du SCoT. Dans ce cas, les mesures de compensation sont assorties d'une obligation de résultat et doivent rester effectives pendant toute la durée des atteintes à la biodiversité.

Objectif 9.3.3. Définir les zones préférentielles pour la renaturation

Le SCoT identifie des zones préférentielles pour la renaturation (ZPR) qui constituent des espaces **d'investigation à préciser par les PLU(i)** qui les délimitent. Les ZPR :

- repèrent les sites pouvant accueillir des actions de renaturation, de restauration écologique (continuités écologiques), de désimperméabilisation, d'amélioration de la fonctionnalité des sols (ressources en biomasse, régulation du cycle de l'eau, séquestration du carbone, réserve de biodiversité), d'améliorer le confort climatique.
- contribuent au renforcement du réseau d'espaces naturels assurant les fonctions écologiques et climatiques du territoire.
- améliorent les fonctionnalités écologiques des espaces et peut constituer une mesure de compensation visant l'absence de perte nette, voire un gain de biodiversité à l'échelle du SCoT. Dans ce cas, les mesures de compensation doivent se traduire par une obligation de résultats et être effectives pendant toute la durée des atteintes à la biodiversité.

Les ZPR identifiées ne constituent pas toutes des espaces de renaturation, notamment celles identifiées sur les espaces agricoles ou forestiers fonctionnels. Toutefois, s'appuyant sur les zonages des espaces repérés au titre de la trame verte et bleue, pouvant être identifiés sur des espaces ouverts cultivés, ces ZPR invitent au repérage précis, au sein de ces espaces, de tènements fonciers pouvant faire l'objet de renaturation (exemples : plateformes de gestion du bois, bâtiments agricoles désaffectés, etc.)

Les ZPR peuvent, le cas échéant, être concernées par le droit de préemption urbain prévu pour favoriser l'atteinte des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols, dans les conditions prévues par l'article L.211-1-1 du code de l'urbanisme.

Objectif 9.3.4. *Prioriser les actions de renaturation en appui d'une hiérarchie des ZPR*

Afin d'assurer l'efficacité et la cohérence des actions de renaturation à l'échelle du territoire, les ZPR sont hiérarchisées selon leur rôle dans le fonctionnement écologique, hydrologique et climatique.

Cette hiérarchisation permet de prioriser les actions de renaturation, en articulation avec les objectifs de préservation des continuités écologiques, de gestion de l'eau, d'adaptation au changement climatique et de limitation de l'artificialisation des sols.

❖ *ZPR structurantes : priorité forte à l'échelle du SCoT*

Les ZPR structurantes correspondent aux espaces contribuant de manière déterminante au fonctionnement écologique global du territoire et au maintien des grandes continuités naturelles.

Elles comprennent :

- les corridors écologiques majeurs de la trame verte et bleue ;
- les abords immédiats des réservoirs de biodiversité ;
- les espaces de vallées, cours d'eau et leurs abords ;
- les enveloppes des zones inondables et zones d'expansion des crues ;

Dans ces espaces, les documents d'urbanisme priorisent les actions de renaturation et de restauration écologique, préservent les continuités écologiques et hydrauliques existantes et limitent toute artificialisation nouvelle susceptible de porter atteinte à leur fonctionnalité.

Ces espaces constituent l'armature écologique et climatique du territoire et participent à la régulation du cycle de l'eau, au stockage de carbone et au maintien de la biodiversité.

❖ *ZPR de reconnexion : priorité intermédiaire*

Les ZPR de reconnexion correspondent aux espaces permettant de restaurer les continuités écologiques et de limiter les effets de fragmentation liés à l'urbanisation et aux infrastructures.

Elles comprennent :

- les coupures urbaines vertes et paysagères ;
- les axes de ruissellement des eaux pluviales ;
- les abords des infrastructures de transport ;
- les franges urbaines en interface avec les espaces agricoles et naturels ;
- les corridors écologiques secondaires.

Dans ces espaces, les documents d'urbanisme favorisent les actions de renaturation permettant de rétablir les continuités écologiques et hydrologiques, intègrent des dispositifs de gestion des eaux pluviales fondés sur l'infiltration et la désimperméabilisation, et améliorent les interfaces entre espaces urbains, agricoles et naturels.

Ces espaces jouent un rôle de transition et de connexion entre les réservoirs de biodiversité et les espaces urbanisés.

❖ *ZPR d'opportunité : priorité locale et opérationnelle*

Les ZPR d'opportunité correspondent aux espaces mobilisables à court terme pour des actions de renaturation, notamment en milieu urbain ou artificialisé.

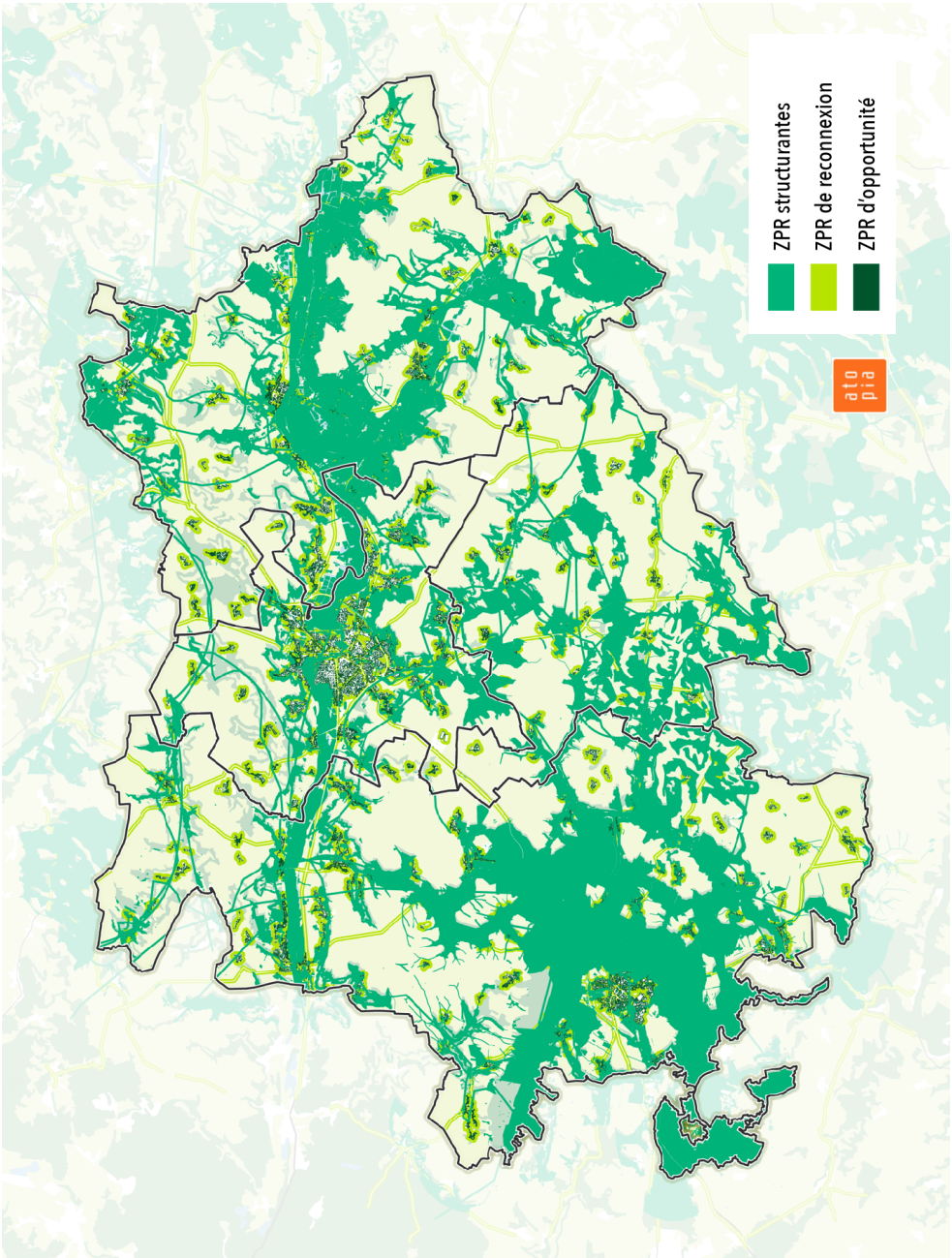
Elles comprennent :

- les espaces artificialisés non-bâtis ;
- les espaces verts dégradés ou peu fonctionnels ;
- les dépendances d'infrastructures ;
- les abords des grands équipements ;
- les cours d'eau busés et les zones humides dégradées ou disparues.

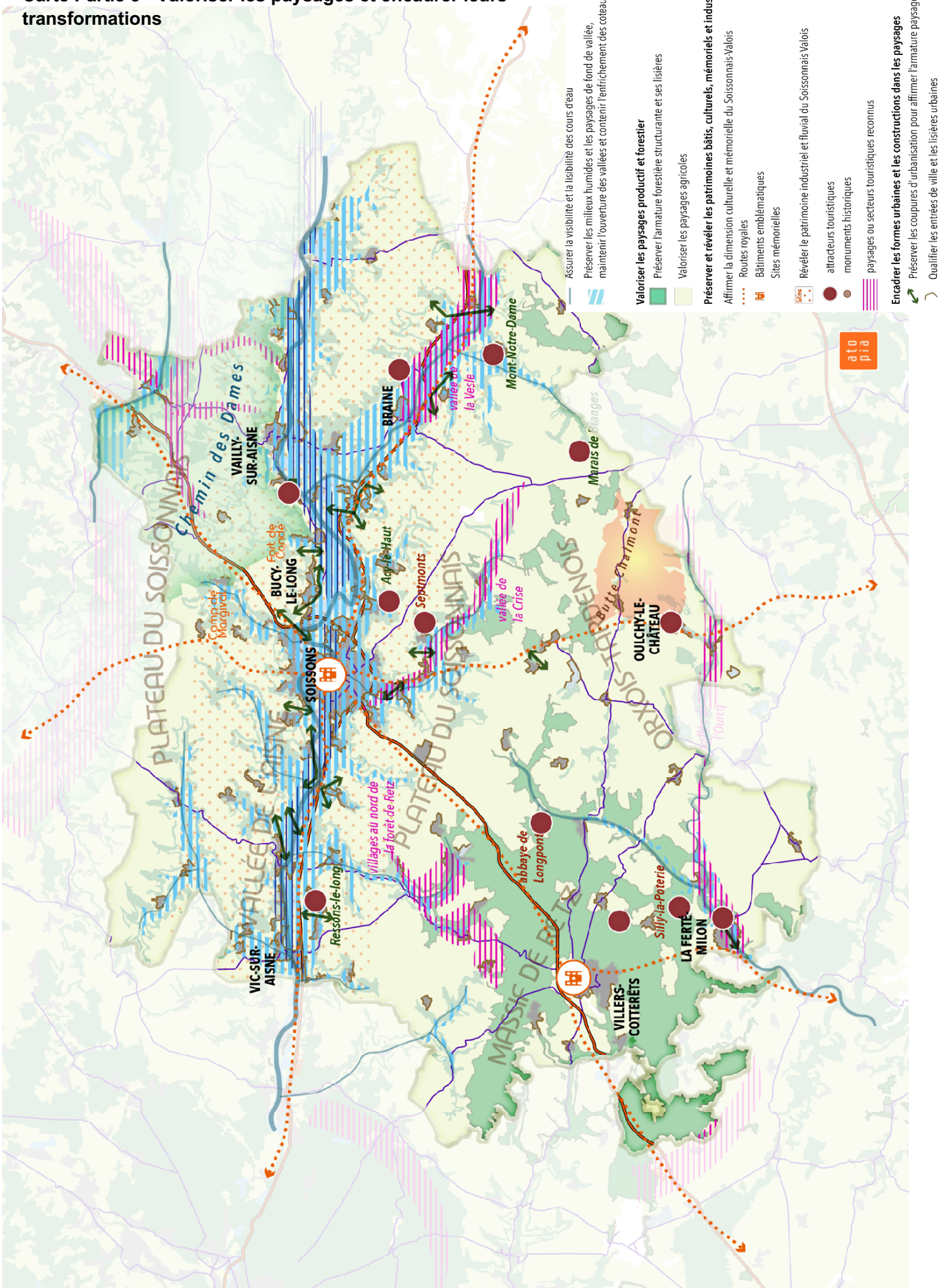
Dans ces espaces, les documents d'urbanisme encouragent les actions de désimperméabilisation et de végétalisation, favorisent la création d'îlots de fraîcheur et soutiennent les initiatives locales de renaturation et de valorisation écologique.

Ces espaces constituent des leviers opérationnels permettant d'obtenir des gains rapides en matière de biodiversité, de qualité paysagère, d'infiltration des eaux et de confort climatique.

Cartographie des zones préférentielles de renaturation du Pays du Soissonnais Valois



Carte Partie 3 - Valoriser les paysages et encadrer leurs transformations



10. Valoriser les paysages et encadrer leurs transformations

Rappel des enjeux du diagnostic

Le Soissonnais Valois se caractérise par une grande diversité de paysages, structurés par les vallées de l'Aisne, de l'Ourcq, de la Crise, de la Vesle et de l'Ailette, par les plateaux agricoles ouverts, la forêt de Retz, les boisements secondaires, les coteaux, les bourgs de vallée, les villages de plateau et un patrimoine bâti, culturel, mémoriel et industriel particulièrement dense.

Ces paysages constituent à la fois un socle d'identité, un support d'attractivité, un capital écologique et un cadre de vie, mais ils sont exposés à plusieurs fragilités : fermeture des vallées, enfrichement des coteaux, banalisation des entrées de ville, extensions linéaires, fragmentation des lisières, perte de lisibilité des cours d'eau et intégration parfois insuffisante des formes bâties contemporaines.

Stratégie du PAS

Le PAS affirme la qualité paysagère comme un levier d'organisation du développement territorial, au même titre que la sobriété foncière, la transition écologique et l'attractivité résidentielle, touristique et économique. La stratégie vise à révéler les grands motifs du Soissonnais Valois, à préserver les continuités paysagères et écologiques, et à encadrer les transformations urbaines, agricoles, économiques et énergétiques afin qu'elles renforcent la lisibilité des paysages plutôt qu'elles ne les banalisent.

Le SCoT poursuit un double objectif : valoriser les grands paysages identitaires du Soissonnais Valois et maîtriser l'inscription paysagère des développements futurs. Il s'agit de préserver les vallées, les forêts, les paysages agricoles, les patrimoines bâtis et mémoriels, tout en encadrant les formes urbaines, les entrées de ville, les lisières, les infrastructures et les grands volumes bâtis.

Orientation 10.1. Valoriser les paysages liés à l'eau et aux vallées

Objectif 10.1.1. Assurer la visibilité et la lisibilité des cours d'eau

- Le SCoT vise à maintenir et renforcer la visibilité des cours d'eau dans le paysage, en conciliant qualité paysagère, fonctionnement écologique et gestion hydraulique. À ce titre, les documents d'urbanisme et les projets veillent à préserver les vues sur l'eau depuis les voies, chemins ruraux, ponts, belvédères, entrées de bourg et points hauts.
- La gestion des ripisylves recherche une alternance entre séquences ouvertes et séquences arborées, afin de prévenir les fermetures paysagères excessives tout en maintenant les continuités écologiques et hydrauliques. Les fenêtres visuelles sur l'eau identifiées localement sont préservées.
- Au sein des secteurs paysagers des vallées emblématiques, les vues sur les spécificités locales (bâties, naturelles, patrimoniales) sont préservées (vallées de l'Aisne, de la Vesle, de la Crise et de l'Ourcq).

Objectif 10.1.2. Préserver les milieux humides et les paysages de fond de vallée

Les zones humides des vallées de l'Aisne, de la Vesle, de la Crise, de l'Ailette et des autres cours d'eau du Soissonnais Valois, les prairies inondables, bras morts et mares constituent des composantes écologiques et paysagères essentielles. Elles participent à la biodiversité, à la régulation hydraulique et à la qualité des ambiances de fond de vallée.

Le SCoT vise à préserver et restaurer ces milieux humides en :

- préservant les prairies inondables et les continuités humides en fond de vallée ;
- entretenant et restaurant les mares et zones humides ;

- prévenant les phénomènes de drainage, de comblement ou de pollution susceptibles d'altérer leur fonctionnement ;
- inscrivant la gestion de ces milieux en cohérence avec les objectifs des SAGE et des politiques locales de l'eau.

Objectif 10.1.3. Maintenir l'ouverture des vallées et contenir l'enfrichement des coteaux

Les fonds de vallée du Soissonnais Valois, en particulier ceux de l'Aisne, de l'Ailette, de la Vesle et de leurs affluents, constituent des paysages ouverts structurants, associant prairies, cultures diversifiées, peupleraies ponctuelles et bourgs de vallée. Le maintien de leur ouverture et de leur vocation productive participe à la qualité paysagère, à la biodiversité et à la prévention des fermetures liées à l'enfrichement ou à la progression des boisements.

Le SCoT vise à maintenir la vocation agricole des fonds de vallée et à limiter la fermeture progressive des coteaux par l'enfrichement ou les boisements spontanés. Sont notamment recherchés :

- le maintien de prairies permanentes ou temporaires participant à la gestion des zones inondables et à la qualité paysagère ;
- le développement de cultures diversifiées, spécialisées, maraîchères ou de proximité lorsque les conditions agronomiques le permettent ;
- le maintien d'espaces agricoles ouverts sur les pentes les plus lisibles et les clairières structurantes ;
- les pratiques compatibles avec les contraintes topographiques, notamment l'élevage extensif et la gestion des prairies.

Les systèmes d'étangs permettant la pêche récréative peuvent également participer à la valorisation paysagère des fonds de vallée, sous réserve de compatibilité avec les objectifs écologiques et hydrauliques.

Objectif 10.1.4. Préserver et développer les ripisylves

Les ripisylves de l'Aisne, de l'Ailette, de la Vesle et de leurs affluents constituent une infrastructure écologique et paysagère majeure du Soissonnais Valois. Elles structurent les vallées, accompagnent les bourgs de fond de vallée et participent à la qualité des ambiances paysagères.

Le SCoT vise à préserver les ripisylves existantes en tant qu'éléments constitutifs de la trame verte et bleue du territoire, restaurer les continuités des linéaires boisés et des boisements rivulaires, et à éviter leur fragmentation. Les restaurations privilégient des essences locales adaptées aux milieux alluviaux et aux dynamiques hydrauliques.

La gestion des ripisylves recherche une continuité écologique, tout en maintenant une alternance de séquences boisées et des ouvertures ponctuelles vers l'eau depuis les chemins, ponts, espaces publics et points hauts.

Objectif 10.1.5. Préserver l'armature forestière structurante et ses lisières

Le Soissonnais Valois s'appuie sur une armature forestière structurante, dominée par la forêt d'exception du Massif de Retz et complétée par de nombreux boisements organisant les transitions entre plateaux, vallées et espaces agricoles. Ces ensembles constituent à la fois des réservoirs de biodiversité, des repères visuels, des horizons paysagers majeurs et des supports d'usages économiques, récréatifs, touristiques et de santé.

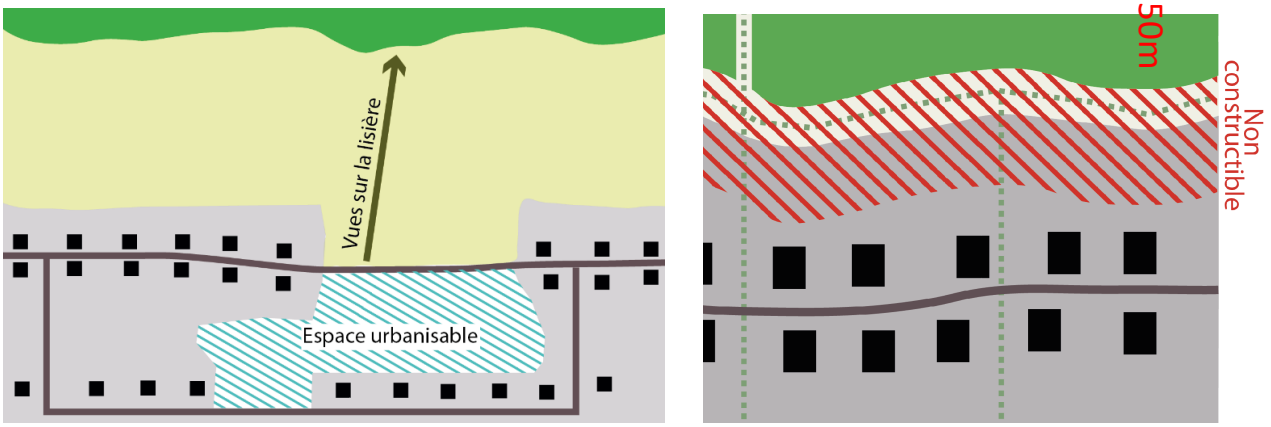
Le SCoT vise à préserver cette armature forestière et à maintenir la lisibilité des lisières depuis les espaces urbanisés. Les lisières forestières constituent des espaces de transition sensibles entre forêt, agriculture et urbanisation. Elles participent à l'identité des bourgs forestiers, à la qualité des vues et à l'ancrage des centralités dans leur environnement naturel.

À ce titre, les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement :

- maintiennent la continuité des boisements, corridors boisés et lisières forestières, en préservant l'exceptionnalité paysagère de la forêt de Retz, les clairières, les percées visuelles et les interfaces contribuant à la qualité des panoramas ;
- préservent des transparences paysagères vers les lisières forestières depuis les cœurs de bourg, les espaces publics et les axes viaires, notamment en évitant le comblement systématique des dents creuses ou interstices qui participent à la mise en scène du grand paysage ;
- organisent des espaces de transition paysagers entre les espaces bâtis et les massifs boisés, afin de limiter les effets de fragmentation, de réduire les pressions liées à l'urbanisation et de maintenir une limite lisible entre espaces urbanisés et espaces forestiers ;
- instaurent une bande de recul de 50 mètres en lisière des massifs forestiers, au sein de laquelle est proscrite toute construction principale contribuant au rapprochement de l'urbanisation vers cette lisière, afin de préserver les qualités écologiques, paysagères et fonctionnelles des franges forestières.

La forêt est également valorisée comme ressource territoriale : filière bois, espace de bien-être, support de santé, lieu de loisirs et composante d'une stratégie touristique qualitative. Les parcours de découverte et les aménagements associés restent sobres, intégrés et compatibles avec la préservation des milieux.

schémas illustratifs des dispositions décrites supra



>> Voir les Orientations 3 Développer une destination touristique structurée et attractive valorisant les patrimoines du Pays du Soissonnais Valois, 5. Soutenir la forêt et le bois comme filière économique durable, et 14. Accélérer la transition énergétique du Soissonnais – Valois pour atteindre la neutralité carbone en 2050

Objectif 10.1.6. Valoriser les paysages agricoles

Les paysages agricoles constituent une composante majeure de l'identité du Soissonnais Valois. Plateaux cultivés, vallées ouvertes, clairières, coteaux, rebords de plateaux, franges villageoises, chemins ruraux, mares, haies, bosquets et lisières boisées structurent la lecture du grand paysage et participent à la qualité du cadre de vie.

Le SCoT vise à préserver ces paysages tout en permettant l'évolution des exploitations agricoles. Il recherche un équilibre entre fonction productive, qualité paysagère, préservation des sols, biodiversité, gestion de l'eau et adaptation au changement climatique.

Les documents d'urbanisme locaux visent :

- la préservation des grands ensembles agricoles structurants, notamment les plateaux ouverts, vallées cultivées, clairières, coteaux et rebords de plateaux ;
- le maintien des vues longues, des silhouettes villageoises, des perspectives sur les vallées, des lisières forestières et les éléments patrimoniaux, lorsque leur sensibilité paysagère le justifie ;

- à enrayer le mitage, la fragmentation des terres agricoles et l'étirement linéaire de l'urbanisation le long des voies, en inscrivant les extensions en continuité des tissus bâtis existants ;
- la préservation et la restauration des éléments du paysage rural, notamment haies, alignements, bosquets, arbres isolés, mares, chemins ruraux, fossés, talus et lisières végétales ;
- l'intégration des bâtiments agricoles, infrastructures et installations techniques dans les lignes de force du paysage, en tenant compte de la topographie, des covisibilités, des entrées de village, des vues depuis les axes de découverte et des structures végétales existantes ;
- le maintien des éléments paysagers structurants. Lorsqu'elle est nécessaire et justifiée, prévoir une reconstitution adaptée, cohérente avec les continuités paysagères et écologiques ;
- l'emploi, pour les plantations nouvelles, des essences locales, diversifiées et adaptées au changement climatique, compatibles avec le fonctionnement des exploitations agricoles.

Orientation 10.2. Préserver et révéler les patrimoines bâtis, culturels, mémoriels et industriels

En complément de cette orientation, le « Cahier de recommandations architecturales pour la rénovation énergétique du patrimoine bâti » est annexé au DOO du SCoT du Soissonnais Valois.

Objectif 10.2.1. Préserver les patrimoines remarquables et leurs abords

Le territoire présente une grande diversité de bâtiments remarquables, classés ou inscrits, qui témoignent de la richesse des occupations humaines passées. Ces éléments patrimoniaux constituent des repères structurants dans les paysages du Soissonnais Valois.

Cette richesse s'exprime également dans l'architecture vernaculaire : pierre de taille, moellon, murs de clôture, façades en calcaire, corniches, chaînages, encadrements, pignons à redents dits « pas de moineaux ». Les façades en pierre calcaire, les murs de clôture, ainsi que les modénatures sobres (corniches, chaînages, encadrements) participent à la qualité des ensembles bâtis et à la lisibilité des formes urbaines. Ces éléments participent à l'unité des bourgs, villages et centralités.

Le SCoT vise à garantir leur conservation, le cas échéant leur restauration, leur lisibilité et leur transmission. Les documents d'urbanisme et les projets veillent à préserver leurs abords, perspectives et covisibilités, et à encadrer les interventions contemporaines afin de proposer un voisinage harmonieux avec les caractéristiques architecturales et paysagères existantes.

Objectif 10.2.2. Accompagner l'évolution du patrimoine bâti vernaculaire

La qualité paysagère du Soissonnais Valois repose aussi sur des patrimoines non protégés : petits châteaux, manoirs, moulins, lavoirs, fermes, murs, venelles, sentes et éléments végétaux associés.

Le SCoT vise à préserver, rénover et valoriser ce patrimoine ordinaire en respectant les savoir-faire locaux, les matériaux traditionnels et les techniques de construction adaptées. La restauration de ce patrimoine du quotidien mobilise aussi les nouvelles possibilités ouvertes par les matériaux biosourcés et mobilisent des chaînes d'approvisionnement locales. En outre, l'amélioration des performances thermiques et énergétiques est réalisée de manière à préserver les motifs architecturaux locaux (briques industrielles, pierres claires ou pierre meulière).

Les nouvelles constructions implantées à proximité doivent éviter toute dégradation de la perception du patrimoine bâti ou paysager.

Objectif 10.2.3. *Affirmer la dimension culturelle et mémorielle du Soissonnais-Valois*

Le Soissonnais Valois est profondément marqué par son histoire. Les lignes de front, nécropoles, monuments, vestiges militaires, sites du Chemin des Dames, fort de Condé, camp de Margival (Wolfsschlucht II), monument des Fantômes de Landowski à Oulchy-le-Château et paysages de mémoire constituent des éléments majeurs de son identité.

À ces paysages mémoriels s'ajoutent les châteaux, églises, cathédrales, abbayes, abbatiales, prieurés, jardins historiques et sites archéologiques, qui structurent durablement le paysage et le récit territorial.

Les documents d'urbanisme locaux identifient, préservent et révèlent ces patrimoines au travers :

- du maintien de la lisibilité des sites, perspectives et ambiances mémorielles ;
- du renforcement de leur mise en réseau et leur accessibilité qualitative *(cf. Orientations 3 et 7) ;*
- leur inscription dans une stratégie de mise en tourisme fondée sur la transmission et la pédagogie ;
- l'encadrement des équipements touristiques par des aménagements sobres, intégrés et réversibles.

Objectif 10.2.4. *Révéler le patrimoine industriel et fluvial du Soissonnais Valois*

La vallée de l'Aisne porte les traces d'une histoire industrielle liée à la ressource hydraulique, aux activités extractives et aux fonctions logistiques. Les usines de fond de vallée, la sucrerie à l'est de Soissons, les anciennes gravières, les étangs, les chemins de halage, le canal de l'Aisne, les ponts et ouvrages d'art rappellent le rôle productif et fluvial de la vallée.

Le SCoT vise à reconnaître cette mémoire industrielle comme une composante du paysage. Il s'agit de révéler les héritages peu lisibles, souvent masqués par la végétation ou réduits à leur fonction technique, afin de les inscrire dans un récit territorial associant eau, extraction, production et paysage.

Les projets valoriseront :

- les anciennes gravières et les étangs issus de l'extraction comme un patrimoine singulier de la vallée afin de mieux révéler ces espaces, d'en améliorer la lisibilité et l'accessibilité maîtrisée lorsque cela est compatible avec les enjeux écologiques, et de faire de ces paysages hybrides, à la fois naturels et issus de l'activité humaine, des supports d'interprétation et de découverte.
- les infrastructures liées à l'activité industrielle et au transport fluvial, telles que les chemins de halage, les ponts et ouvrages d'art (témoins de l'histoire des déplacements et des échanges) pour renforcer leur rôle dans les parcours paysagers et les itinéraires de découverte le long de l'Aisne et du canal.
- l'ensemble du patrimoine industriel dans une stratégie de mise en tourisme qualitative tel que des parcours thématiques et des dispositifs d'interprétation mettant en lumière les liens entre eau, extraction, production et paysage, en s'appuyant sur l'existant et en privilégiant des aménagements sobres et intégrés.

Orientation 10.3. Encadrer les formes urbaines et les constructions dans les paysages

Cette orientation vise à maîtriser l'impact paysager des développements urbains, économiques, agricoles, énergétiques et infrastructurels, en s'appuyant sur les caractéristiques morphologiques des villes, bourgs, villages et hameaux.

Objectif 10.3.1. *Affirmer l'identité des bourgs selon leur contexte paysager*

La morphologie urbaine désigne l'organisation spatiale des villes et villages : structure du bâti, implantation des constructions, tracé viaire, hiérarchie des espaces publics, parcellaire, formes urbaines et densités. Elle permet de comprendre l'identité des centralités et leurs transitions avec les espaces agricoles ou naturels.

Le SCoT vise à densifier sans banaliser les formes urbaines et veille à leur intégration dans les grands paysages. Les documents d'urbanisme et les projets veillent à :

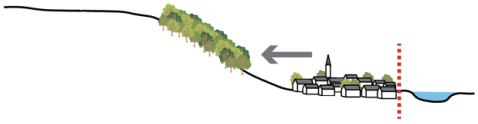
- réhabiliter les bâtiments anciens, mobiliser les bâtiments vacants, reconvertir les friches et implanter les nouveaux projets dans les dents creuses et espaces interstitiels ;
- préserver les vues remarquables, les perspectives patrimoniales et les lignes de force du paysage ;
- conserver des cœurs d'îlot végétalisés, jardins et espaces d'intimité ;
- encadrer la construction dans les hameaux en limitant les possibilités aux dents creuses les plus stratégiques, en n'étendant pas l'enveloppe urbaine du hameau, et en évitant l'urbanisation de second rang pour conserver la trame d'implantation du bâti existant ;
- assurer le bouclage des circulations et la cohérence du maillage viaire.

Le développement des bourgs est adapté à leur contexte :

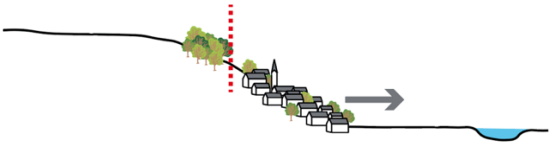
- les bourgs et hameaux en fond de vallée préservent les berges des cours d'eau, leurs abords et les qualités paysagères et écologiques associées. Ils développent un projet d'aménagement résilient face aux aléas naturels (inondation, ruissellement, en particulier) ;
- les bourgs et hameaux de coteau préservent les hauts de coteaux, les rebords de plateau et les vues sur les boisements ;
- les bourgs et hameaux de plateau et situés à proximité de rebords de coteau préservent les lignes d'horizon – hauts de coteaux, les ouvertures paysagères et les transitions avec les espaces agricoles.

Illustrations des principes d'aménagement décrits ci-dessus

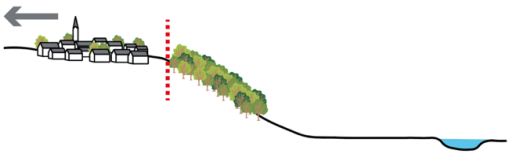
Bourgs et hameaux en fond de vallée



Bourgs et hameaux de coteau



Bourgs et hameaux de plateau et situés à proximité de rebords de coteau



Objectif 10.3.2. *Insérer les bâtis volumineux, infrastructures et productions d'énergie dans les paysages*

ou installations ou volumes bâtis dits « importants » (bâtiments agricoles, équipements publics, gymnases, salles des fêtes, centrales photovoltaïques, réseaux de lignes électriques aériennes ou autres constructions imposantes) peuvent créer des ruptures d'échelle dans les paysages ouverts. Le SCoT vise à encadrer leur insertion par :

- une implantation cohérente avec la topographie, les lignes de force du paysage, les crêtes, les covisibilités et les vues lointaines ;
- une accroche privilégiée à un ensemble bâti existant ou à une structure végétale constituée : bosquet, lisière, alignement ;
- des aménagements paysagers structurants jouant le rôle de masque en façade des voies ;
- l'adaptation des hauteurs, volumes, teintes et matériaux au contexte paysager ;
- la préservation des continuités écologiques et des qualités paysagères définies par le SCoT.

Objectif 10.3.3. *Préserver les coupures d'urbanisation pour affirmer l'armature paysagère*

La prédominance des espaces naturels, agricoles ou forestiers au sein des coupures vertes doit être assurée sur une distance suffisante afin de maîtriser les risques de conurbation, entendue comme le rapprochement progressif de deux entités urbaines jusqu'à leur jonction.



Les coupures d'urbanisation assurent des respirations paysagères entre les espaces bâtis et limitent les risques de conurbation. Elles jouent également un rôle de corridor écologique, de transition agricole ou naturelle et de support potentiel de renaturation.

Dans les coupures vertes identifiées par le DOO, le SCoT vise à :

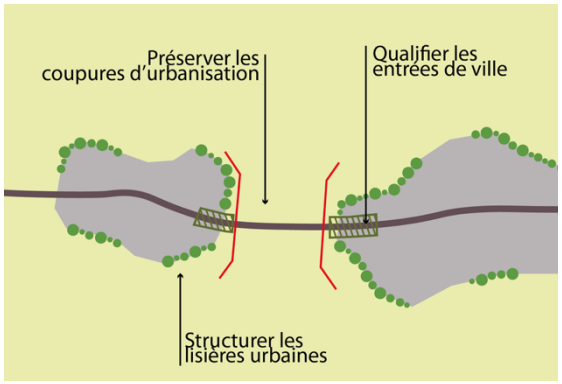
- marquer clairement les limites de l'urbanisation et enrayer le développement linéaire le long des axes routiers ;
- maintenir ou renforcer les espaces naturels, agricoles ou forestiers ;
- insérer les bâtiments isolés, franges urbaines et entrées de bourgs ;
- développer, lorsque cela est pertinent, des ceintures de production maraîchère, jardins partagés, vignes ou vergers ;
- constituer des espaces de renaturation, notamment à proximité des corridors de biodiversité.

Objectif 10.3.4. *Qualifier les entrées de ville et les lisières urbaines*

Les entrées de ville et les franges urbaines constituent des espaces de contact entre tissus bâtis, espaces agricoles et milieux naturels. Elles participent à la perception du territoire, à la lisibilité des centralités et à la compréhension des limites urbaines.

Le SCoT vise à éviter les ruptures morphologiques et paysagères et à structurer des transitions progressives en :

- assurant un épannelage des hauteurs et des gabarits entre espaces ouverts et tissus constitués, afin d'accompagner la transition entre ville et campagne ;
- composant des séquences végétalisées le long des axes d'entrée et en frange urbaine, en structurant des alignements, des haies et des masses plantées participant à la mise en scène des perspectives ;
- qualifiant les fronts urbains visibles depuis les axes structurants.



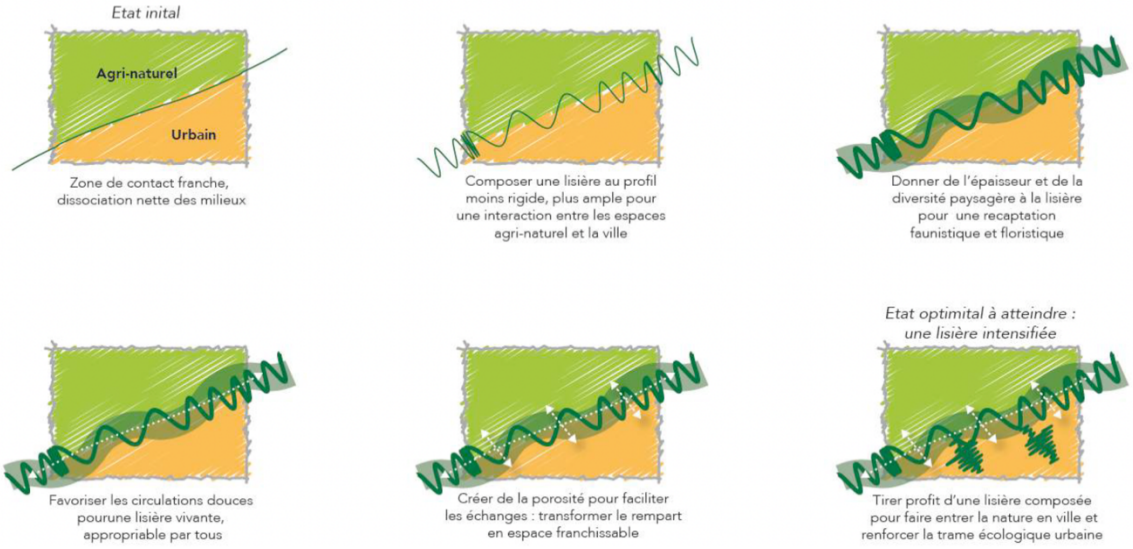
Les lisières urbaines sont affirmées comme des limites pérennes et fonctionnelles. Elles intègrent des espaces tampons, des cheminements doux, des continuités écologiques et des structures végétales assurant la transition entre espaces urbanisés, agricoles et naturels.

Les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement concourent à un paysage non banalisant et déqualifiant des lisières urbaines, existantes ou projetées. Pour cela, ils :

- recherchent une diversité dans les tracés des limites urbaines, afin de donner un aspect varié aux franges ;
- assurent une cohérence bâtie et paysagère des silhouettes sans pour autant verser dans la monotonie (recherche d'une pluralité des essences et des solutions de traitement paysager) ;

- privilégient les éléments de paysage fixes préexistants pour définir les limites urbaines (haies, bosquets, tour de village, chemin rural).

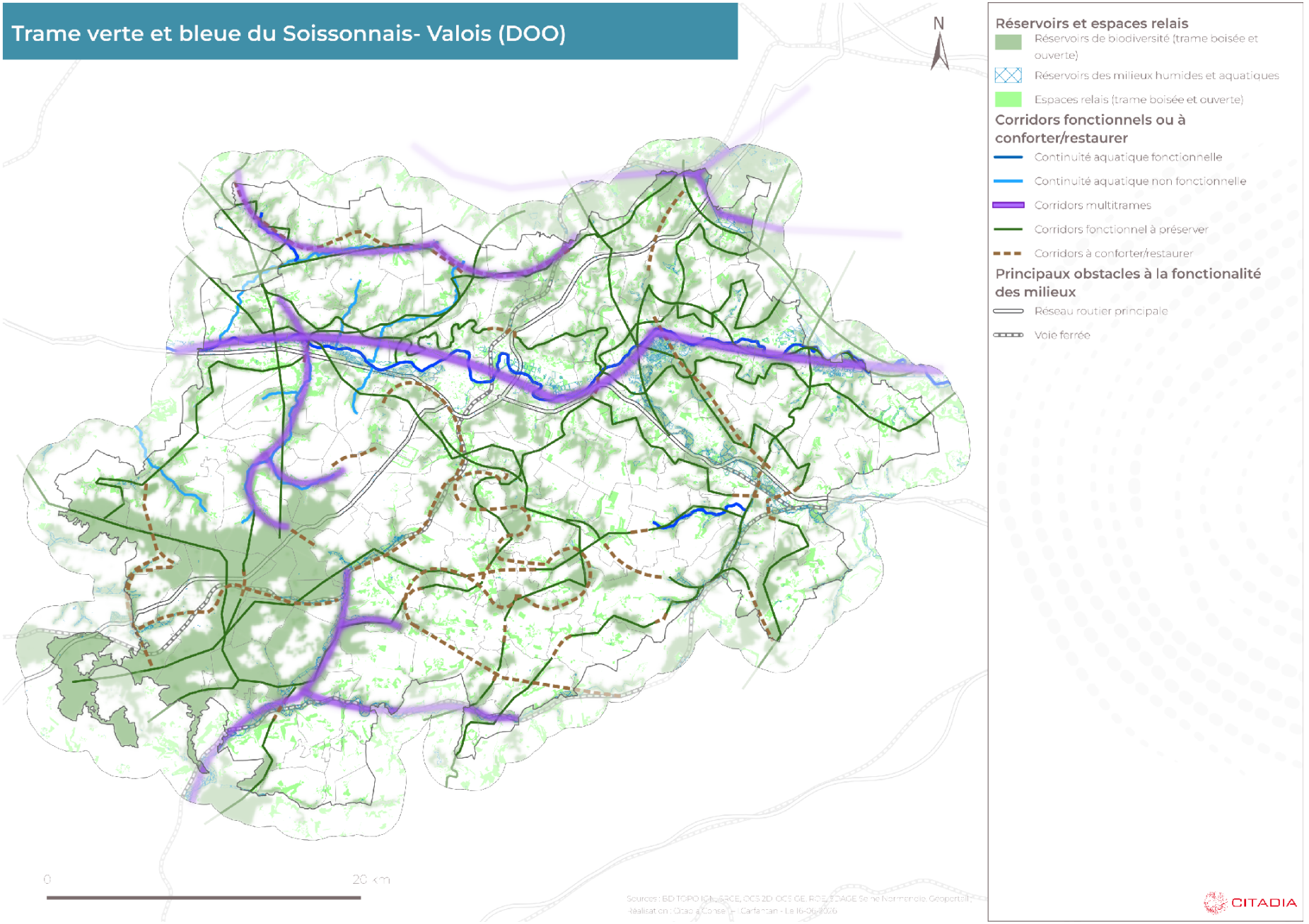
Illustration de l'évolution d'une lisière urbaine vivante et diversifiée



En particulier, les secteurs d'entrée de ville occupés par des zones d'activités économiques seront améliorés pour :

- éviter la dispersion et la saturation visuelle liées à l'affichage et aux préenseignes en recherchant une harmonie d'ensemble ;
- limiter leur visibilité depuis l'espace public et les paysages ouverts des espaces de stationnement ;
- améliorer le traitement des espaces publics par une végétalisation des abords.

Trame verte et bleue du Soissonnais- Valois (DOO)



11. Protéger et restaurer les trames écologiques en faveur de la richesse biologique du Soissonnais Valois

Enjeux du diagnostic

Le Soissonnais Valois occupe une position écologique stratégique, à l'interface des grands massifs forestiers des Hauts de France et des franges franciliennes, des vallées de l'Aisne, de l'Ourcq, de la Crise et de leurs affluents, des plateaux agricoles du Soissonnais et des paysages vallonnés de l'Orxois Tardenois. Cette diversité de milieux constitue un maillon du réseau écologique interrégional, mais reste fragilisée par la fragmentation des habitats, l'artificialisation des sols, les ruptures de continuités, la pression sur les milieux humides, les phénomènes de ruissellement et les effets du changement climatique. La préservation des trames verte, bleue et noire constitue ainsi un levier majeur pour maintenir la biodiversité, préserver les services écosystémiques et renforcer la résilience du territoire.

Stratégie du PAS

Le PAS affirme la protection et la restauration des trames écologiques comme une condition de l'équilibre territorial du Soissonnais Valois. La stratégie vise à préserver les réservoirs de biodiversité, renforcer les corridors écologiques, restaurer les milieux dégradés, améliorer les continuités entre forêts, vallées, zones humides, espaces agricoles et tissus urbanisés, et limiter les pressions liées à l'urbanisation et aux nuisances lumineuses. Elle inscrit la biodiversité dans une approche fonctionnelle, en lien avec la gestion de l'eau, l'adaptation climatique, la prévention des risques naturels, la qualité paysagère et la santé des habitants.

Orientation 11.1. Préserver et restaurer les réservoirs de biodiversité

Objectif 11.1.1. Préservation des réservoirs de biodiversité et des espaces relais

Les réservoirs de biodiversité sont les espaces supports de la richesse biologique du territoire du Soissonnais Valois, dans lesquels les altérations aux habitats et milieux doivent être évitées, le cas échéant minimisées.

Ainsi les réservoirs de biodiversité :

- ne peuvent pas recevoir d'urbanisation ;
- ou uniquement à titre exceptionnel (voir infra).

Les réservoirs de biodiversité s'appuient sur les zonages suivants :

- *Sites Natura 2000, les espaces naturels sensibles ;*
- *les espaces d'inventaire : sites classés, sites inscrits ; les inventaires régionaux ZNIEFF de type 1 ;*
- *les espaces disposant d'une protection : arrêtés préfectoraux de protection de biotope ;*
- *espaces naturels sensibles du département de l'Aisne.*

Objectif 11.1.2. Cas particulier des espaces déjà urbanisés au sein des réservoirs de biodiversité et des espaces relais

Les espaces urbanisés existants au sein des réservoirs de biodiversité peuvent être concernés par des évolutions.

Cette orientation ne constitue un assouplissement des réglementations en vigueur (ZNIEFF, Natura 2000, etc.), et à condition que les risques d'incidences directe, indirecte ou cumulative pouvant affecter les habitats et les milieux soient évités, réduits ou compensés (ERC), les espaces urbanisés existants au sein des réservoirs de biodiversité peuvent être concernés par des évolutions.

Les évolutions doivent garantir le maintien des caractéristiques fonctionnelles des espaces naturels en respectant les principes suivants :

- **maintenir la limite de l'enveloppe bâtie existante** en priorisant l'optimisation des espaces interstitiels existants ;
- **maîtriser les risques de rupture et d'enclavement** des espaces naturels par une évolution linéaire de l'urbanisation concourant à la constitution d'enclaves d'espaces naturels déconnectées ;
- **maintenir le caractère isolé des écarts et des hameaux** ne pouvant être le support au développement d'une urbanisation nouvelle (l'évolution maîtrisée et la réalisation d'annexes aux constructions existantes étant envisageables au sein de l'enveloppe bâtie existante).
- **préserver et renforcer la perméabilité écologique** au sein des espaces urbanisés, en assurant une présence significative du végétal et en maîtrisant la densité bâtie, notamment par le maintien ou l'augmentation des coefficients de biotope, l'intégration de dispositifs favorisant la libre circulation de la petite faune (notamment au niveau des clôtures), ainsi que la prise en compte du potentiel d'accueil de la faune dans et sur le bâti existant (granges, combles, dépendances).
- **adapter une gestion urbaine différenciée** des franges bâties en contact avec les espaces naturels privilégiant un aspect naturel et végétalisé.

Dans les mêmes conditions de préservation des risques d'incidences directe, indirecte ou cumulative pouvant affectant les habitats et les milieux, la constructibilité au sein des réservoirs de biodiversité, même si elle est exceptionnelle, doit être fortement limitée. Cette constructibilité peut s'entendre :

- **à l'évolution des constructions existantes** (extension, annexes) en limitant les extensions des surfaces bâties à +20% maximum ;
- **aux constructions et installations nécessaires à l'activité agricole, pastorale ou forestière**, dès lors qu'elles ne compromettent pas la richesse et la fonctionnalité écologique du site ;
- **aux aménagements, constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs** contribuant à la protection contre les risques naturels, au développement des énergies renouvelables, à la protection de l'environnement (ouvrage d'assainissement, etc.), à la préservation de la biodiversité et à l'information et à la sensibilisation du public, dès lors qu'ils ne compromettent pas la richesse et la fonctionnalité écologique du site ;
- **aux aménagements, constructions et installations liés à l'exploitation des ressources minérales**, lorsque les enjeux le justifient, qu'ils ne peuvent se déployer ailleurs et sous réserve de mettre en œuvre les mesures définies pour éviter, réduire voire compenser leurs incidences probables sur l'environnement.

Dans tous les cas, les aménagements autorisés (hormis projets d'intérêt public majeur) **ne pourront engendrer d'incidences notables sur les réservoirs de biodiversité cités ci-avant** (les cas de projets d'intérêt public majeurs peuvent être autorisés dans le cas d'incidences résiduelles s'il n'existe pas d'alternative et si des mesures compensatoires sont mises en place).

Objectif 11.1.3. *Préservation des abords des réservoirs de biodiversité*

Les abords des réservoirs de biodiversité constituent des espaces de transition dont la sensibilité et la valeur écologique et paysagère est forte.

Pour ces espaces d'abords, les objectifs sont les suivants :

- Pour éviter toute atteinte à la qualité écologique et paysagère des réservoirs de biodiversité, ils sont à protéger de l'urbanisation ainsi que des activités qui présenteraient des risques d'atteinte à ces qualités. Ces espaces peuvent être occupés par des activités agricoles. S'ils comprennent déjà des constructions, celles-ci peuvent faire l'objet d'extension limitées ou d'annexes de taille réduite. Ils constituent, par ailleurs, des zones préférentielles de renaturation.

- Lorsque qu'ils sont occupés par de l'urbanisation, l'objectif est de réduire / minimiser les risques d'incidences supplémentaires sur la qualité écologique et paysagère. La gestion du tissu bâti peut alors s'exprimer par :
    - La réduction de la part des emprises et densités urbaines existantes (au sol et en hauteur) ;
    - Le renforcement de la part du végétal dans les espaces urbanisés ;
    - La recherche d'une « perméabilité écologique fonctionnelle » notamment par la gestion des clôtures (absence de clôture ou uniquement par des végétaux, etc.) ;
    - La végétalisation renforcée des espaces publics (végétalisation, alignements arborés, etc.) et la perméabilité des revêtements (perméabilité hydraulique, pavage, noue, etc.).
    - Les aménagements dont la nécessité ne permettrait pas d'être réalisés hors des abords des réservoirs (équipements d'intérêt public, gestion des sites, etc.) prévoient de minimiser les risques d'incidence par une forte insertion végétale et la neutralité hydraulique (0 rejet).

Orientation 11.2. Préserver et restaurer la fonctionnalité des continuités écologiques

Objectif 11.2.1. Objectifs généraux des continuités écologiques

L'objectif du SCoT est de garantir la fonctionnalité des continuités écologiques, en veillant au maintien, à la restauration et, le cas échéant, à la recomposition du maillage écologique du territoire du Soissonnais Valois, fondé sur l'articulation des différentes sous-trames (boisées dont forêts alluviales, de milieux ouverts et de milieux humides).

A cette fin, les PLU(i) :

- identifient les continuités d'échelle communale ou intercommunale en complémentarité des continuités de niveau SCoT et régional ;
- cartographient précisément les continuités écologiques de leur territoire et fixent des mesures de préservation, de renforcement et de restauration adaptées et hiérarchisées, dans les OAP TVB ou le règlement.

Les continuités écologiques fonctionnelles constituent des secteurs de préservation de la naturalité :

- Toutes les continuités écologiques sont concernées par un principe de non-urbanisation. Le respect de ce principe peut néanmoins permettre les constructibilités limitées définies par le DOO pour les réservoirs écologiques (ex. évolution des constructions existantes, activités agricoles, équipements collectifs et équipements liés à l'exploitation des ressources minérales) ;
- Lorsque des installations et aménagements sont existants au sein des continuités ou ne peuvent être réalisés en dehors des continuités (ex. équipements d'intérêt public, gestion des sites, etc.), l'implantation ou l'extension desdits installations et aménagements est minimisée par le renforcement de la végétalisation (abords, toitures, façades, …) et la minimisation des incidences sur le fonctionnement hydraulique (objectif 0 rejet d'eaux pluviales assuré par des dispositions de retenue en amont, implantation de moindre impact au sein du corridor écologique).

Les continuités écologiques non-fonctionnelles constituent des secteurs de restauration de la naturalité :

- Lorsque les continuités écologiques sont perturbées par des urbanisations existantes, **elles constituent des secteurs prioritaires de reconquête de leur naturalité,** le cas échéant, en ville, de la nature en ville (maintien des espaces de nature existants, maîtrise de la densification, élévation de la végétalisation et de la transparence hydraulique) ;
- Lorsque les continuités écologiques sont perturbées par des infrastructures linéaires existantes, l'objectif est de **renforcer la naturalité et par exemple les espaces boisés de part et d'autre de l'infrastructure** (création de boisements par exemple), et d'envisager la résorption de la coupure (passage à faune, par exemple) ;

- Les continuités écologiques non-fonctionnelles constituent des zones préférentielles de renaturation (ZPR) ;
- En milieu agricole : les continuités écologiques constituent des secteurs préférentiels de l'agroforesterie ou de développement de l'agriculture biologique (suivant le niveau de pollution des sols).

Les documents d'urbanisme et opérations d'aménagement devront œuvrer à la **préservation des éléments fixes du paysage existant permettant d'œuvrer à la qualité des continuités écologiques** (boisements, haies, prairies, talwegs, arbre isolé, mares…).

Objectif 11.2.2. Maintenir et à renforcer les continuités de la sous-trame boisée

En sus du paragraphe « Préserver et restaurer les réservoirs de biodiversité » les objectifs suivants s'appliquent à la sous-trame boisée, qui désigne la palette allant des grands massifs forestiers à la présence quasi-relictuelle de l'arbre en milieu urbain.

La trame verte et bleue du Pays du Soissonnais Valois s'appuie sur une sous-trame « boisée » de dimension régionale, structurée par l**e massif de Retz, les boisements des fonds de vallées (forêts alluviales), les haies, les bosquets isolés ainsi que les lisières naturelles** sont reconnus comme des éléments structurants de la trame verte du territoire.

La fonctionnalité écologique de cette trame repose à la fois sur la qualité des massifs forestiers, sur la gestion des lisières et sur la continuité entre boisements, notamment au contact des infrastructures et des enveloppes urbaines.

Pour protéger les massifs forestiers, leurs lisières et les boisements relais, et garantir une continuité fonctionnelle entre réservoirs de biodiversité, les PLU(i) et les opérations d'aménagement mobilisent les outils permettant de :

- Assurer la protection des massifs forestiers et boisements structurants constituant des réservoirs de biodiversité et des continuités terrestres par des dispositions de non-urbanisation et de non-fragmentation par les infrastructures ;
- Encadrer les implantations nécessaires à l'activité forestière, à la défense contre les risques incendie ou à la gestion des sites, en recherchant l'absence d'incidence notable (application de la séquence ERC) sur les habitats, le maintien de la perméabilité écologique et la neutralité hydraulique des aménagements ;
- Réduire la fragmentation liée aux infrastructures existantes par le renforcement de la naturalité de part et d'autre des linéaires, la mise en place d'ouvrages ou la création ou reconstitution de boisements en continuité ;
- Préserver les espaces ouverts et les clairières en proximité immédiate des lisières, en particulier les prairies, afin de maintenir une gradation forêt / espace agricole et de soutenir la valeur écologique des lisières ;
- Identifier les secteurs de lisières, d'abords de réservoirs et de corridors dans les zones préférentielles pour :
    - la renaturation ;
    - **la mise en place de lisière écologique progressive** (lisières en peigne, zone de transition herbacée/ arbustive) permettant une appropriation sociale (promenade, jardins partagés vergers, voie cyclable, etc.) ou la mise en place d'une gestion extensive ou naturelle, limitant les interventions anthropiques.
- Garantir la perméabilité des clôtures et aménagements au contact des massifs forestiers et des boisements relais, afin d'assurer la circulation de la faune, notamment dans les secteurs identifiés comme réservoirs et corridors ;

- Préserver voire renforcer les **garantir les continuités écologiques entre les fonds de vallées boisées et les réservoirs principaux**, entre les massifs par la protection ou la plantation de boisements relais, alignements arborés, ripisylves et mailles bocagères arborées, en visant une continuité d'habitats pour les espèces forestières et de lisière et un maintien, le cas échéant la reconstitution des éléments fixes du paysages relais de la sous-trame arborée (bosquets, des haies et des arbres isolés en milieu agricole) ;
- au sein des espaces urbanisés, renforcer la sous-trame boisée en favorisant la présence des individus de haute tige, les plantations adaptées et participant à l'accroissement de l'ombrage des espaces urbains.

Objectif 11.2.3. Renforcer les continuités des milieux ouverts

En sus du paragraphe « Préserver et restaurer les réservoirs de biodiversité » les objectifs suivants s'appliquent à la sous-trame des milieux ouverts, composés des pelouses calcicoles, de savarts, des landes situés en fonds de vallées et sur les plateaux.

Ces milieux naturels spécifiques contribuent à la richesse biologique du Pays du Soissonnais Valois. Il convient donc d'assurer leur préservation qu'ils soient réservoirs de biodiversité qu'espaces nécessaires au bon fonctionnement écologique.

Soumis à de fortes vulnérabilités, le SCoT, au travers des outils réglementaires des PLU(i), poursuit des objectifs adaptés de gestion et de préservation. de ces milieux :

- les pelouses, savarts et landes ne peuvent recevoir de nouvelles urbanisations ni en leur sein ni sur leurs bordures immédiates ;
- préserver, le cas échéant restaurer les trames fragilisées de landes, pour pérenniser leur biodiversité, lutter contre la fragmentation des habitats ;
- maintenir les corridors de prairies, les lisières herbacées (bords de chemin, talus herbacées etc.) et pelouses interconnectées entre les coteaux calcaires et les fonds de vallées ;
- Assurer le contrôle des espèces envahissantes pour permettre le développement des plantes indigènes et enrichir la biodiversité.

Objectif 11.2.4. Améliorer la fonctionnalité des milieux aquatiques

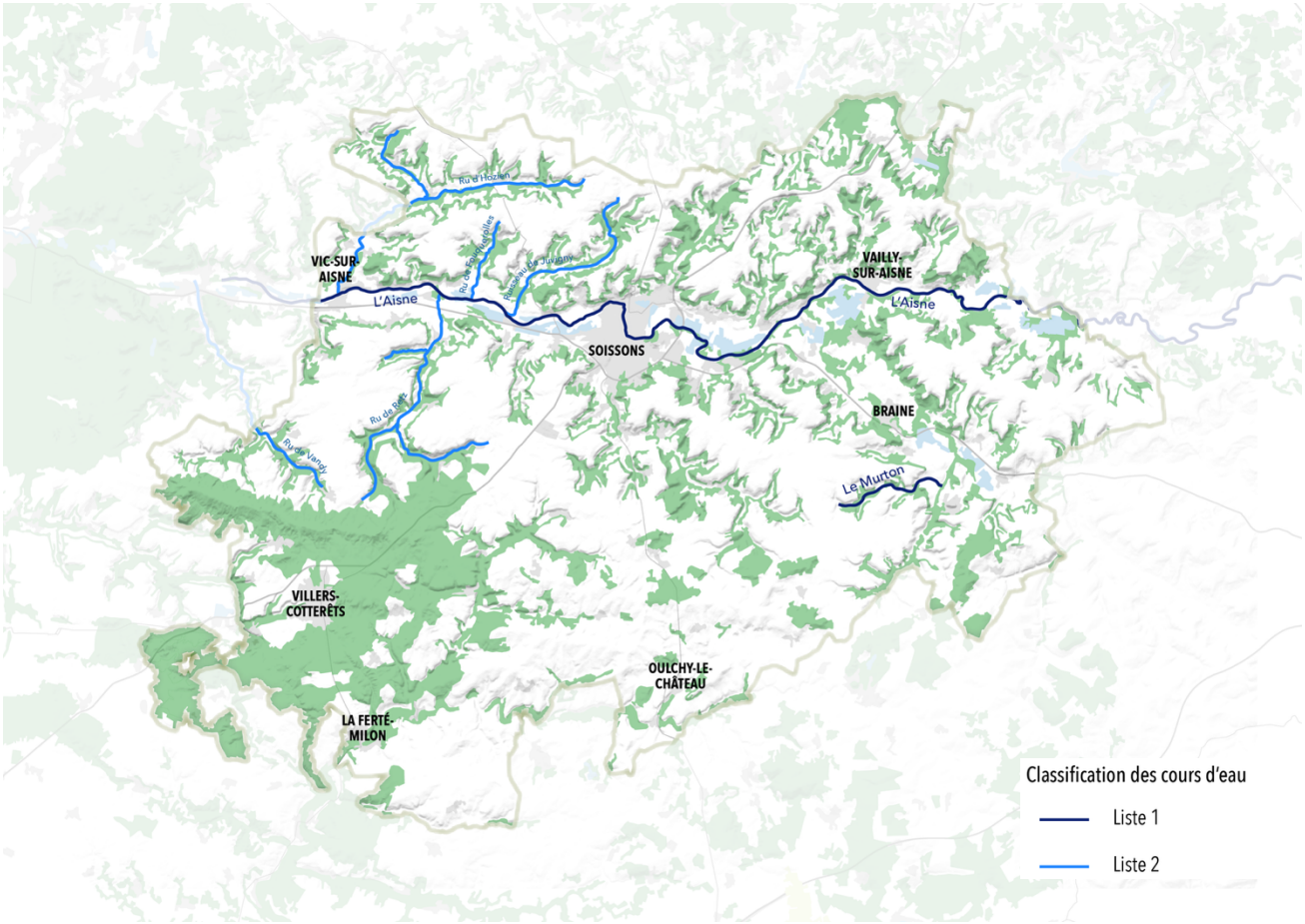
En sus du paragraphe « Préserver et restaurer les réservoirs de biodiversité », les objectifs suivants s'appliquent à la sous-trame des milieux aquatiques :

- Lits des cours d'eau

Pour assurer la protection des cours d'eau en tant qu'éléments constitutifs clefs de la biodiversité locale et éléments constitutifs de la trame bleue du SCoT, l'objectif est d'améliorer leur fonctionnement naturel :

- pour les cours d'eau identifiés sur la **liste 1, il s'agit de poursuivre un objectif de de non-dégradation de la continuité écologique,** par l'interdiction de création de nouveaux obstacles à la continuité. Ce sont : l'Aisne, le Ru de Vassen et le Murton ;
- pour les cours d'eau identifiés sur la **liste 2, il s'agit de poursuivre un objectif de restauration de la continuité écologique**, par l'obligation de restaurer la circulation des poissons migrateurs et le transport suffisant des sédiments, notamment en veillant à la **transparence des ouvrages** (effacement de seuil, mise en place de passe à poissons, etc.), dans un délai de 5 ans après l'arrêté de classement. Ce sont : le Murton, le Quenneton, le Ru de Vandy, la dérivation de Vauxrot, l'Aisne, le Ru de Fouquerolles, le Ru de Saint-Pierre-Aigle, le Ru du Retz, le Ru de Vassens, le Ruisseau de Juvigny, le Ru d'Hozien, le Ruisseau de Pernant.

Classification des cours d'eau du Pays du Soissonnais Valois (Source : DREAL Hauts-de-France)



- Abords des cours d'eau et fonctionnalité écologique

Les cours d'eau, identifiés comme réservoirs de biodiversité sur la carte des trames écologiques sont concernés par une bande de protection spécifique induisant une inconstructibilité. Leur espace de mobilité est préservé. Les documents locaux, notamment les PLU(i) et les opérations, assurent l'inconstructibilité des abords des cours d'eau selon les dispositions suivantes :

- **En enveloppe urbaine : la bande inconstructible est de 6 mètres (minimum), hors secteur PPRi,** de part et d'autre des cours d'eau. Les bâtiments existants ne sont pas concernés par cette marge inconstructible et peuvent faire l'objet d'évolutions (changements de destination, extensions, annexes), à condition que celles-ci ne présentent pas un risque d'incidence négative sur la qualité du fonctionnement du cours d'eau. Dans le cas de renouvellements urbains, les opérations veilleront à restaurer le retrait vis à vis du cours d'eau.
- **En dehors des enveloppes urbaines** : la bande inconstructible est fixée à 20 mètres minimum de part et d'autre des cours d'eau. Les bâtiments existants (ni les sièges d'exploitation agricole existants) ne sont pas concernés par cette marge inconstructible et peuvent faire l'objet d'évolutions (changements de destination, extensions, annexes), à condition que celles-ci ne présentent pas un risque d'incidence négative sur la qualité du fonctionnement du cours d'eau.

L'application de ces reculs est à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux.

Pour l'ensemble des cours d'eau du Soissonnais Valois, lorsque les conditions de naturalité existent, il s'agit de les préserver et, le cas échéant, de concourir à la restauration des conditions de bon fonctionnement.

Les documents locaux, notamment les PLU(i) et les opérations d'aménagement, veillent à :

- Protéger l'intégrité du lit des cours d'eau, des berges, des rives des cours d'eau dans un état de pleine terre et ainsi prévenir l'artificialisation des cours d'eau, le cas échéant il s'agit d'encourager leur renaturation ;
- Protéger les corridors écologiques aux abords des cours d'eau pour préserver la biodiversité (faune et flore aquatiques et riveraines, linéaires végétaux des berges), notamment par l'instauration de bandes végétalisées le long des cours d'eau pour filtrer les polluants et limiter l'érosion des berges ;
- Préserver, le cas échéant renforcer, les caractéristiques naturelles du réseau hydrographique de surface et restaurer les continuités hydrauliques entre les milieux aquatiques. En dehors des zones urbanisées denses, il s'agit de préserver les capacités de divagation des cours d'eau (zones de mobilité), le chevelu hydraulique des têtes de bassin et les zones de frayères des espèces piscicoles ;
- Privilégier les solutions fondées sur la nature (zones humides, boisements) pour réaliser des aménagements permettant de gérer les inondations et la rétention des eaux, ou des aménagements visant à permettre l'accès pour les habitants (cheminements à sols perméables, etc.) ;
- Identifier les différentes ruptures présentes sur ces cours d'eau et de proposer des mesures de remise en état des continuités (effacement d'obstacles, restauration de milieux, reméandrage etc.)

Seuls sont autorisés au sein des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau :

- Des aménagements légers à des fins sociales et récréatives qui n'entravent pas le bon écoulement des crues ;
- Les aménagements destinés à maîtriser l'exposition aux risques, du bâti et des équipements existants ;
- Les aménagements destinés à restaurer le bon état des cours d'eau, en application du SDAGE Seine Normandie et le cas échéant d'un SAGE, ainsi que les actions des contrats de rivière.

Les documents d'urbanisme doivent s'assurer de **la préservation des caractéristiques naturelles et fonctionnelles des zones d'expansion de** lorsque celles-ci ont été définies au sein des PPRi et ou d'études gemapiennes.

Objectif 11.2.5. *Assurer la fonctionnalité des milieux et des continuités humides*

En sus du paragraphe « Préserver et restaurer les réservoirs de biodiversité », les objectifs suivants s'appliquent à la sous-trame des milieux humides :

Les PLU(i) intègrent un recensement des zones humides **sur l'ensemble de leurs secteurs de projet envisagés**, qu'il s'agisse des zones humides avérées, y compris mares, mouillères, identifiées dans la trame verte et bleue du SCoT que d'autres relevant d'investigations complémentaires réalisées entre-temps et concourant à l'actualisation de la connaissance. En effet, ils complèteront la connaissance de ces milieux en partenariat avec les structures de SAGE, afin de veiller au maintien de leurs espaces de bon fonctionnement.

Toutes les zones humides sont concernées par un **principe de protection visant à éviter leur éventuelle destruction ou altération** (drainage, comblement, dépôts divers…) concernant leur périmètre mais également leur bassin d'alimentation. Il s'agira :

- en premier lieu d'éviter autant que possible les impacts sur les zones humides. Les zones humides sont protégées de l'urbanisation et leurs conditions d'alimentation doivent être assurées de façon pérenne, sauf cas dérogatoires prévus par les SAGE locaux, par le SDAGE Seine – Normandie en l'absence de SAGE ;
- si des effets négatifs apparaissent inévitables, des mesures de réduction ou, en dernier recours, de compensation de ces impacts, devront être identifiées et décrites dans les documents d'urbanisme locaux. Dans le cas d'une destruction, les compensations appliquées sont mises en œuvre selon les conditions prévues par les SAGE, locaux, par le SDAGE Seine – Normandie en l'absence de SAGE.

Les zones humides situées dans des continuités écologiques (non-fonctionnelles) et à proximité des cours d'eau identifiés par le SCoT sont visées par des objectifs de renforcement ou de restauration.

Les documents d'urbanisme veillent au **maintien des fonctionnalités des milieux humides**, notamment de leur caractère hydromorphe en mettant en place les principes suivants :

La mise en place d'espaces « tampons », à dominante naturelle, agricole ou forestière, entre les espaces urbains et les zones humides afin d'éviter la pollution directe des eaux et limiter les perturbations des écoulements superficiels et souterrains ;

En milieu urbain, ces espaces « tampons » peuvent être mis en œuvre à travers des solutions adaptées au contexte local : définition de zones non aedificandi, gestion de la densité, emploi d'essences végétales particulières dans les urbanisations riveraines, etc.

Les zones identifiées à dominante humide et/ou les zones humides probables devront faire l'objet d'une vérification de leur caractère humide en cas de projet de classement en zone urbaine ou zone à urbaniser dans les documents d'urbanisme. D'une manière générale, les zones humides ont vocation à conserver leur caractère naturel et/ou agricole.

Lorsqu'elles sont intégrées dans des opérations d'aménagement, les zones humides doivent être prise en compte à travers :

- L'utilisation de techniques d'aménagement d'hydraulique douce permettant de valoriser la zone humide,
- Le traitement selon des principes de génie écologique des marges de recul et traitement des franges et interfaces,
- L'intégration du fonctionnement de la zone humide à l'ensemble du réseau hydrographique de la zone, notamment en renforçant les complémentarités entre gestion alternative des eaux pluviales et alimentation de la zone humide, …

Orientation 11.3. Lutter contre la pollution lumineuse

Le SCoT fixe un objectif de continuité nocturne visant à préserver et restaurer les conditions favorables au fonctionnement écologique des milieux et aux espèces sensibles à la lumière. La « trame noire » constitue un réseau de sites peu ou pas concernés par la pollution lumineuse et donc susceptibles de favoriser **l'obscurité nocturne, essentielle à de nombreuses espèces nocturnes** (chiroptères, amphibiens, insectes, oiseaux, etc.) et **au bon fonctionnement des écosystèmes**. Il s'agit d'assurer la structuration d'une trame noire cohérente en préservant les continuités nocturnes et traitant les discontinuités lumineuses.

À l'échelle du SCoT, les secteurs prioritaires sont les réservoirs et corridors écologiques identifiés au titre de la trame verte et bleue, ainsi que les fonds de vallées, les lisières boisées, les coteaux, les linéaires arborés et les interfaces urbain / naturel.

Dans ces secteurs, les documents d'urbanisme, notamment les PLU(i), et les opérations d'aménagement, mobilisent les outils permettant de :

- décliner l'objectif de continuité nocturne en encadrant les pratiques d'éclairage et les niveaux de luminosité des zones urbaines, de manière à garantir la fonctionnalité des milieux et à limiter les effets de rupture ;
- préserver ou restaurer la continuité nocturne en leur sein et sur leurs abords (notamment en évitant l'implantation de nouvelle source lumineuse, en prévoyant l'extinction des éclairage existants, etc.) ;
- intégrer, dans tous les types de projets d'aménagement des dispositions relatives à l'éclairage permettant d'éviter toute création de rupture nocturne et d'assurer la compatibilité des projets avec les continuités écologiques et la préservation de la biodiversité ;

- orienter les opérations d'aménagement et aménagements publics vers des solutions d'éclairage adaptatif, directionnel et temporaire, en cohérence avec les recommandations de l'ADEME et de l'OFB.

Orientation 11.4. Pérenniser la nature en ville

La nature est présente de diverses manières au sein des villes et des villages : parcs, jardins et clôtures végétalisées, arbres remarquables et alignements d'arbres, cours d'eau, espaces interstitiels, friches délaissées, etc. La préservation de la nature en ville revêt un caractère incontournable pour la biodiversité des milieux urbains et villageois, mais également en sa qualité d'espace relais (halte, nourrissage etc.) pour la petite faune dans le maillage écologique global du territoire du SCoT (avifaune, petits mammifères etc.).

Par ailleurs, le motif « nature en ville » remplit divers rôles écosystémiques favorable au bien-être et à la qualité de vie des habitants : espaces de respiration, confort thermique et apaisement de l'espace urbain, fonction contemplative, etc.

Le SCoT-AEC entend ainsi assurer la protection, **la perméabilité et la connexion de ces espaces de biodiversité au sein des espaces bâtis, urbains comme plus villageois.**

Afin d'améliorer l'accueil et le développement de la biodiversité dans les espaces urbanisés, (mais aussi renforcer la qualité des espaces publics, et la lutte contre les ilots de chaleur en milieu urbanisé) les PLU(i) renforcent le niveau de végétalisation des espaces urbanisés par exemple :

- en définissant des coefficients de biotope, ou d'autres conditions d'éco-aménagement pour les projets urbains en extension ou en renouvellement favorisant la limitation de l'imperméabilisation des sols ;
- en identifiant et en maintiennent les continuités écologiques présentes en zone urbaine.

Par ailleurs ils mobilisent les moyens permettant de renforcer la végétalisation et la perméabilité des sols, notamment à travers :

- La préservation, ou, dans les continuités écologiques peu fonctionnelles ou non-fonctionnelles, le renforcement et la restauration des trames de continuités d'habitats favorables à la biodiversité constitués de milieux naturels végétalisés et édaphiques (trames vertes, bleues et brunes) au travers de la désimperméabilisation et/ou la renaturation d'emprise minérale ;
- Le maintien et la mise en réseau d'espaces verts publics, de cœurs d'ilots végétalisés, d'alignements arborés et de l'ensemble des espaces de nature en ville au sein des enveloppes urbaines.

A l'échelle du bâti, l'atteinte de cet objectif implique de :

- Renforcer le lien entre espaces verts publics et privés : traitement des clôtures permettant le passage de la petite faune / continuité des espèces végétales et des habitats, etc.
- Développer la constitution de toitures, façades végétalisées ;
- Intégrer à l'échelle du bâti les enjeux d'accueil de la faune (hirondelles, chauves-souris, etc.) via un diagnostic et à l'intégration de gîtes lors des travaux.

Afin de renforcer la qualité des espaces urbains ainsi que l'accueil et le développement de la biodiversité dans les espaces urbanisés, les documents d'urbanisme locaux s'emploient à proscrire l'introduction d'espèces végétales envahissantes, allergisantes ou invasives. Ces derniers peuvent notamment s'appuyer sur le centre de ressources portant sur les Espèces Exotiques Envahissantes des Hauts-de-France (Vers la réglementation en vigueur dans les Hauts-de-France).

12. Gérer de manière raisonnée la ressource en eau

Enjeux du diagnostic

Le Soissonnais Valois est structuré par l'Aisne, l'Ourcq, la Crise, leurs vallées, les zones humides, les nappes et les aires d'alimentation de captage. La ressource en eau est globalement disponible, mais reste vulnérable aux pollutions diffuses, au ruissellement, à l'imperméabilisation des sols et aux épisodes d'étiage. Le développement urbain, économique et agricole doit donc être cohérent avec les capacités des milieux, des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement.

Stratégie du PAS

Le PAS fait de la gestion raisonnée de l'eau une condition de résilience territoriale et d'adaptation climatique. La stratégie vise à restaurer le grand cycle de l'eau, renforcer l'infiltration, désimperméabiliser les sols, protéger les captages et les milieux aquatiques, limiter les prélèvements et conditionner le développement aux capacités réelles de la ressource et des équipements. La préservation et La restauration du fonctionnement naturel du grand cycle de l'eau, depuis l'infiltration jusqu'au ruissellement et à l'évapotranspiration, constitue un objectif structurant de politiques et opérations d'aménagement.

Orientation 12.1. Reconstituer les capacités hydrauliques des sols par la désimperméabilisation des espaces

L'objectif à l'échelle du territoire du SCoT est de tendre vers « 0 rejet »[7]*. Aussi, sur l'ensemble du territoire du Soissonnais Valois, la gestion des eaux pluviales vise à ne pas provoquer de nouveaux rejets dans les milieux récepteurs.* Il s'agit de ne générer aucune incidence sur le fonctionnement hydraulique naturel, que ce soit par de nouveaux apports en quantité ou par une dégradation de la qualité des eaux.

Les documents d'urbanisme et les opérations d'aménagement devront veiller à ***la réduction du ruissellement et à la gestion intégrée des eaux pluviales****, sauf en cas d'impossibilité technique (zones à risques de mouvements de terrain, sols pollués).*

Dans les espaces urbanisés l'obje**ctif est de rendre aux sols leur capacité d'absorption et d'infiltration et de restaurer les fonctions hydrauliques des sols**, par :

- La restauration d'espaces de pleine terre dans les tissus urbains les plus adaptés pour tendre vers « 0 rejet » : ceux qui présentent une moindre propension à la densification (secteurs éloignés des centres et des transports), les espaces économiques, etc.
- La désimperméabilisation des espaces publics : bords de voie, places, stationnements, cours d'école, etc. par des techniques de végétalisation et de redécouverte du sol ;
- La végétalisation du bâti : toitures, façades, terrasses, etc.

Dans les nouveaux aménagements (en renouvellement, densification ou extension), **l'objectif est de ne pas générer de rejets d'eaux pluviales au-delà des périmètres de projet**, et à chaque échelle mobiliser les leviers adaptés :

- Le maintien d'éléments naturels existants (fossés, mares, haies, arbres) dans les nouvelles opérations d'aménagement et d'espaces publics ;
- le recours de techniques alternatives aux bassins de rétention (solutions fondées sur la nature) lorsque cela est techniquement possible : noues d'infiltration, bassins de décantation etc.)
- **Le recours aux matériaux perméables** (chaussées drainantes, etc.) et à la gestion aérienne des eaux de ruissellement afin de tendre vers le zéro ruissellement, et la limitation de l'imperméabilisation des

[7] Le principe de « 0 rejet » désigne un objectif de gestion des eaux pluviales à la source, consistant à éviter tout rejet supplémentaire vers les réseaux, fossés, cours d'eau ou autres milieux récepteurs. Il implique de privilégier l'infiltration, la rétention, l'évapotranspiration ou la réutilisation des eaux pluviales au plus près de leur point de chute, afin de ne pas aggraver le fonctionnement hydraulique naturel ni générer de nouveaux apports en quantité ou en

sols (part minimale de pleine terre dans les nouvelles opérations, part minimale de surface éco-aménageable) ou prévoir des mesures de compensation de type infiltration et/ou stockage à la parcelle ;

- **Le recours, si les dispositifs d'infiltrations sont insuffisants, aux solutions de récupération et régulation des eaux pluviales par retenue en amont** : cuves et citernes, bassins de rétentions paysagés et intégrés à l'espace public, et dans les zones desservies par un réseau de collecte, autoriser un débit de rejet approprié au réseau et au milieu
- **la gestion intégrée des eaux pluviales.** Le zéro rejet est systématisé à minima pour les pluies courantes (10 mm en 24 h, correspondant à un volume de 10 L/m² sur 24 h) (10 mm/24h, soit 1 litre d'eau / m²/24h), en cohérence avec les règlements du SAGE. En ce sens, des emprises libres de construction devront être préservées.

Orientation 12.2. Pérenniser et protéger la ressource en eau

Les PLU(i), et en particulier via les OAP et le règlement, mobilisent les outils permettant de :

- **Assurer la protection des abords des captages** et notamment des périmètres de protection des captages (immédiats rapprochés, éloignés) ;
- **Contribuer à la préservation de la ressource en eau**, sur les aires d'alimentation des captages sensibles et prioritaires afin de limiter les pollutions des nappes d'eau souterraines et des milieux aquatiques.
- Préserver et restaurer les milieux aquatiques.

+ En complémentarité de l'objectif « 17.2. Préserver et restaurer la fonctionnalité des continuités écologiques » :

- **En milieu agricole, maîtriser les ruissellements** en implantant des espaces tampons (haies, espaces agro-forestiers, vergers…) à l'échelle des bassins versants afin de favoriser les infiltrations, restaurer la capacité épuratoire des sols, et limiter les inondations des secteurs urbanisés et la diffusion des intrants agricoles dans les nappes et les cours d'eau du territoire ;
- **En milieu urbain dans les opérations urbaines, prévoir des dispositifs favorisant l'infiltration et la filtration des eaux** (bandes enherbées, talus, noues, …) permettant de limiter la diffusion des polluants issus des eaux de voirie et de réguler les volumes rejetés dans le milieu récepteur.

Orientation 12.3. Adapter le développement urbain en fonction des capacités d'épuration et de préservation des milieux

Si la ressource en eau apparaît quantitative abondante, ce même à long terme, la préservation de la qualité de l'eau constitue un objectif prioritaire, en lien avec la capacité d'accueil actuelle et future du territoire. Les PLU(i), et en particulier via les OAP et le règlement, mobilisent les outils permettant de :

Objectif 12.3.1. Conditionner et proportionner les développements urbains au regard des capacités d'accueil des milieux

Il s'agit d'appliquer une séquence visant à :

- **s'assurer de la capacité des milieux récepteurs** à recevoir des effluents supplémentaires tenant compte de la diminution probable future des débits de basses eaux en périodes d'étiage ;
- le cas échéant, **poursuivre ou engager les actions de renforcement du système d'assainissement f**aisant intervenir les capacités épuratoires des stations d'épuration (STEP) et le réseau d'assainissement souvent concerné par des infiltrations d'eau parasitaires ;
- le cas échéant, **programmer les développements urbains en fonction des perspectives d'atteinte de la capacité des milieux récepteurs à recevoir les effluents** et à suspendre ces développements dans l'attente de la mise en œuvre de solutions permettant l'acceptabilité par le milieu récepteur pouvant notamment être liée à un bon fonctionnement et à une capacité suffisante des équipements d'assainissement.

Objectif 12.3.2. Prévoir un traitement complet et adapté des effluents industriels avant rejet dans le milieu récepteur.

Maîtriser les effluents en veillant à :

- **Poursuivre l'amélioration du niveau de qualité de sortie des effluents** avant rejet dans le milieu récepteur ;
- **Poursuivre les actions de restauration des milieux naturels** participant au bon fonctionnement du petit cycle de l'eau participant à la régularisation des débits (restauration des zones humides, reméandrage, etc.), ces actions de restauration sont notamment déjà envisagées par les collectivités dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI.

+ en complémentarité de l'objectif « 13.2. Préserver et restaurer la fonctionnalité des continuités écologiques ».

Objectif 12.3.3. Limiter les prélèvements de la ressource en eau

L'objectif est de limiter les prélèvements d'eau, quels que soient leur source et leur usage, afin d'inscrire le développement territorial dans une trajectoire moins vulnérable aux épisodes de tension sur la ressource, en particulier en période estivale.

Le SCoT vise la diminution des prélèvements. Aussi, **pour promouvoir les économies d'eau, pour tous les usages,** les PLU(i) mobilisent les outils permettant :

- la réutilisation des eaux usées épurées (REUT)[8] ou des eaux pluviales pour des usages autres que de consommation humaine (« eaux grises ») ;
- Dans le cas de la REUT, il s'agira d'évaluer les impacts sur le bon fonctionnement des milieux aquatiques et humides, tout comme les coûts énergétiques liés au déploiement de la REUT, afin d'éviter toute mauvaise adaptation.
- la mise en place d'interconnexions entre réseaux de bassins d'approvisionnement pour sécuriser l'accès à la ressource à l'échelle du Pays du Soissonnais Valois, le cas échéant avec les territoires voisins ;
- l'encadrement de la création des piscines ;
- l'interdiction de créer et d'étendre des plans d'eau ;
- **le conditionnement de la réalisation de projets d'aménagement urbain aux capacités d'alimentation en eau potable,** afin que les besoins induits par les nouveaux développements, notamment résidentiels et économiques, soient réalisés en cohérence avec des capacités d'accueil résiduelle suffisantes présentant un bilan besoins / capacités quantitatif équilibré.

Dans le cas d'un bilan à l'équilibre en matière de ressource en eau potable disponible et besoins induits, **des solutions de sécurisation à long terme devront être mises en œuvre.**

Dans le cas d'un bilan déséquilibré les développements urbains devront être programmés en fonction de l'atteinte de l'équilibre obtenu à l'issue de la mise en œuvre d'actions d'économie, d'amélioration des rendements des réseaux, etc.

[8] La réutilisation des eaux usées traitées (REUT) désigne l'usage, après traitement adapté, d'eaux issues de stations d'épuration ou d'autres dispositifs d'assainissement pour des usages ne nécessitant pas une qualité d'eau potable. Elle peut notamment concerner l'arrosage d'espaces verts, certains usages agricoles, le nettoyage de voiries, des usages industriels ou la recharge de milieux, sous réserve du respect des prescriptions sanitaires et environnementales applicables. Les eaux grises désignent, quant à elles, les eaux domestiques faiblement polluées issues notamment des douches, lavabos, lave-linge ou éviers, à l'exclusion des eaux des toilettes, dites eaux noires.

13. Mettre en œuvre une gestion durable des ressources extractives du Soissonnais Valois

Le SCoT du Pays du Soissonnais Valois vise une gestion sobre, rationnelle et encadrée des ressources extractives, en cohérence avec le Schéma Départemental des Carrières de l'Aisne.

Cette orientation répond à un double objectif : sécuriser l'approvisionnement en matériaux nécessaires aux besoins locaux, notamment pour le bâtiment, les travaux publics, la rénovation patrimoniale et certaines activités industrielles, tout en réduisant les incidences sur les vallées, les zones humides, les paysages, les continuités écologiques, les terres agricoles et les émissions liées au transport des matériaux. Le Schéma Départemental des Carrières rappelle notamment que le Soissonnais constitue un secteur important de production dans l'Aisne, que les ressources alluvionnaires de la vallée de l'Aisne restent significatives, mais sensibles, et que les sables siliceux du secteur de Villers Cotterêts présentent un intérêt industriel particulier.

Orientation 13.1. Sécuriser l'accès aux gisements stratégiques sans banaliser l'extraction

Les documents d'urbanisme locaux prennent en compte les gisements identifiés par le Schéma Départemental des Carrières de l'Aisne / le schéma régional des carrières dès son application, notamment les matériaux alluvionnaires de la vallée de l'Aisne, les sables siliceux du Soissonnais et du Valois, les sablons, les craies, les roches calcaires et les matériaux utilisables **pour la restauration du patrimoine bâti :**

- Ils préservent l'accès aux gisements présentant un intérêt local, régional ou industriel, en évitant les occupations du sol susceptibles de compromettre leur exploitation future lorsqu'elle est compatible avec les objectifs environnementaux du SCoT ;
- Ils pérennisent les carrières existantes lorsque leur maintien contribue à l'approvisionnement de proximité, à la réduction des distances de transport et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre ;
- Ils encadrent strictement toute ouverture ou extension de carrière au regard de la séquence éviter, réduire, compenser, des continuités écologiques, des zones humides, des captages, des risques d'inondation, des paysages de vallée et des interfaces avec les espaces habités ;
- Ils réservent les matériaux alluvionnaires aux usages pour lesquels ils présentent une réelle nécessité technique, afin de limiter leur mobilisation pour des usages substituables.

Orientation 13.2. Réduire la dépendance aux matériaux primaires par le recyclage, le réemploi et les matériaux de substitution

Le SCoT vise une utilisation plus économe des ressources minérales primaires, pour rechercher un recours moindre aux matériaux alluvionnaires et à développer les matériaux de substitution, les matériaux recyclés et le traitement in situ des déblais.

À ce titre, les documents d'urbanisme, les opérations d'aménagement et les politiques publiques :

- favorisent le réemploi des matériaux issus de la déconstruction, le recyclage des déchets inertes du BTP et leur valorisation dans les chantiers locaux ;
- permettent l'implantation de plateformes de tri, stockage, concassage, reconditionnement et recyclage des matériaux, en priorité dans les espaces économiques existants, les friches, les secteurs déjà artificialisés ou les sites proches des principaux bassins de chantier ;
- promeuvent l'usage de matériaux locaux de substitution, notamment sablons, craie traitée, matériaux de terrasse, matériaux recyclés et ressources issues du traitement des sols, lorsque leurs caractéristiques techniques sont compatibles avec les usages recherchés ;
- intègrent les matériaux géobiosourcés et écoconçus dans les constructions et rénovations, notamment en lien avec la filière bois, les matériaux durables et la stratégie REV3 du territoire.

Orientation 13.3. Organiser l'approvisionnement selon un principe de proximité et de moindre impact carbone

L'approvisionnement en matériaux est organisé selon une logique de proximité entre lieux d'extraction, lieux de transformation et bassins de consommation, afin de réduire les distances de transport, les coûts logistiques, les nuisances pour les habitants et les émissions de gaz à effet de serre. Les documents d'urbanisme et les projets :

- privilégient les ressources disponibles au plus près des besoins du territoire, notamment autour de l'unité urbaine de Soissons, des pôles économiques structurants et des grands secteurs de travaux ;
- recherchent, lorsque cela est possible, une articulation avec les infrastructures de transport alternatives à la route, en particulier la vallée de l'Aisne, les canaux, les quais existants ou potentiels, et les perspectives de report modal liées au canal Seine Nord Europe ;
- limitent les flux poids lourds dans les centralités et les traversées de bourgs, en organisant les accès, les itinéraires de desserte et les conditions de circulation des matériaux ;
- favorisent les logiques de double fret, de mutualisation logistique et de plateformes de proximité afin de limiter les trajets à vide.

Orientation 13.4. Encadrer les incidences environnementales, agricoles et paysagères des carrières

L'exploitation des ressources extractives doit rester compatible avec les objectifs du SCoT en matière de biodiversité, de gestion de l'eau, de préservation des paysages, de sobriété foncière et de maintien des activités agricoles.

Les projets d'ouverture, d'extension ou de renouvellement de carrières :

- évitent les secteurs les plus sensibles : zones humides remarquables, lits mineurs, espaces de mobilité des cours d'eau, captages, réservoirs de biodiversité, corridors écologiques majeurs, sites patrimoniaux et paysages emblématiques ;
- réduisent les incidences sur les terres agricoles, en tenant compte de la fonctionnalité des exploitations, des accès agricoles, des continuités de parcelles et des potentiels agronomiques ;
- limitent les nuisances pour les habitants : bruit, poussières, vibrations, trafic poids lourds, sécurité routière et qualité de l'air ;
- assurent une insertion paysagère adaptée aux vallées, coteaux, plateaux agricoles, lisières forestières et abords des bourgs, en tenant compte des vues proches et lointaines.

Orientation 13.5. Faire de la remise en état des carrières un levier de renaturation et de projet territorial

La remise en état des carrières constitue un temps stratégique du projet d'aménagement. Elle doit être anticipée dès l'autorisation d'exploitation et contribuer, selon les contextes, à la restauration écologique, à la reconstitution agricole, à la gestion de l'eau, à la renaturation ou à la valorisation paysagère. Les projets :

- privilégient un retour à la vocation agricole lorsque l'usage initial du sol était agricole et que les conditions agronomiques, hydrauliques et foncières le permettent ;
- restaurent des milieux humides, prairies alluviales, mares, roselières, boisements rivulaires ou continuités écologiques lorsque le site s'inscrit dans une vallée ou un corridor écologique ;
- organisent les plans d'eau issus d'extraction dans une logique écologique et paysagère, en évitant leur banalisation et en recherchant des berges diversifiées, des hauts fonds, des îlots, des mares associées et des continuités avec les milieux voisins ;

- inscrivent les anciennes carrières dans une stratégie de renaturation, de trame verte et bleue, de gestion hydraulique ou de valorisation maîtrisée des loisirs de nature, lorsque cela est compatible avec la préservation des milieux ;
- à proximité des sites mémoriels, intègrent les exigences de qualité patrimoniale et paysagère adaptées.

Orientation 13.6. Valoriser les carrières et paysages d'extraction comme composantes du récit territorial

Dans la vallée de l'Aisne et les secteurs déjà marqués par l'extraction, les anciennes gravières, plans d'eau, chemins de halage, sites industriels et paysages transformés par les activités extractives peuvent être reconnus comme des composantes spécifiques du patrimoine productif du Soissonnais Valois.

Le SCoT encourage, lorsque les conditions écologiques et de sécurité le permettent :

- la révélation des paysages d'extraction comme supports d'interprétation de l'histoire industrielle, fluviale et productive du territoire ;
- la mise en réseau des anciennes gravières, étangs et sites réaménagés avec les continuités écologiques, les itinéraires doux et les parcours de découverte ;
- la valorisation sobre et intégrée des sites remis en état, en évitant toute surfréquentation incompatible avec leurs fonctions écologiques ou hydrauliques.

14. Accélérer la transition énergétique du Soissonnais – Valois pour atteindre la neutralité carbone en 2050

Les enjeux du Diagnostic

Le Soissonnais Valois doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 18 % à l'horizon 2030 et atteindre 90 % de neutralité carbone en 2050. Le Soissonnais Valois dispose de potentiels nombreux et porteurs : géothermie, soutenue par une configuration géologique privilégiée, la filière biogaz mature (méthanisation industrielle avec 6 sites majeurs et l'injection dans le réseau public de distribution), des gisements de chaleurs fatales importants (process industriels, verriers et papetiers, stations d'épuration).

La stratégie du PAS

L'objectif du SCoT est donc, en lien avec les objectifs nationaux, de réduire structurellement la consommation d'énergie, en particulier dans le secteur du logement et les modes de transport individuels.

Pour compenser les émissions résiduelles, le territoire doit accroître sa capacité de séquestration carbone et augmenter sa production d'énergie renouvelable. L'objectif est donc de valoriser les potentiels des ressources endogènes pour engager la transition énergétique du territoire.

Orientation 14.1. Réduire les consommations énergétiques liées au logement et aux mobilités carbonées

Voir les parties habitat et mobilité

Orientation 14.2. Accroitre les capacités de séquestration carbone du territoire

Le développement des capacités des puits de carbone présents sur le territoire constitue un objectif majeur pour contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050. Ces puits naturels de carbone doivent être préservés, restaurés et renforcés.

L'accroissement de ces potentiels repose sur la mise en œuvre concomitante des objectifs sectoriels suivants :

- L'atteinte de l'artificialisation nette nulle, puis la protection et la restauration des sols, notamment dans les espaces de compensation et de renaturation ;
- La protection des surfaces boisées et forestières, des prairies, des haies et des autres éléments identifiés par le SCoT ;
- La protection, la restauration et la gestion durable des zones humides, des prairies humides, des ripisylves et plus largement des milieux aquatiques et humides ;
- La gestion durable de la ressource en bois, intégrant le renouvellement des essences afin d'assurer le maintien, l'adaptation et la protection des forêts existantes ;
- La restauration des sols dans les espaces urbains, notamment par la désimperméabilisation et la renaturation d'espaces artificialisés ;
- La valorisation des matériaux géobiosourcés, dont le bois d'œuvre, pour la rénovation et la construction de bâtiments.

Orientation 14.3. Développer un mix énergétique renouvelable adapté aux ressources du Soissonnais Valois

Le SCoT accompagne le développement des énergies renouvelables en s'appuyant sur les ressources locales, les capacités des réseaux, la sobriété foncière et la préservation des paysages. La stratégie énergétique privilégie les filières les mieux intégrées au territoire : bois énergie, photovoltaïque, gaz vert, méthanisation, biomasse, géothermie et récupération de chaleur fatale, tout en excluant le développement de l'éolien.

L'objectif retenu par la stratégie air énergie climat du SCoT-AEC est d'assurer une montée en charge progressive des consommations d'énergies de sources renouvelables, passant de 19% en 2021 à 67% de la totalité des consommations en 2050. L'autonomie énergétique est atteinte au-delà de 2050. Cette progression repose sur deux leviers complémentaires : la baisse des

Objectifs de production d'énergie renouvelable et de récupération

	Objectifs énergétiques (GWh)			Proportion dans l'énergie finale consommée		
	2021	2030	2050	2021	2030	2050
Total	814	949	1973	19%	24%	67%
Écart par rapport à 2021		+ 17%	+ 143%			

L'atteinte des objectifs de production d'énergie demande d'accroître considérablement la production **d'énergie**, en misant sur les filières suivantes :

- la filière biomasse est exploitée en priorité compte-tenu des fortes capacités locales ;
- la filière méthanisation est envisagée en accord avec les objectifs de préservation de l'environnement, du bon usage de la ressource en eau et des paysages ;
- la filière de récupération de la chaleur fatale industrielle est investie, en particulier en lien avec les sites industriels majeurs du secteur ;
- La filière à accompagner est la géothermie ;
- L'éolien se développe peu. Ce dernier s'inscrit dans la stratégie nationale définie par la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3)[9], qui privilégie le repowering des parcs existants. À l'échelle régionale, il demeure toutefois mesuré, compte tenu de la contribution déjà importante à l'installation de ces dispositifs.

[9] La **Programmation pluriannuelle de l'énergie 3** (**PPE 3**) constitue le document national de planification de la politique énergétique française pour la période 2025-2035. Elle fixe les orientations relatives à la production d'énergie, à la consommation, au développement des énergies renouvelables, à la sécurité d'approvisionnement et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle sert notamment de cadre de référence pour le développement des filières énergétiques, dont l'éolien terrestre, le solaire, le biogaz et les réseaux énergétiques.

Objectif 14.3.1. Encadrer le développement des dispositifs de production énergétique dans le respect des sites d'implantation

Les documents d'urbanisme locaux s'appuient sur les **zones d'accélération des énergies renouvelables** introduites par la loi du 10 mars 2023 (ZAENR)[10] pour définir les secteurs favorables au développement des ENR, dans la mesure où ces ZAENR sont compatibles avec les objectifs du SCoT. En particulier :

- Les installations de production d'énergie renouvelable seront prioritairement **implantées à proximité des réseaux existants et en capacité suffisante** afin d'éviter d'importants travaux de raccordement ou de renforcement.
- L'implantation des installations est soumise au respect des objectifs de :

  - **préservation de la biodiversité :** les implantations d'installation d'ENR dans les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques doivent prévoir les conditions permettant d'assurer la pérennité de la qualité du fonctionnement écologique des espaces impactés ;

  - **préservation des paysages du territoire** : abords non urbanisé / artificialisé d'infrastructures routières identifiées dans le SCoT, coupures d'urbanisation, lisières forestières, fenêtres paysagères et vues vers les sites et paysages emblématiques constituent des espaces à préserver de l'implantation d'installations de production d'énergie.

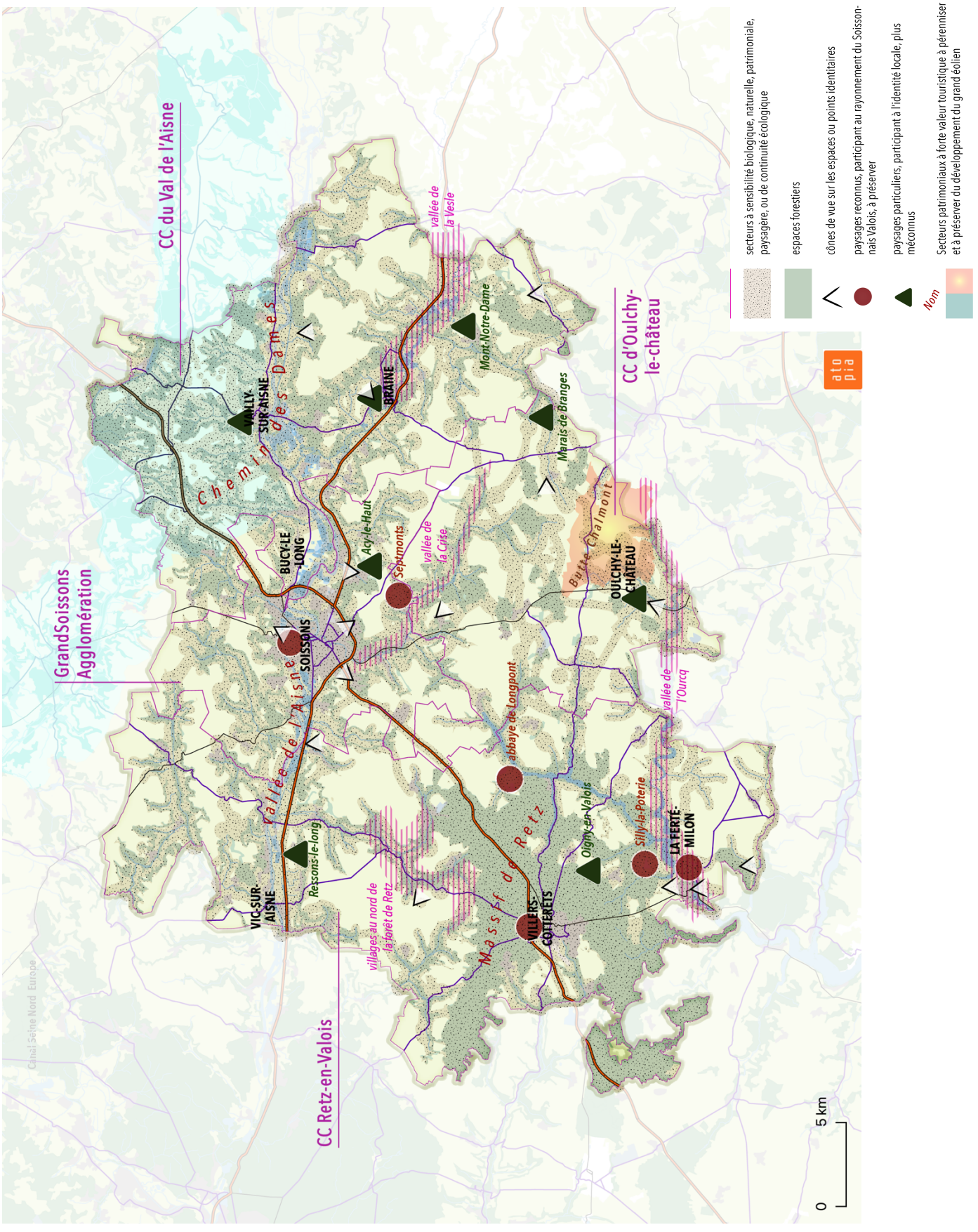
  - **Préservation des patrimoines bâtis, mémoriel et de leurs abords :** les implantations d'installations d'ENR doivent préserver les caractéristiques patrimoniales, historiques, architecturales et paysagères des édifices, ensembles bâtis, sites mémoriels et de leurs espaces de perception. Leur insertion ne doit pas porter atteinte aux perspectives, aux covisibilités, à la qualité des abords ni à la compréhension des valeurs patrimoniales qui fondent leur intérêt.

Afin de faciliter la production d'énergie renouvelable, permettre le développement de l'attractivité régionale et le maintien de la capacité d'accueil résidentiel, les documents d'urbanismes locaux contribuent à garantir la pérennité et les possibilités d'évolution du réseau public de transport d'électricité à haute et très haute tension. Ils veillent à la compatibilité de l'utilisation du sol sous les lignes électriques avec le bon fonctionnement de ce réseau.

*Plusieurs secteurs dits à **« enjeux forts »** présentant un niveau de naturalité et/ou de patrimonialité important sont considérés comme des zones sensibles à l'implantation des EnR (grand éolien, champs photovoltaïques et méthaniseurs) sur le territoire.*

[10] Les **zones d'accélération des énergies renouvelables** (**ZAEnR** ou **ZAER**) sont des secteurs identifiés par les communes, après concertation du public, comme favorables à l'accueil de projets de production d'énergies renouvelables ou de récupération. Introduites par la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023, dite loi APER, elles visent à organiser la planification territoriale des énergies renouvelables en tenant compte des potentiels locaux, des installations déjà existantes, des enjeux environnementaux, paysagers et patrimoniaux, ainsi que de l'acceptabilité locale des projets. Elles ne valent pas autorisation automatique, mais signalent les secteurs dans lesquels le développement des projets est priorisé et facilité.

Carte des secteurs de sensibilité paysagères à prendre en compte dans le développement du grand éolien



Objectif 14.3.2. *Valoriser prioritairement la ressource bois dans une logique durable*

La ressource **bois constitue le premier levier énergétique local, en lien avec la forêt de Retz, les boisements du territoire, les massifs des vallées et les lisières forestières qui structurent le territoire**. Son développement doit rester compatible avec la gestion durable des peuplements, le maintien du stockage carbone, la biodiversité, les usages récréatifs de la forêt et la priorité donnée au bois d'œuvre et aux matériaux géobiosourcés.

La stratégie CAE confirme le rôle historique du bois énergie dans le mix territorial, avec 555 GWh produits en 2021. Elle prévoit toutefois une baisse progressive de cette production à 300 GWh en 2030 puis 210 GWh en 2050, afin de privilégier le bois matière, les usages en cascade, le stockage carbone dans les bâtiments et le remplacement progressif des équipements individuels peu performants.

Les documents d'urbanisme et les projets énergétiques veillent à :

- **privilégier le bois énergie** dans une logique de complémentarité avec les usages du bois d'œuvre et des matériaux géobiosourcés ;
- **favoriser les équipements collectifs performants**, notamment les chaufferies bois et les réseaux de chaleur, en priorité dans les centralités, équipements publics, sites économiques et opérations d'aménagement ;
- **encadrer les infrastructures de stockage**, de transformation et de desserte liées au bois afin de limiter les incidences paysagères, les nuisances et l'artificialisation ;
- **orienter le bois énergie vers des installations collectives ou mutualisées à haut rendement,** afin de contribuer à la réduction des particules fines, en cohérence avec les objectifs de qualité de l'air du SCoT AEC.

>> en complément de l'Orientation 5

Objectif 14.3.3. *Développer le photovoltaïque en priorité sur les espaces déjà artificialisés*

Le photovoltaïque constitue un levier majeur de production renouvelable pour le Soissonnais Valois, à condition de préserver les grands plateaux agricoles, les vallées, les lisières forestières et les espaces naturels. La stratégie CAE fait du photovoltaïque le pilier de la production électrique renouvelable du territoire, avec une production appelée à passer de 3 GWh en 2021 à environ 226 GWh en 2030, puis 691 GWh en 2050. **Cette montée en charge suppose une mobilisation massive et en priorité des grandes toitures, parkings, friches industrielles, infrastructures routières, bâtiments publics, équipements publics, bâtiments agricoles et espaces économiques.**

Les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement :

- **mobiliseront en priorité les toitures** des bâtiments publics comme privés, économiques, agricoles et commerciaux, les parkings des zones d'activités, les ombrières, les friches et les délaissés déjà artificialisés ;
- **renforceront le photovoltaïque dans les espaces économiques du territoire**, notamment le Parc du Plateau, le Parc de Sermoise, les Prés Frais, les zones de Soissons, Villers Cotterêts, Braine, Vic sur Aisne et Oulchy-le-Château ;
- **encadreront strictement les projets au sol** afin d'éviter la concurrence avec les terres agricoles productives, les réservoirs de biodiversité, les paysages de vallées et les espaces forestiers, sauf en cas de friches, de sites dégradés, de carrières remblayées en fin d'exploitation impropres à un usage agricole pérenne, ou de projets compatibles avec le maintien d'un usage agricole ;
- **articuleront le déploiement photovoltaïque** avec les ZAER, les capacités de raccordement électrique, la trajectoire ZAN et les objectifs de qualité paysagère du SCoT.

Objectif 14.3.4. Accompagner le développement responsable de la méthanisation

Le gaz vert, la méthanisation et la biomasse constituent des filières structurantes pour valoriser les ressources agricoles, agro industrielles et organiques du Soissonnais Valois. La stratégie CAE prévoit une montée en puissance de la méthanisation, de 63 GWh en 2021 à 164 GWh en 2030 puis 450 GWh en 2050, en cumulant électricité, chaleur et gaz injecté.

Leur développement doit rester proportionné aux gisements locaux et compatible avec la souveraineté alimentaire, la ressource en eau, les paysages, le fonctionnement des exploitations et la sobriété foncière. Ces filières contribuent à la décarbonation des activités agricoles et industrielles lorsqu'elles s'inscrivent dans une logique d'économie circulaire, de gestion maîtrisée des effluents et de valorisation des coproduits.

❖ *Méthaniseurs adossés à une activité agricole*

Les projets de méthanisation agricole sont privilégiés lorsqu'ils reposent sur les ressources de l'exploitation ou d'un collectif d'exploitations, sans fragiliser les productions alimentaires et les équilibres agronomiques.

Les documents d'urbanisme, les schémas de développement des énergies renouvelables et les projets veillent à :

- **proportionner la capacité de production aux gisements agricoles disponibles**, en limitant les apports complémentaires et en évitant la concurrence avec les productions alimentaires ;
- **favoriser l'implantation à proximité des exploitations, des bâtiments agricoles existants et des secteurs de production des intrants agricoles mobilisés**, afin de valoriser localement l'énergie produite par autoconsommation, injection, vente au réseau ou usages de proximité ;
- **assurer l'intégration paysagère des installations**, en recherchant une implantation cohérente avec la topographie, les bâtiments existants, les accès agricoles et les vues depuis les axes routiers, touristiques ou habités ;
- **maîtriser les flux, les stockages, les accès et les risques de nuisances**, en particulier dans les secteurs de vallées, les franges habitées, les paysages ouverts et les zones sensibles pour l'eau ;
- **préserver le rôle prioritaire des sols agricoles dans la production alimentaire**, tout en permettant la valorisation énergétique des effluents, résidus de cultures et coproduits agricoles compatibles avec les équilibres agronomiques.

❖ *Méthaniseurs industriels et territoriaux*

Les méthaniseurs industriels ou territoriaux répondent à des logiques de mutualisation des flux agricoles, agroindustriels, alimentaires ou organiques. **Ils sont prioritairement orientés vers les sites économiques existants, leurs extensions ou les terrains déjà artificialisés.**

Les documents d'urbanisme et les projets veillent à :

- **implanter prioritairement ces équipements dans les zones d'activités**, les espaces économiques structurants ou les sites déjà artificialisés, notamment lorsque leur fonctionnement nécessite des accès logistiques, des réseaux renforcés ou une proximité avec les filières agro industrielles ;
- **rechercher les synergies** avec les exploitations agricoles, les industries agroalimentaires, les collectivités, les zones d'activités et les sites de transformation, notamment autour des espaces de valorisation agricole comme Sermoise ;
- **limiter les prélèvements sur les espaces agricoles, naturels et forestiers,** ainsi que les incidences sur les continuités écologiques, les paysages et les milieux sensibles ;
- **comptabiliser toute consommation d'espace ou artificialisation résiduelle au titre de la trajectoire de sobriété foncière du SCoT**, lorsque l'implantation sur un site déjà artificialisé ne peut être démontrée ;

- raccorder prioritairement les unités territoriales aux réseaux de gaz, de chaleur ou d'électricité existants ou programmés, afin de maximiser la valorisation locale de l'énergie produite et de limiter les coûts de raccordement.

Objectif 14.3.5. Mobiliser la géothermie et les énergies fatales

La géothermie et les énergies fatales constituent des ressources stratégiques pour produire de la chaleur renouvelable, notamment dans les secteurs urbains, industriels et tertiaires où les besoins sont concentrés. **Le potentiel est à étudier prioritairement dans les vallées, l'unité urbaine de Soissons, les secteurs d'équipements, les zones d'activités et les sites industriels ou agro industriels**.

La stratégie CAE identifie la géothermie, l'aérothermie, le solaire thermique et la chaleur de récupération comme des filières complémentaires appelées à prendre le relais d'une partie du bois énergie. La géothermie vise une production de 5 GWh en 2030 puis 60 GWh en 2050, principalement par géothermie de surface, tandis que l'aérothermie pourrait atteindre 250 GWh en 2050.

Les gisements de chaleur fatale industrielle constituent également un potentiel territorial majeur, notamment en lien avec les procédés industriels, verriers, papetiers, les stations d'épuration, les équipements collectifs et les espaces économiques structurants. Leur valorisation doit alimenter les boucles énergétiques locales, les réseaux de chaleur et les démarches d'écologie industrielle territoriale.

Les documents d'urbanisme et les projets veillent à :

- **étudier le potentiel géothermique dans les secteurs où les besoins de chaleur sont importants**, notamment Soissons, Villers Cotterêts, les pôles urbains, les équipements publics, les quartiers denses et les grands sites économiques ;
- **favoriser la récupération de chaleur fatale** issue des activités industrielles, agro industrielles, numériques, commerciales ou logistiques, notamment dans les espaces économiques structurants du territoire ;
- **articuler ces ressources avec les réseaux de chaleur et de froid**, les opérations de renouvellement urbain, les équipements publics et les démarches d'écologie industrielle territoriale ;
- **mobiliser en priorité la géothermie, l'aérothermie et la chaleur fatale dans les secteurs de rénovation résidentielle et tertiaire**, afin de contribuer aux objectifs CAE de réduction des consommations du résidentiel et du tertiaire et de décarbonation des usages de chaleur.

Objectif 14.3.6. Encadrer l'éolien sur le territoire

Le Soissonnais Valois compte plusieurs parcs éoliens existants, dont ceux de Crouy et de Braine, d'une puissance de 12 MW chacun. Ces installations permettent déjà d'atteindre l'objectif de production éolienne fixé à horizon 2030 par la stratégie CAE. L'éolien demeure donc une filière complémentaire et n'est pas retenu comme axe prioritaire de développement énergétique, l'effort étant principalement orienté vers le photovoltaïque, la méthanisation, la géothermie, l'aérothermie et la récupération de chaleur.

Cette orientation vise à préserver les grands paysages ouverts des plateaux, les vallées, les vues patrimoniales, les lisières de la forêt de Retz, les paysages agricoles et les abords des sites historiques et mémoriels, qui constituent des supports majeurs de l'identité territoriale et de l'attractivité résidentielle et touristique du Soissonnais Valois.

Ces éléments constituent des supports majeurs de **l'identité territoriale et du développement touristique** du Soissonnais Valois. Elle vise également à limiter les incidences potentielles sur **la biodiversité volante**, en particulier **l'avifaune et les chiroptères**. Si l'éolien s'implante généralement sur les plateaux ouverts, ces espaces **ne sont pas déconnectés du fonctionnement écologique du territoire** : ils s'inscrivent en interaction avec les vallées, les boisements, les haies, les lisières et les milieux humides, qui structurent les déplacements, les zones de chasse, les sites de reproduction et les continuités utilisées par les espèces volantes. Plusieurs cavités souterraines du territoire constituent notamment des sites de refuge, de

stationnement, de migration ou d'hibernation pour les chauves-souris, dont certains présentent **une importance nationale, voire internationale**, au regard de la diversité des espèces accueillies. Cette sensibilité justifie **une approche prudente du développement éolien**, afin de limiter les risques de collision, de dérangement et d'altération des continuités écologiques.

Le développement éolien demeure également contraint par les sensibilités écologiques du territoire, notamment pour l'avifaune et les chiroptères. Les plateaux ouverts s'inscrivent en interaction avec les vallées, boisements, haies, lisières, zones humides et cavités souterraines, qui participent aux déplacements, zones de chasse, sites de reproduction, de stationnement, de migration ou d'hibernation des espèces volantes.

Les documents d'urbanisme et les projets :

- préservent de l'implantation d'installations éoliennes les abords non urbanisés des infrastructures routières, les coupures d'urbanisation, les lisières forestières, les fenêtres paysagères, les vues vers les sites et paysages emblématiques, ainsi que les secteurs présentant une sensibilité écologique avérée ;
- évitent les effets de rupture, de dérangement, de collision ou d'altération des couloirs de déplacement et des zones de chasse de l'avifaune et des chiroptères ;
- garantissent, lorsque des projets sont envisagés à proximité de continuités écologiques ou de secteurs sensibles, la pérennité du fonctionnement écologique des espaces concernés ;
- préservent la lisibilité des grands horizons, des vallées, des lisières boisées et des silhouettes paysagères qui structurent le cadre de vie et le récit territorial du Soissonnais Valois.

Objectif 14.3.7. *Assurer la résilience et la pérennité des réseaux énergétiques*

Les documents d'urbanisme contribuent à **garantir la pérennité et les possibilités d'évolution du réseau public de transport d'électricité à haute et très haute tension.** Ils veillent à la compatibilité de l'utilisation du sol sous les lignes électriques avec le bon fonctionnement de ce réseau.

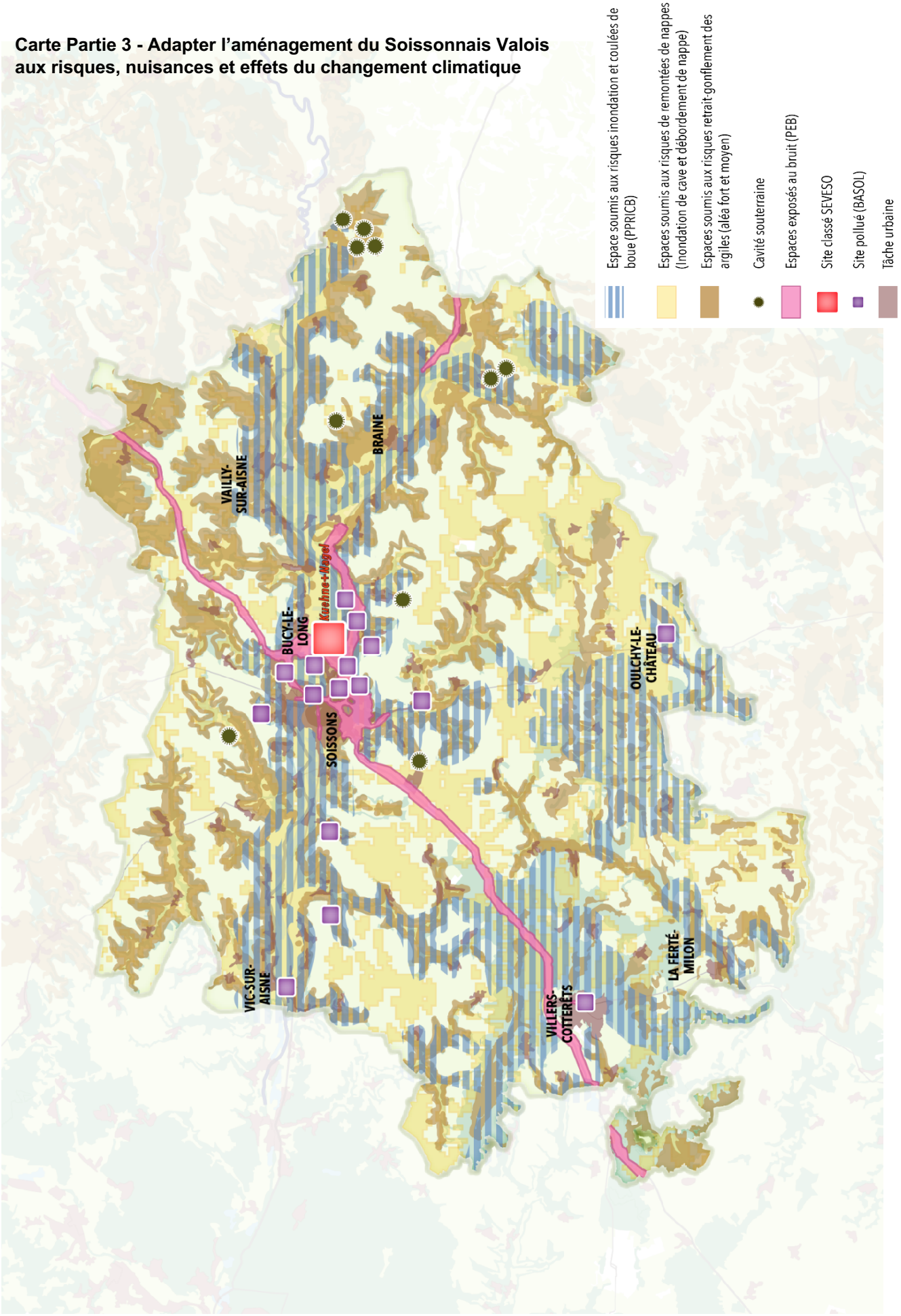
L'espace aérien et souterrain des réseaux est préservé pour permettre leur maintenance et leur évolution.

Les documents d'urbanisme veillent ainsi à préserver les capacités d'évolution des réseaux électriques, gaziers, de chaleur et de froid, en cohérence avec les capacités de raccordement du territoire.

Le réseau de chaleur urbain de Soissons constitue un point d'appui prioritaire pour la décarbonation des usages thermiques, notamment dans les secteurs denses, les équipements publics, le tertiaire et les opérations de renouvellement urbain. Les projets d'aménagement et de requalification recherchent, lorsque cela est pertinent, le raccordement aux réseaux existants ou leur extension.

Les réseaux de gaz sont mobilisés pour accompagner l'injection de biométhane et la valorisation du gaz vert produit localement. Les réseaux électriques sont renforcés en articulation avec le S3REnR, les ZAENR, les zones d'activités, les pôles urbains et les grands sites de production renouvelable.

Carte Partie 3 - Adapter l'aménagement du Soissonnais Valois aux risques, nuisances et effets du changement climatique



15. Adapter l'aménagement du Soissonnais Valois aux risques, nuisances et effets du changement climatique

Enjeux du Diagnostic

Le Soissonnais Valois est exposé à une pluralité d'aléas naturels, technologiques et sanitaires qui structurent fortement les conditions de l'aménagement de son territoire. Les risques naturels sont dominés par les inondations de natures diverses (débordement de l'Aisne et de ses affluents, remontées de nappes, ruissellement et coulées de boue), ainsi que les évolutions physiques des sols (cavités, érosion des berges et retrait gonflement des argiles). Ces aléas sont appelés à se recomposer sous l'effet du changement climatique

Le territoire est également concerné par des risques technologiques et des pollutions héritées ou actuelles, en lien avec son histoire industrielle, la présence d'ICPE, d'un site SEVESO seuil haut à Villeneuve Saint Germain, d'un PPRT sur Venizel et Villeneuve Saint Germain, d'axes de transport de matières dangereuses, ainsi que de sites et sols pollués ou potentiellement pollués. Ces emprises constituent à la fois des contraintes sanitaires et des supports potentiels de recyclage foncier, sous réserve d'une compatibilité stricte entre pollution, usage projeté et mesures de gestion.

Orientation 15.1. Intégrer systématiquement la connaissance du risque dans les choix d'aménagement

Les documents d'urbanisme locaux identifient, cartographient et traduisent les secteurs exposés aux risques naturels, technologiques et sanitaires, en mobilisant les PPR approuvés, les porter à connaissance de l'État, les données Géorisques, les cartes d'aléas, les atlas de zones inondables, les cartes de bruit, les données relatives aux sols pollués, les informations relatives aux canalisations et infrastructures de transport de matières dangereuses.

Les PLU(i), notamment par le règlement, les OAP et les annexes, mobilisent les outils permettant de :

- décliner les prescriptions des plans de prévention des risques dans les choix de zonage, de constructibilité et de programmation ;
- intégrer les aléas connus dans les secteurs non couverts par un plan de prévention, en appliquant un principe de précaution proportionné à l'intensité de l'aléa et à la vulnérabilité des usages envisagés ;
- éviter l'implantation d'équipements sensibles, d'établissements recevant des publics vulnérables et de fonctions stratégiques de gestion de crise dans les secteurs les plus exposés ;
- conditionner les opérations de renouvellement, d'intensification ou de requalification à des mesures de réduction de la vulnérabilité ;
- renforcer l'information préventive, la mémoire des événements passés et la culture du risque dans les projets d'aménagement.

Orientation 15.2. Réduire l'exposition aux inondations et adapter l'aménagement au fonctionnement hydraulique du territoire

Les documents d'urbanisme locaux prennent en compte l'ensemble des formes d'inondation présentes sur le Soissonnais Valois afin d'éviter l'exposition de nouvelles populations, de réduire la vulnérabilité des espaces déjà urbanisés et de préserver les fonctions naturelles de régulation de l'eau. Cette approche s'inscrit dans une logique de résilience face à l'intensification des épisodes pluvieux, à la saturation des sols et des réseaux, aux remontées de nappes et aux effets cumulés du changement climatique sur les vallées, les coteaux, les espaces agricoles et les tissus urbanisés.

À ce titre, les PLU(i), les OAP et les opérations d'aménagement mobilisent les outils permettant de :

Objectif 15.2.1. Pour les inondations par débordement des cours d'eau

- Préserver les lits majeurs, les zones d'expansion des crues, les fonds de vallée, les zones humides et les continuités hydrauliques de l'Aisne, de la Vesle, de l'Ourcq, de l'Automne, de la Crise et de leurs affluents ;
- Eviter l'urbanisation nouvelle dans les zones inondables non urbanisées ;
- Limiter les remblais, les endiguements nouveaux et les obstacles à l'écoulement ;
- Adapter les formes urbaines dans les tissus déjà constitués par des principes de moindre vulnérabilité, de perméabilité, de réversibilité et de maintien des accès aux secours.

Objectif 15.2.2. Pour les inondations par remontées de nappes

- Prendre en compte la sensibilité des vallées et des secteurs de nappe affleurante dans les choix de localisation et de conception des projets ;
- Encadrer les sous-sols, caves, garages enterrés, locaux techniques et ouvrages enterrés ;
- Conditionner les projets les plus exposés à une connaissance hydrogéologique adaptée ;
- Concevoir les espaces publics, voiries, stationnements et réseaux de manière compatible avec les niveaux de nappe et les risques de saturation.

Objectif 15.2.3. Pour les inondations par ruissellement et coulées de boue

- Réduire l'imperméabilisation des sols et renforcer la désimperméabilisation dans les secteurs contributeurs au ruissellement ;
- Gérer les eaux pluviales à la parcelle ou au plus près du point de chute par infiltration, rétention, noues, bassins paysagers, pleine terre et sols vivants ;
- Préserver les éléments fixes du paysage qui ralentissent les écoulements (haies, talus, fossés, bandes enherbées, etc.) ;
- Intégrer dans la séquence ERC des extensions urbaines le principe de non-aggravation des écoulements vers l'aval.

Objectif 15.2.4. Pour les inondations liées à la rupture d'ouvrages hydrauliques

- Prendre en compte les informations disponibles relatives aux ouvrages, aux zones de submersion potentielle et aux conditions de gestion de crise ;
- Eviter l'implantation de fonctions sensibles dans les secteurs les plus exposés ;
- Préserver les itinéraires d'évacuation, les accès aux secours et les continuités nécessaires au fonctionnement des services essentiels ;
- Intégrer des principes d'aménagement permettant une remise en fonctionnement rapide des espaces urbanisés après événement.

Orientation 15.3. Adapter les constructions aux mouvements de terrain et au retrait gonflement des argiles

Les documents d'urbanisme locaux prennent en compte les aléas liés aux cavités souterraines, aux effondrements, aux glissements, à l'érosion des berges et au retrait gonflement des argiles.

Les PLU(i) mobilisent les outils permettant de :

- Identifier les secteurs concernés par des cavités, mouvements de terrain ou sols sensibles ;
- Conditionner l'ouverture à l'urbanisation et les changements d'usage à la production d'études géotechniques adaptées ;
- Adapter les règles d'implantation, de fondation, de gestion des eaux pluviales et de végétalisation aux caractéristiques du sol ;

- Éviter les nouvelles constructions dans les secteurs d'aléa fort non maîtrisable ou insuffisamment caractérisé ;
- Prendre en compte la stabilité des berges dans les projets situés à proximité des cours d'eau.

Objectif 15.3.1. Encadrer les risques technologiques, industriels et liés au transport de matières dangereuses

Les documents locaux prennent en compte le PPRT de Kuehne et Nagel (site SEVESO seuil haut), les périmètres des ICPE, les silos, les canalisations de gaz naturel, les voies ferrées, les axes routiers supportant du transport de matières dangereuses, ainsi que les servitudes applicables.

Les PLU(i), OAP et projets mobilisent les outils permettant de :

- Eviter l'intensification résidentielle et l'accueil de publics sensibles dans les périmètres de danger ou de vigilance ;
- Organiser des zones tampons, reculs, interfaces paysagères ou fonctionnelles entre secteurs d'habitat et activités génératrices de risques ;
- Localiser les nouvelles activités potentiellement dangereuses dans des espaces adaptés, accessibles, maîtrisés et compatibles avec leur environnement humain et naturel ;
- Vérifier la compatibilité des projets avec les servitudes relatives aux canalisations et infrastructures de transport de matières dangereuses ;
- Intégrer les conditions d'accès, de retournement, de défense incendie, de gestion de crise et de continuité des activités dans les projets économiques.

Objectif 15.3.2. Reconvertir les sites et sols pollués dans une logique de sobriété foncière maîtrisée

Les sites pollués ou potentiellement pollués constituent des gisements de renouvellement urbain, de renaturation, de production énergétique ou de développement économique, sous réserve d'une compatibilité démontrée entre l'état des sols, les usages projetés et les mesures de gestion.

Les documents locaux mobilisent les outils permettant de :

- prioriser le recyclage des friches et délaissés déjà artificialisés lorsque les conditions sanitaires, techniques et économiques le permettent ;
- conditionner tout changement d'usage à des diagnostics de pollution, études de sols et plans de gestion adaptés ;
- éviter l'implantation d'usages sensibles sur des sols incompatibles avec l'état de pollution ou les coûts de dépollution ;
- orienter les sites présentant de fortes contraintes vers des usages compatibles, tels que activités économiques adaptées, production énergétique, renaturation encadrée ou fonctions logistiques non sensibles ;
- conserver la mémoire des pollutions et garantir la pérennité des mesures de gestion dans le temps.

Orientation 15.4. Réduire l'exposition des populations au bruit et aux pollutions

Les documents d'urbanisme locaux prennent en compte les infrastructures bruyantes, en particulier la RN2, la RN31, les lignes ferroviaires et l'aérodrome de Soissons Courmelles, génératrices de pollution et d'émissions de gaz à effet de serre.

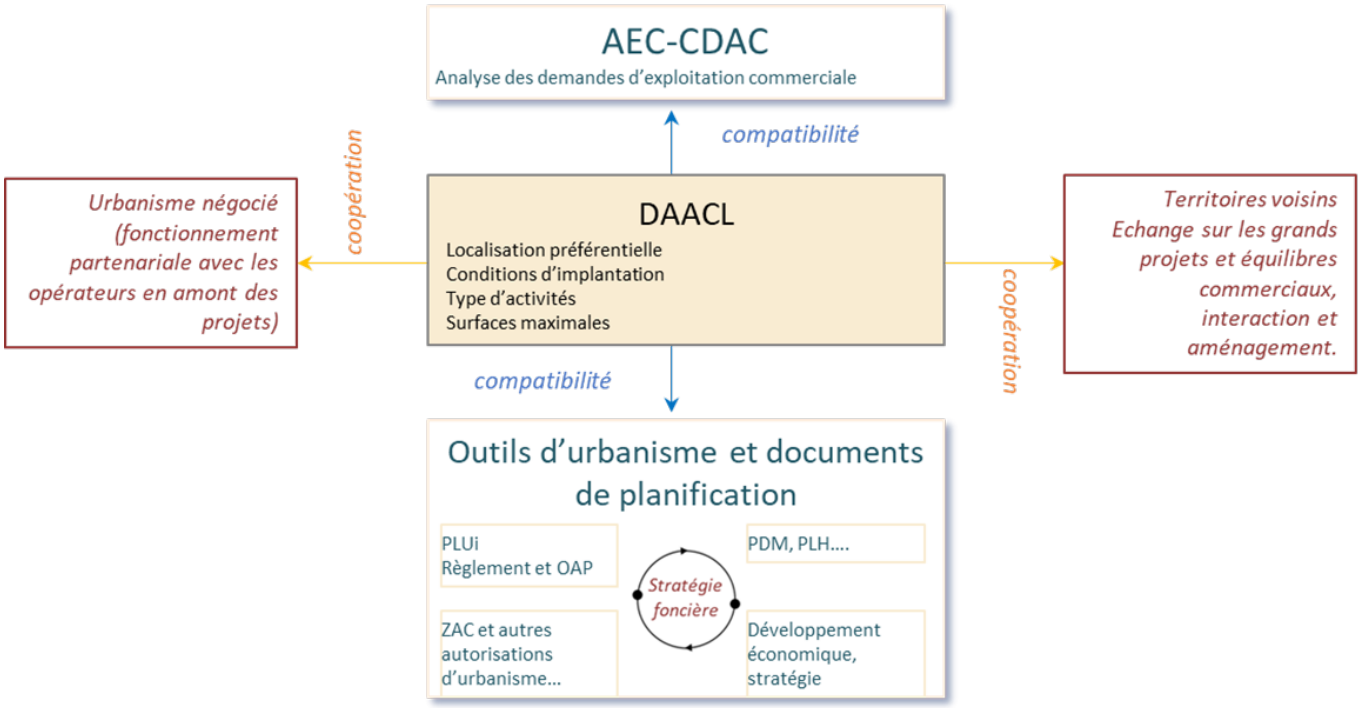
Les PLU(i) et OAP organisent le développement et l'usage des sols permettant de :

- **Eviter l'implantation** de logements, d'écoles, crèches, établissements de santé, structures pour personnes âgées et autres publics sensibles dans les secteurs **soumis à de fortes nuisances acoustiques et ou de sources d'émissions de GES ;**
- **Privilégier des formes urbaines protectrices dans les secteurs de renouvellement exposés :** recul, orientation des bâtiments, fronts bâtis écrans, cœurs d'îlots apaisés, implantation des pièces de vie à distance des sources de bruit ;
- **Localiser les activités** bruyantes dans des secteurs dédiés ou compatibles avec le tissu environnant ;
- **Analyser les effets cumulés** entre bruit routier, bruit ferroviaire, bruit industriel et nuisances liées aux activités ;
- **Maintenir ou créer des zones calmes**, notamment dans les centralités, les espaces résidentiels, les vallées, les lisières forestières et les espaces de proximité, vectrices de captation de GES.

16. Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique

Le DAACL fixe le cadre de l'aménagement et du développement commercial, artisanal et logistique.

Le champ de rayonnement du DAACL dans les décisions d'urbanisme commercial : il intervient dans un cadre de référence pour l'aménagement et le développement commercial, artisanal et logistique.



Orientation 16.1. Avant-propos

Objectif 16.1.1. Le cadre réglementaire

Le DAACL vient en complément du DOO pour traduire les objectifs inscrits dans le PAS. Pour rappel, la création et l'extension de locaux commerciaux sont soumises à :

- la conformité du permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale avec le document d'urbanisme applicable (PLUi/PLU) ;
- l'obtention d'une autorisation d'exploitation commerciale pour les projets venant à dépasser 1 000 m²* de surface de vente, avec une compatibilité du SCoT (DAACL du DOO) par une traduction des orientations dans les PLU(i).

* 300 m² à la demande des élus locaux compétents dans le cadre d'une commune de moins de 20 000 habitants ou en cas d'artificialisation des sols (article 752-4 du Code du commerce).

Objectif 16.1.2. Le champ d'application du DAACL

Le commerce est une composante essentielle du territoire et du maintien des centralités urbaines et rurales. Outre le fait de répondre à sa fonction première d'apporter une offre de produits ou de services de proximité aux habitants du territoire ou de différents bassins de vie, il contribue faux facteurs de liens sociaux et d'économie présentielle indispensable à l'attractivité des communes et à l'aménagement du territoire.

Le commerce est une activité soumise à de fortes évolutions ces dernières années et de possibles mutations sont encore à prévoir, mais aussi à anticiper. Ces éléments se répercutent naturellement sur les flux de consommation des habitants du territoire (ex : 1 relais colis pour 1500 habitants, soit autant que de boulangerie), les logiques de déplacement et l'harmonisation des usages territoriaux.

Portée du DAACL

La déclinaison des localisations de l'armature commerciale du SCoT Pays Soissonnais Valois concerne :

- Les sous-destinations de constructions prévues à l'article R. 151-28 du Code de l'urbanisme, c'est-à-dire « l'artisanat et le commerce de détail » et « les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle », à l'exception des activités de « commerce et de la réparation automobile », de l'hôtellerie, de la restauration, du commerce de gros (commerce interentreprise) et des activités de loisirs.

- Les bâtiments accueillant des activités soumises à autorisation d'exploitation commerciale et n'entrant pas dans le champ du commerce de détail.

Intégration de la spécificité de la logistique commerciale

Remarque : la loi ne donne pas de définition des terminologies « équipements logistiques commerciaux », « constructions logistiques commerciales » et « logistique commerciale de proximité ». Ceci permet donc au SCoT Pays Soissonais Valois d'apprécier une définition adaptée aux enjeux de son territoire.

Parmi les sous-destinations identifiées à l'article R. 151-28 du Code de l'urbanisme, les orientations et les objectifs du DAACL en matière de logistique commerciale peuvent concerner de façon spécifique :

- la destination « commerces et activités de services », c'est-à-dire artisanat et commerce de détail, restauration, commerce de gros, activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle, cinéma, hôtel ou autre hébergement touristique ;

- la destination « autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire », à savoir industrie, entrepôt, bureau, centre de congrès et d'exposition.

Ce sont donc les activités de commerce de gros et d'entrepôt qui seront encadrées en matière d'implantation au regard des dispositions de l'article L. 141-6 du Code de l'urbanisme.

La logistique commerciale peut se définir comme l'ensemble des processus d'acheminement entre la production d'un bien ou d'un service et sa livraison au client final.

Les orientations du DAACL différencient 3 types de bâtiments/activités, à partir du schéma d'analyse suivant :

- **Les entrepôts logistiques de plus de 20 000 m² de surface de plancher** ayant des fonctions de stockage et de transit, dont la zone d'intervention est régionale à internationale, selon les cas, et étant implantés en zone périurbaine,

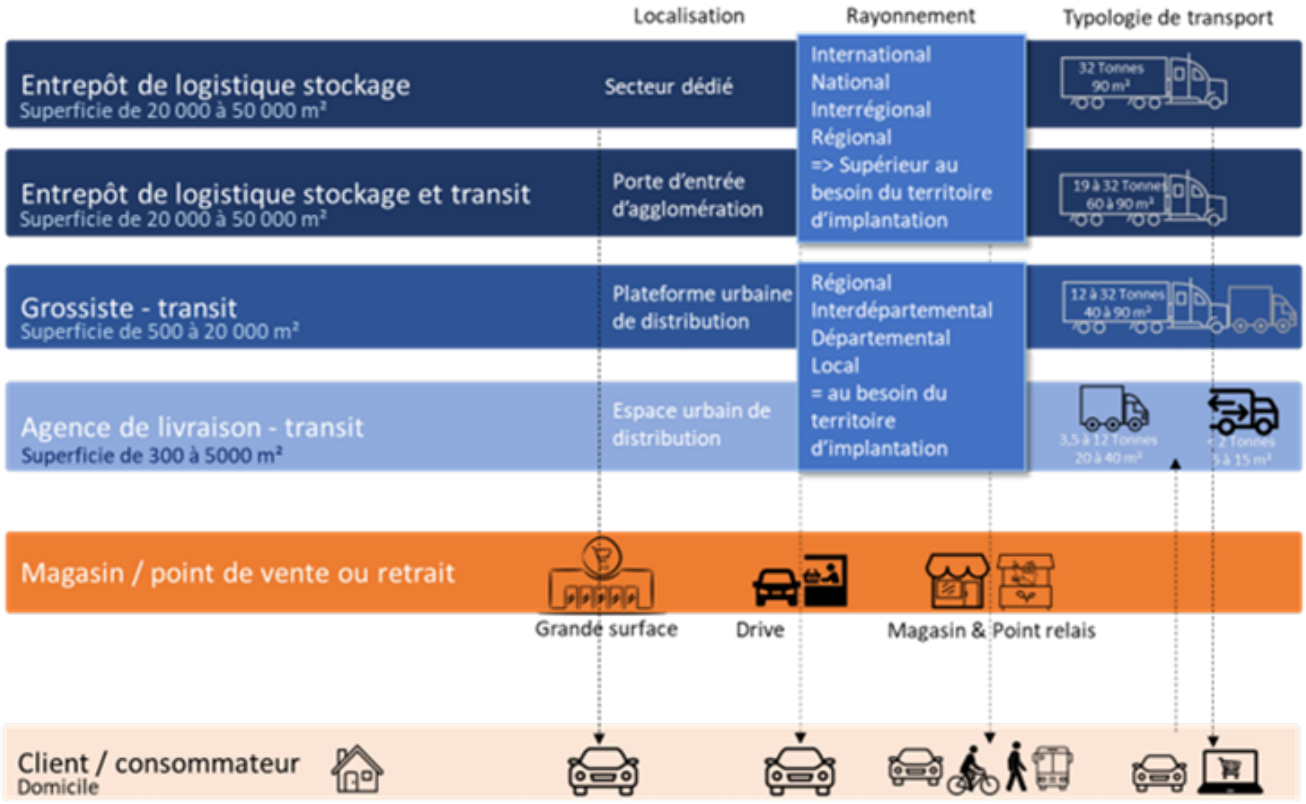
- **Les grossistes ou les espaces de transit** sur des surfaces de plancher allant de 500 à 20 000 m². Ils ont des fonctions de distribution, d'organisation et d'échange urbain de marchandises. Ils sont mono ou multi-utilisateurs,

- **Les agences de livraison ayant entre 500 et 5 000 m² de surface de plancher** et étant implantées dans les zones d'activités ou dans les quartiers urbains à forte densité.

Remarque : en complément de cette chaîne de distribution, des marchandises peuvent s'ajouter des petits espaces urbains de livraison de quelques mètres carrés, servant à la distribution finale de colis (point relais, consigne, conciergerie…).

Cette déclinaison est reprise dans le schéma suivant :

Illustration de la de logistique commerciale : typologie de bâtiment inscrit dans le DAACL



Principes de rédaction du DAACL

Le territoire du SCoT Pays Soissonnais Valois se compose de plusieurs sites (notamment 7 centralités d'importance qui rayonnent sur le territoire ou des bassins de vie et 6 sites de périphéries structurants) commerciaux avec des périmètres d'emprise différents.

Ils assurent l'équilibre territorial et permettent de répondre aux besoins de consommation des habitants. L'un des objectifs consiste à prioriser le maintien et le fonctionnement du commerce au sein des centralités et d'encadrer le développement sur les sites de périphérie.

Les objectifs et les conditions d'implantation sont adaptés aux orientations réglementaires en matière d'impact sur :

- l'artificialisation ;
- la mobilité, les flux et l'équilibre territorial ;
- l'économie d'espace des bâtiments et des aires de stationnement ;
- la qualité environnementale et paysagère ;
- la facilité d'accès, et ce, dans le respect de l'article L. 141-6 du Code de l'urbanisme. Les documents d'urbanisme utiliseront certains outils d'urbanisme réglementaire pour favoriser la mutation ou l'implantation au sein des secteurs d'implantation.

Orientation 16.2. Les localisations

Le DAACL définit ainsi les localisations des secteurs d'implantation de périphérie et de centralité. Afin de préciser la compréhension de ces localisations, nous pouvons apporter deux définitions :

Centralité : se définit comme un espace central d'une commune qui regroupe une pluralité de fonctions (administrative, commerciale, culturelle, économique, sociale, politique, de services, etc.), ayant la capacité de répondre aux besoins des habitants et des usagers extérieurs.

Périphérie : se définit comme un espace péricentral d'une commune disposant d'une vocation spécifique ou limitée à dominante économique et/ou commerciale, généralement située en prolongement de zone urbaine.

Le DAACL traduit l'objectif de maintien d'une armature commerciale diversifiée au sein des centralités du territoire du SCoT Pays Soissonnais Valois.

Pour accompagner cet objectif, il est indispensable de mener la même stratégie sur les activités de services (médical et paramédical, public et de proximité) ainsi que les orientations en matière de localisation et de densification de l'habitat permettant conjointement de réduire les déplacements et de pérenniser l'ensemble des équipements dans une logique de mixité d'usage.

Les localisations d'implantation commerciales :

- Sont prioritairement celles indiquées dans le DAACL (voir ci-après) ;
- Sont développées, prioritairement, au sein des espaces déjà artificialisés, pour limiter l'extension urbaine. Il est souhaité que l'offre commerciale nouvelle ou se restructurant se développe sur les localisations préférentielles identifiées (cf. infra), quelle que soit sa taille, ceci afin de maîtriser le déploiement du commerce de façon diffuses ou isolée et ses effets induits sur les espaces urbains, les circulations et les paysages ;
- Intègrent prioritairement les projets commerciaux importants nécessitant une autorisation d'exploitation commerciale (AEC) ;
- Identifient les linéaires bâtis qui pourraient accueillir des activités commerciales en deçà du seuil de CDAC*.

❖ *Typologies d'activités et surfaces maximales*

Définition des sites privilégiés pour l'accueil des activités commerciales selon la fréquence d'achat

Quotidienne	Boulangerie, boucherie, alimentation, tabac-presse, fleurs, services	Modes doux, transport en commun, voiture	Centralités urbaines principales, centralités secondaires, centralités de proximité
Hebdomadaire	Hypermarché, supermarché, alimentation spécialisée	Modes doux, transport en commun, voiture	Centralités urbaines principales, centralités secondaires, centralités de proximité, localisation préférentielle de périphérie
Occasionnelle lourde	Bricolage, jardinage, petits matériaux	Voiture	Centralités urbaines principales, localisation préférentielle de périphérie
Occasionnelle légère	Habillement, chaussures, accessoires, optique, bijoux, parfumerie, jeux-jouets, librairie, petite décoration, petit électroménager	Modes doux, transport en commun, voiture	Centralités urbaines principales, centralités secondaires, centralités de proximité, localisation préférentielle de périphérie
Exceptionnelle	Ameublement, gros électroménager, aménagement de la maison…	Voiture	Centralités urbaines principales, localisation préférentielle de périphérie

Tableau des surfaces de vente maximales des équipements commerciaux spécifiques aux localisations d'implantations identifiées.

<table>
<tr><th></th><th colspan="3">Surfaces de vente maximales des équipements importants</th><th rowspan="2">Secteur d'activité concerné</th></tr>
<tr><th></th><th>Site de centralité</th><th>Site de périphérie</th><th>Site isolé commercialement</th></tr>
<tr><th colspan="5">Surface de vente < 300 m²</th></tr>
<tr><td>Projet de création</td><td rowspan="2">Oui en priorité</td><td>NON (pas de création de petites unités de vente par division de bâtiments existants)</td><td>NON (éviter la création d'une offre diffuse qui dilue les effets de concentration commerciale de proximité)</td><td>Tous secteurs d'activité sauf en complément de l'activité artisanale existante.</td></tr>
<tr><td>Projet d'extension</td><td>OUI en respectant les conditions d'implantation et règles du PLUi</td><td>OUI dans le cadre du respect de la compatibilité au PLUi</td><td>Tous</td></tr>
<tr><th colspan="5">Surface de vente de 300 à 1 000 m²</th></tr>
<tr><td>Projet de création</td><td rowspan="2">Sollicitation d'un avis AEC et selon l'intégration du projet au tissu urbain.</td><td rowspan="2">OUI en respectant les conditions d'implantation et règles du PLUi</td><td rowspan="2">Sollicitation d'un avis AEC et selon l'intégration du projet au tissu urbain, et respect des conditions d'implantation similaires aux sites de périphérie.</td><td rowspan="2">Tous</td></tr>
<tr><td>Projet d'extension</td></tr>
<tr><th colspan="5">Surface de vente > 1 000 m²</th></tr>
<tr><td>Projet de création</td><td>OUI selon la compatibilité et l'intégration dans le tissu urbain</td><td rowspan="2">OUI en respectant les conditions d'implantation et règles du PLUi</td><td>Sur l'emprise des sites avec accompagnement au zonage autorisés au PLUi</td><td rowspan="2">Seuil maximal de 6000 m² pour le format alimentaire (hypermarché) et de 4 000 m² pour les activités de bricolage ou jardinerie.</td></tr>
<tr><td>Projet d'extension</td><td>OUI dans le cadre du maintien sur le site existant (respect du PLUi)</td><td>Sur les sites de logique commerciale fléchés au DAACL</td></tr>
<tr><th colspan="5">Activité logistique commerciale</th></tr>
<tr><td>< 2 000 m²</td><td colspan="4">Sur l'ensemble des sites à vocation économique ou zonages autorisés au PLUi</td></tr>
<tr><td>> 2 000 m²</td><td colspan="4">Sur les sites de logistique commerciale fléchés au DAACL</td></tr>
</table>

Cas particulier d'extension des activités commerciales en dehors des localisations :

En dehors des localisations préférentielles identifiées, il est nécessaire de permettre aux activités existantes de bénéficier des conditions d'exploitation favorables pour assurer une réponse au besoin des consommateurs du territoire, tout en garantissant la qualité du maillage commercial existant.

Il faut aussi permettre le renouvellement de bâtiments anciens, qui nécessiteraient des améliorations au regard des performances énergétiques, la réhabilitation du bâti ou du bien immobilier dans son ensemble.

- À ce titre, les activités hors localisation **pourront bénéficier d'un développement mesuré correspondant, au maximum, au quart de leur superficie actuelle** (surface de vente en m²). Ces projets, dans le cadre de la réalisation de travaux, devront également intégrer les mêmes dispositions que pour les autres projets localisés en périphérie, à savoir des améliorations concernant l'imperméabilisation des sols, la gestion des eaux de pluie ainsi que des facteurs de biodiversité, hydriques et biologiques des espaces fonciers concernés par le projet.
- Ces **projets devront également respecter la préservation des espaces boisés et végétalisés, mais aussi privilégier l'augmentation des plantations dans la mesure du possible**. Ils seront de fait soumis aux exigences de la réglementation en vigueur sur l'obtention des autorisations d'exploitation commerciale, ainsi que sur les réglementations en matière d'économie d'énergie et d'intégration d'énergies renouvelables.

Orientation 16.3. Définition des espaces de centralité et de périphérie

Le DAACL identifie les secteurs préférentiels d'implantation commerciale pour les centralités et les périphéries.

Il appartient au document d'urbanisme de délimiter ces secteurs et d'adapter la compatibilité avec le DAACL au sein des documents (zonage, règlement écrit et graphique, éventuellement OAP). En ce sens, le DAACL n'interdit pas de forme de commerce, c'est le document d'urbanisme qui est prescriptif.

Exemple d'articulation entre DAACL et document d'urbanisme local



Par ces localisations, le SCoT vise à promouvoir une organisation commerciale en lien avec l'armature territoriale permettant ainsi de répondre aux objectifs de :

- Accroître l'attractivité et l'intensification des fonctions urbaines dont les services et les commerces dans les centralités

- Limiter le développement du commerce de périphérie en préservant la vocation de réponse aux besoins de consommation des habitants du territoire, limiter l'évasion commerciale et l'accentuation des flux motorisés
- Faciliter le renouvellement et l'amélioration de l'offre au sein des enveloppes foncières accueillant déjà une offre commerciale ;

Tableau des localisations des secteurs d'implantation commerciale

Secteurs d'implantation de centralités

Commune	Typologie	dispositif
Soissons	Principale	ORT
Villers Cotterêts	Secondaire	ORT
Vailly sur Aisne	Proximité	ORT
Braine	Proximité	ORT
Vic sur Aisne	Proximité	
La Ferté Millon	Proximité	ORT
Oulchy le Château	Proximité	

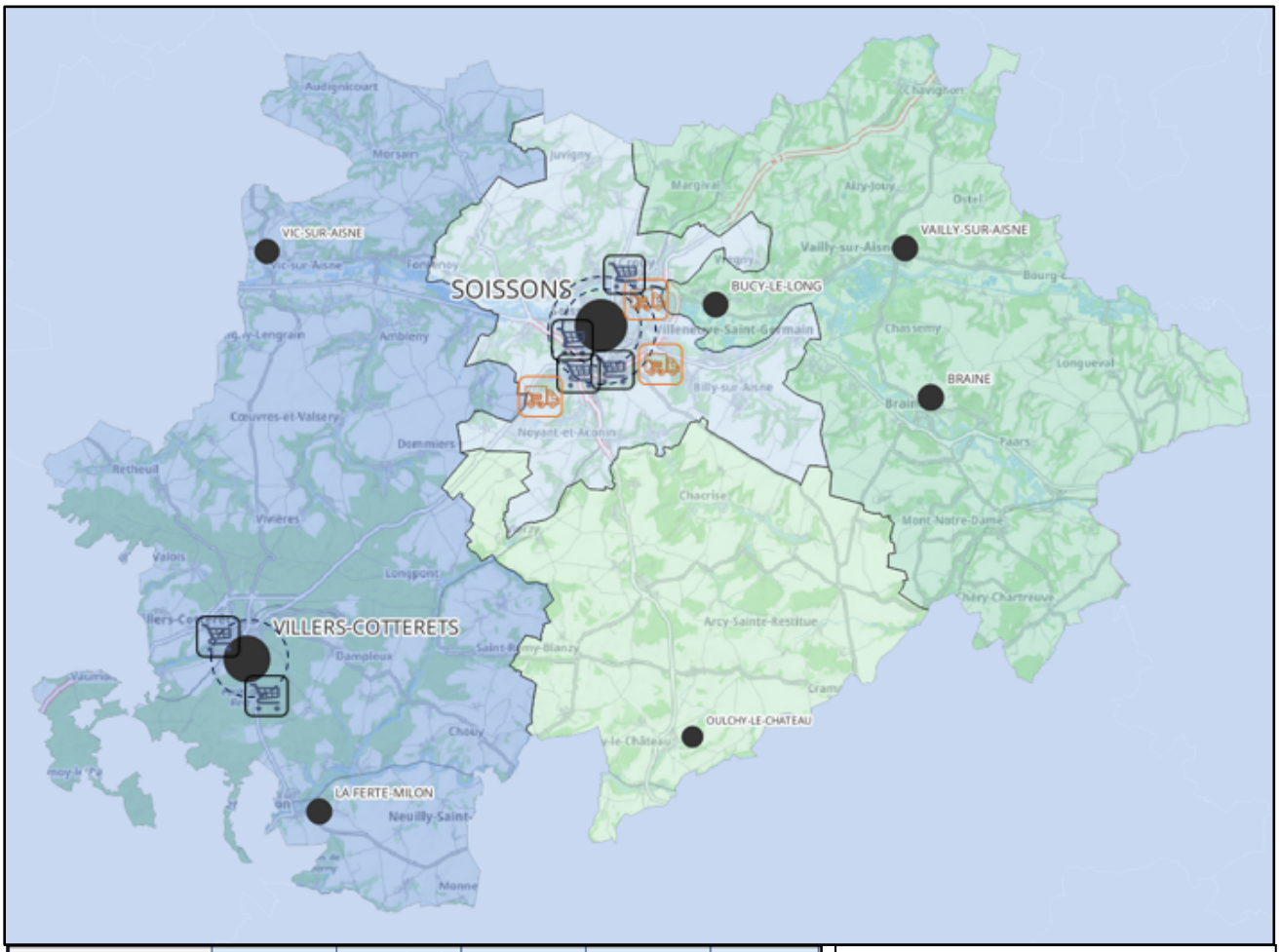
Secteurs d'implantation de périphérie

Commune	Typologie	Nom de la zone	Position vis-à-vis du tissu urbain	Potentiel de mixité
Soissons	Structurante	ZAC ARCHER	intégré	non
Soissons	Intermédiaire	Parc des Moulins	deconnecté	non
Vauxbuin	Structurante	Les Portes de Soissons	deconnecté	oui
Crouy	Intermédiaire	Pole de Crouy	intégré	oui
Villers-Cotterêts	Intermédiaire	ZAE la Queue d'Oigny	intégré	oui
	Intermédiaire	Secteur Saint Anne	deconnecté	oui

Secteurs d'implantation logistique commerciale

Commune	Nom de la zone	axe routier structurant à proximité	Projet de logistique concerné
Soissons	Villeneuve Soissons	N2 et N31	>2000 m² et inférieur à 20000m²
Soissons	Le Plateau	N2	>2000 m² et inférieur à 20000m²
	Toutes zones économiques		< 2000 m² de SDP

Localisation des sites d'implantation préférentielle du commerce



Indicateurs	surface de vente du pôle m²	Proportion du pole sur la surface de vente totale	Seuil Maximale de la zone en m²	Proportion maximale du pole	Part de croissance acceptable
ZAC Archer	20 548	18%	22 603	19%	10%
Les Portes de Soissons	*16 884*	*15%*	*17 728*	*15%*	*5%*
Les Moulins	*6 706*	*6%*	*7 041*	*6%*	*5%*
Belleu-Soissons	10 444	9%	11 488	9%	10%
Pole de Crouy	8 628	8%	9 491	8%	10%
Pole Leclerc Villers Cotterets	15 089	13%	16 598	14%	10%
Pole Saint Anne Villers Cotterets	2 776	2%	3 331	3%	20%
total	81 075	71%	84 949	70%	5%

Localisation préférentielle des centralités

Favoriser le commerce de proximité dans les tissus urbains et prioritairement dans les pôles de l'armature

- Centralité urbaine principale
- Centralité urbaine principale
- Centralités urbaines de proximité

Localisations préférentielles de périphérie

Encadrer le développement du commerce de périphérie

- Localisation préférentielle de périphérie
- Logistique commerciale

Orientation 16.4. Les conditions d'implantation des équipements commerciaux, artisanaux et logistiques

Objectif 16.4.1. *Centralité urbaine*

Objectif : Accroître l'attractivité et l'intensification des fonctions urbaines dont les services et les commerces dans les centralités.

Pour les centralités urbaines et rurales, stabiliser et accompagner le renouvellement et la modernisation d'un tissu commercial, artisanal et de services diversifiés, pour être la destination principale de consommation sur des espaces de chalandise qui rayonnent en temps de trajet véhiculé à 10 minutes pour les centralités de proximité et à 30 minutes pour la centralité majeure de Soissons.

Centralité urbaine et rurale : cartes des localisations préférentielles



Soissons



Villers Cotterêts



Vailly sur Aisne



Vic sur Aisne



La Ferté Million



Oulchy le chateau

- *Déclinaison des objectifs de maintien et de développement du commerce dans la centralité par le respect des conditions d'implantation :*

- La centralité urbaine est le lieu privilégié pour le développement commercial sur le territoire ;
- Le maintien du commerce se traduit par la préservation d'un linéaire marchand dense et continu dans les centralités ;
- Les opérations d'habitat et de renouvellement urbain menées dans les centralités intégreront la possibilité d'implanter des commerces en rez-de-chaussée des bâtiments créés ou réhabilités, en veillant à l'accessibilité des étages supérieurs, en priorité pour du logement.
- Pour adapter les objectifs de traduction du DAACL dans les documents d'urbanisme réglementaire (PLUi/PLU :
    - identifier les linéaires commerciaux à préserver, en y limitant les changements de destination vers le logement, tout en permettant les mutations vers des activités compatibles, notamment santé, services ou tertiaire ;

    - adapter les protections commerciales aux réalités locales, en supprimant ou assouplissant les linéaires durablement vacants afin de permettre la transformation du bâti et la réalisation de projets urbains ;
    - encadrer la qualité des rez-de-chaussée actifs, notamment par des hauteurs sous plafond adaptées, le respect des alignements, la continuité des façades commerciales et l'intégration au patrimoine bâti ;
    - mobiliser les outils réglementaires et fonciers pour maintenir un taux de commercialité satisfaisant, en priorité pour les commerces alimentaires, l'équipement de la personne, l'équipement de la maison et les services utiles aux habitants ;
    - renforcer la multifonctionnalité des centralités en y accueillant davantage d'activités de santé, de services, de bureaux et d'activités tertiaires, afin de favoriser les usages de courte distance.
- Proscrire la construction de locaux à vocation d'activité commerciale dans le diffus (en dehors des secteurs identifiés) sur ou à proximité des axes de flux automobiles. Possibilité de dérogation si :
    - L'implantation s'effectue sur un site en milieu urbain accueillant un pôle multimodal (coordonnant au moins deux modes de déplacements dont un en transports en commun). Dès lors, le développement d'activité commerciale pourrait se réaliser dans un bâtiment dont la surface de plancher n'excéderait pas 300 m².
    - L'espace de vente concerne une activité de showroom ou de présentation adossée à une activité artisanale ou industrielle.
- Le changement de destination des locaux commerciaux est favorisé pour les activités situées en dehors des centralités.
- Les activités revêtant un caractère spécifique sur l'attractivité touristique sont recensées et bénéficient d'un accompagnement particulier.

Objectif 16.4.2. Localisation de périphérie

Objectif : Limiter le développement des zones de périphérie, éviter le développement en dehors de ces zones et permettre le renouvellement et la modernisation de l'offre commerciale au sein des enveloppes foncières des sites de périphérie, ainsi qu'une réorganisation vers une multifonctionnalité selon les opportunités.

Ces sites de périphérie bénéficient d'une aire d'attractivité qui conditionne des déplacements de clientèle sur l'ensemble du territoire, leur rayonnement est important.

Pour les six secteurs d'implantation de périphérie, il s'agit d'accompagner ces équipements dans la modernisation, le renouvellement et l'évolution de la multifonctionnalité.

- *Déclinaison des objectifs de développement et réorganisation du commerce organisé dans les localisations de périphérie par le respect des conditions d'implantation :*

Les nouvelles implantations commerciales sont privilégiées au sein des centralités urbaines ou des zones commerciales de périphérie existantes. Le DAACL ne prévoit aucune création de zone commerciale de périphérie, et les projets de création ou d'extension seront réalisés prioritairement sur les espaces fonciers déjà artificialisés ou en privilégiant une consommation foncière économe selon la nature du projet.

❖ *Accompagner le renouvellement des sites commerciaux de périphérie*

- Les documents d'urbanisme délimitent les sites commerciaux de périphérie à l'échelle parcellaire et précisent leurs conditions d'évolution dans les pièces graphiques et réglementaires.
- Ces sites conservent une vocation prioritairement commerciale. Leur évolution vise en premier lieu la requalification urbaine, paysagère, environnementale et fonctionnelle des espaces existants.
- Les documents d'urbanisme peuvent étudier l'introduction d'une mixité fonctionnelle, notamment services, équipements, activités économiques ou, lorsque le site est bien connecté au tissu urbain, fonctions résidentielles. Cette évolution ne doit pas fragiliser les centralités urbaines et rurales ni contredire la stratégie commerciale du SCoT.
- Les projets commerciaux doivent intégrer dès leur conception les possibilités d'évolution, de transformation ou de reconversion des bâtiments, afin de limiter la production de friches futures.
- Les nouvelles implantations commerciales en périphérie sont réservées aux formats difficilement compatibles avec les centralités. Elles privilégient des surfaces de vente supérieures à 300 m² et évitent la création de galeries marchandes regroupant des cellules commerciales de moins de 300 m².
- Toute création de bâtiment commercial privilégie la requalification des friches et fonciers déjà disponibles dans le périmètre du site. À défaut, le pétitionnaire justifie, dans le cadre de sa demande d'autorisation d'exploitation commerciale, l'absence de solution disponible en centralité ou en friche existante.
- Les projets de restructuration peuvent intégrer des locaux économiques, culturels ou de services lorsque leur fonctionnement est incompatible avec une implantation en centralité et qu'ils contribuent à la requalification globale du site.

❖ *Assurer une optimisation foncière des zones commerciales, artisanales et logistiques*

- Les zones commerciales, artisanales et logistiques existantes sont prioritairement optimisées afin de limiter les parcelles sous occupées, prévenir la création de friches et réduire les besoins d'artificialisation nouvelle.
- Les projets veillent à renforcer la sobriété foncière, la diversification économique, la qualité urbaine, le cadre de vie des actifs et la performance environnementale des sites. Ils intègrent les aménités nécessaires à leur fonctionnement : accès en transports collectifs, mobilités actives, services, numérique, végétalisation et gestion des eaux.
- Toute création de bâtiment commercial privilégie la réutilisation ou la requalification des friches situées dans le périmètre de localisation préférentielle. À défaut, le pétitionnaire justifie, dans le cadre de sa

demande d'autorisation d'exploitation commerciale, l'absence de solution disponible en friche ou en foncier déjà mobilisable.

Les projets de restructuration des sites commerciaux de périphérie peuvent intégrer des droits à construire complémentaires pour des activités économiques, culturelles ou de services, lorsque leur implantation en centralité est impossible ou incompatible avec leur fonctionnement.

Les projets commerciaux limitent la consommation foncière par une organisation plus compacte des bâtiments et des espaces extérieurs. Cette optimisation peut notamment passer par :

- des constructions à étages ou des bâtiments évolutifs ;
- la densification du foncier commercial, artisanal et logistique déjà occupé ;
- l'intégration des stationnements en sous-sol, en toiture terrasse ou en silo ;
- la mutualisation des accès, voies internes, livraisons et stationnements ;
- une implantation en continuité des tissus urbanisés ou des projets déjà autorisés.

❖ *Améliorer l'accessibilité, la qualité urbaine et la performance environnementale des sites commerciaux de périphérie*

Les sites commerciaux de périphérie doivent évoluer vers des espaces plus accessibles, plus sobres et mieux intégrés à leur environnement urbain et paysager. Leur renouvellement s'appuie sur une approche globale associant mobilités, stationnement, qualité architecturale, végétalisation, désimperméabilisation et performance énergétique.

Les documents d'urbanisme, le DAACL et les projets commerciaux veillent à :

- **renforcer l'accessibilité multimodale des sites**, en connectant les zones commerciales aux transports collectifs, aux itinéraires piétons et cyclables, et en intégrant des cheminements dédiés, continus et accessibles depuis les arrêts de transport, pistes cyclables et quartiers voisins ;
- **limiter les emprises de stationnement non mutualisées**, en recherchant la mutualisation des parkings, des accès, des voies internes et des espaces de livraison, ainsi que la création de porosités entre les stationnements voisins et les différentes unités commerciales ;
- **améliorer l'intégration urbaine, architecturale et paysagère des sites,** notamment en valorisant les entrées de ville, en traitant les façades, les matériaux, les couleurs, les espaces verts, les zones de livraison, les stockages extérieurs et les espaces de gestion des déchets ;
- **renforcer la végétalisation, la désimperméabilisation et la renaturation des espaces extérieurs**, en particulier des aires de stationnement, afin de réduire les îlots de chaleur, améliorer le confort d'usage et maintenir des continuités paysagères avec les tissus urbains voisins ;
- **réduire l'impact environnemental des bâtiments commerciaux par** la gestion des eaux pluviales à la parcelle ou à l'échelle du site, l'utilisation de matériaux sobres, locaux ou innovants, la conception bioclimatique, les économies d'énergie et le recours aux énergies renouvelables ;
- **intégrer les obligations réglementaires relatives aux dispositifs d'ombrage**, de végétalisation ou de production solaire sur les parcs de stationnement, en privilégiant les solutions compatibles avec la qualité paysagère et le fonctionnement commercial du site.

Sites de périphérie : cartes des localisations préférentielles



Soissons - Vauxbouin



Villers Cotterêts

Objectif 16.4.3. Localisation de logistique commerciale

Objectif : le territoire dispose de plusieurs plateformes de logistique qui intègre une part de leur stockage pour du transit aux produits de logistique commerciale. Pour toutes nouvelles activités de logistique commerciale comprise entre 2 000 et 20 000 m², elles seront localisées prioritairement au sein des localisations préférentielles identifiés dans le tableau des sites d'implantation.

Un équipement de logistique commerciale a vocation à s'intégrer à proximité d'un axe de desserte structurant et d'un gabarit adéquat pour l'usage des véhicules de transport.

Les conditions d'accessibilité, de circulation et de gestion des flux seront en adéquation avec le fonctionnement du site.

Les activités comprises entre 300 et 2 000 m² pourront également être localisées au sein des espaces économiques déjà existants sur le territoire.

❖ *Conditions d'implantation des équipements de logistique commerciale :*

- Les bâtiments de logistique commerciale dédiés au stockage de produits frais ou non, d'une surface de plancher inférieure à 20 000 m², sont localisés dans des sites d'implantations préférentielles retenues (dénomination des zones : Villeneuve Soissons et le Plateau), disposant d'une desserte aisée par les axes routiers structurants, notamment N2 et N31.
- Les bâtiments de logistique commerciale d'une superficie comprise entre 300 et 2 000 m²de surface de plancher seront localisés préférentiellement dans les zones d'activités économiques existantes et pourront s'implanter dans les sites d'implantation de périphérie structurants du DAACL. Pour cela, ils devront :
    - s'intégrer au plus près des voies de desserte de ces secteurs commerciaux ;
    - privilégier l'implantation permettant le renouvellement des sites commerciaux par la réutilisation de bâti commercial vacant ou en friche ;
    - favoriser les flux logistiques sur des voiries adéquates pour l'accueil de ces circulations au sein des polarités commerciales structurantes, et ce, sans entraîner de conséquences sur le fonctionnement des flux de particuliers ni effectuer de report de charges sur les voiries de desserte (des études de flux et de circulation pourront être réalisées pour ces projets).

- Le document d'urbanisme identifie le zonage précis d'implantation des bâtiments de logistique au sein des zones d'activités existantes ainsi que les modalités de desserte afin d'assurer un flux de circulation aisé et sécurisé.
- Les activités de drive piéton seront localisées en centralité urbaine. Il appartient au document d'urbanisme d'en définir les conditions et les localisations d'implantation afin de respecter une intégration urbaine harmonieuse avec le patrimoine bâti.
- Les activités de drive déporté seront préférentiellement localisées au sein des zones d'activités existantes, et qui bénéficient d'un accès aisé depuis un axe de desserte structurant.
- Leur intégration respectera les prescriptions énoncées pour les bâtiments qui s'insèrent en localisation de périphérie.
- Leur implantation sera réalisée sur des accès et des aménagements existants, sans occasionner de perturbation sur la fluidité de circulation au sein du secteur d'implantation de périphérie.
- Les casiers, distributeurs et points de retrait de produits commandés sur Internet seront implantés de préférence dans le tissu urbain existant, en lien avec des activités et les polarités de commerces. Le document d'urbanisme pourra intégrer des secteurs privilégiés à leur implantation et en réglementer l'implantation en intégrant des spécificités sur le traitement des façades dans le cadre de demande de déclaration de travaux (et ce, que ces implantations se réalisent sur le domaine privé ou public).
- Le document d'urbanisme permet la diversification agricole par la mise en place d'espaces de vente directe à la ferme, à condition que cette activité reste secondaire et que l'espace soit implanté sur le site d'exploitation agricole.
- Dans le cadre de points de vente mutualisés de plusieurs producteurs, l'implantation préférentielle sera localisée dans les centralités des bourgs et de villes.

17. Glossaire

Artificialisation des sols : transformation durable d'un sol naturel, agricole ou forestier par des aménagements, constructions, infrastructures ou revêtements qui altèrent ses fonctions écologiques, hydrologiques, agronomiques ou climatiques.

Avifaune : ensemble des espèces d'oiseaux présentes sur un territoire, qu'elles soient nicheuses, migratrices, hivernantes ou de passage.

Biodiversité volante : ensemble des espèces animales utilisant l'espace aérien pour leurs déplacements, leur alimentation, leur reproduction ou leur migration. Dans le cadre du SCoT, cette notion vise principalement l'avifaune et les chiroptères.

Centralité : espace structurant d'une commune regroupant une diversité de fonctions — administratives, commerciales, culturelles, économiques, sociales, politiques, de services, etc. — et contribuant à répondre aux besoins des habitants, des actifs, des visiteurs et plus largement des usagers du territoire.

Chiroptères : ordre de mammifères regroupant les chauves-souris. Ces espèces utilisent notamment les cavités, boisements, haies, lisières, vallées et milieux humides pour le repos, l'hibernation, la reproduction, la chasse et les déplacements.

Continuité écologique : ensemble d'espaces permettant aux espèces animales et végétales de se déplacer, de se nourrir, de se reproduire et d'accomplir leur cycle de vie. Elle repose notamment sur les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques.

DAACL – Document d'Aménagement Artisanal, Commercial et Logistique : volet du SCoT qui encadre les conditions d'implantation des équipements commerciaux, artisanaux et logistiques. Il localise notamment les centralités urbaines et les secteurs d'implantation périphérique, conformément au Code de l'urbanisme.

Densification : optimisation de l'usage du foncier déjà urbanisé ou artificialisé par la mobilisation des dents creuses, la division parcellaire, la surélévation, la construction sur des espaces sous-utilisés ou la réorganisation des formes bâties.

Désimperméabilisation : action consistant à retirer ou transformer des surfaces imperméables afin de restaurer l'infiltration de l'eau dans les sols, de réduire le ruissellement, de limiter les îlots de chaleur et de renforcer les fonctions écologiques des espaces.

DOO – Document d'Orientations et d'Objectifs : pièce opposable du SCoT qui traduit le Projet d'Aménagement Stratégique en orientations et objectifs avec lesquels les documents d'urbanisme locaux doivent être compatibles.

Eaux grises : eaux faiblement polluées issues d'usages domestiques hors toilettes, comme les lavabos, douches, bains ou lave-linge. Après traitement adapté, elles peuvent être réutilisées pour certains usages ne relevant pas de la consommation humaine.

ENAF – Espaces naturels, agricoles et forestiers : espaces non urbanisés correspondant aux milieux naturels, aux terres agricoles et aux espaces forestiers. Leur préservation constitue un objectif central de la trajectoire de sobriété foncière et du ZAN.

Énergies fatales : énergies produites ou disponibles de manière résiduelle dans un processus, sans être l'objectif principal de celui-ci. Il peut s'agir par exemple de chaleur issue d'activités industrielles, de réseaux d'assainissement, de data centers ou d'équipements techniques.

Fonctions écologiques d'un espace : ensemble des processus biologiques, physiques et chimiques assurés par un espace naturel, agricole, forestier ou urbain, qui contribuent au fonctionnement, à l'équilibre et à la

résilience des écosystèmes. Elles comprennent notamment l'accueil de la biodiversité, le cycle de vie et les déplacements des espèces, l'infiltration et la régulation des eaux, le maintien de la qualité et de la fertilité des sols, le stockage du carbone, la régulation thermique, la filtration de certaines pollutions, la production de biomasse et le maintien ou la restauration des continuités écologiques.

Friche : espace ou bâtiment précédemment utilisé, aujourd'hui vacant, abandonné ou sous-utilisé, et pouvant faire l'objet d'une reconversion, d'une réhabilitation, d'une renaturation ou d'un recyclage foncier.

Hypogée : désigne ce qui est situé en sous-sol. Dans le cadre du SCoT, l'intensification en hypogée correspond à l'utilisation possible des sous-sols pour certaines fonctions compatibles, comme le stockage, la logistique, les réseaux techniques, la gestion de l'eau ou certaines infrastructures.

Localisation préférentielle : secteur identifié comme prioritaire pour l'accueil de certaines activités, notamment commerciales, afin de maîtriser leur implantation, limiter la dispersion urbaine et renforcer les centralités ou les sites déjà constitués.

Localisation de périphérie : espace péricentral ou situé en prolongement de l'urbanisation, à dominante économique et/ou commerciale, destiné à accueillir des activités dont les besoins en surface, accessibilité ou logistique sont difficilement compatibles avec les centralités.

Matériaux biosourcés : matériaux partiellement ou totalement issus de la biomasse d'origine végétale ou animale, comme le bois, le chanvre, la paille, le lin, la laine de mouton ou la ouate de cellulose. Ils peuvent contribuer à la réduction de l'empreinte carbone des bâtiments, notamment lorsqu'ils sont peu transformés, produits localement et correctement mis en œuvre.

Matériaux géosourcés : matériaux issus de ressources minérales naturelles, souvent locales et peu transformées, comme la pierre, la terre crue ou certains granulats. Ils peuvent être mobilisés dans une logique de construction durable, notamment en raison de leur disponibilité locale, de leur faible niveau de transformation et de leurs qualités constructives ou hygrothermiques.

Matériaux géobiosourcés : matériaux issus à la fois de ressources minérales naturelles et de la biomasse d'origine végétale ou animale, comme les mélanges terre-paille, terre-chanvre ou terre-fibres. Souvent locaux et peu transformés, ils peuvent contribuer à réduire l'empreinte environnementale des bâtiments tout en offrant des qualités constructives, thermiques et hygrothermiques intéressantes.

Méthanisation : procédé biologique de dégradation de matières organiques en l'absence d'oxygène, permettant de produire du biogaz et un résidu appelé digestat, pouvant être valorisé selon les conditions réglementaires et agronomiques applicables.

Modes actifs / modes doux : modes de déplacement reposant principalement sur l'énergie humaine ou faiblement motorisés, comme la marche, le vélo, les vélos à assistance électrique ou certains engins de déplacement personnel.

PCAET – Plan Climat-Air-Énergie Territorial : document stratégique et opérationnel visant à planifier les actions locales en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de maîtrise de l'énergie, de développement des énergies renouvelables, d'amélioration de la qualité de l'air et d'adaptation au changement climatique.

Petite industrie : activités industrielles ou artisanales nécessitant des espaces de production pouvant être intégrés dans des bâtiments de volumes limités et localisés à proximité des espaces urbains mixtes, sous réserve de ne pas générer de nuisances importantes.

Pôle économique relais : espace d'activités d'envergure intercommunale, situé en appui des pôles urbains du territoire, destiné à renforcer l'emploi local, accueillir des activités industrielles, artisanales, tertiaires ou logistiques, et compléter les pôles économiques structurants.

Pôle économique structurant : espace d'activités d'envergure SCoT accueillant des fonctions économiques majeures, des activités productives, industrielles, artisanales, tertiaires ou logistiques, et bénéficiant d'une accessibilité et d'un niveau de services renforcés.

PPE – Programmation pluriannuelle de l'énergie : document national de planification de la politique énergétique française, fixant les orientations relatives à la production, à la consommation d'énergie, au développement des énergies renouvelables et à la sécurité d'approvisionnement.

Réservoir de biodiversité : espace dans lequel la biodiversité est particulièrement riche ou fonctionnelle, permettant aux espèces d'accomplir tout ou partie de leur cycle de vie. Les réservoirs constituent les principaux points d'appui des continuités écologiques.

Renaturation : action visant à restaurer ou améliorer toutes les fonctions écologiques d'un espace dégradé, artificialisé ou sous-utilisé, par exemple par la désimperméabilisation, la végétalisation, la restauration de sols, la remise en eau ou la reconstitution d'habitats naturels.

Repowering : renouvellement d'un parc éolien existant, consistant à remplacer tout ou partie des installations par des équipements plus performants, souvent plus puissants, et parfois moins nombreux.

REUT – Réutilisation des eaux usées traitées : réemploi, après traitement adapté, d'eaux usées épurées pour des usages ne relevant pas de la consommation humaine, comme l'arrosage, certains usages agricoles, industriels, urbains ou environnementaux, dans le respect du cadre sanitaire applicable.

Ripisylve : végétation arborée, arbustive et herbacée présente le long des cours d'eau. Elle participe à la qualité paysagère, à la stabilité des berges, à la biodiversité, à l'ombrage des milieux aquatiques et à la filtration des ruissellements.

SCoT – Schéma de Cohérence Territoriale : document de planification stratégique définissant, à l'échelle d'un bassin de vie, les grandes orientations d'aménagement du territoire, d'habitat, de mobilité, d'économie, de commerce, d'environnement, de paysages et de transition énergétique.

SCoT-AEC : Schéma de Cohérence Territoriale tenant lieu de Plan Climat-Air-Énergie Territorial. Il combine les orientations classiques du SCoT avec une stratégie et un programme d'action en matière de climat, d'air et d'énergie.

Secteur gare : espace urbanisé situé autour d'une gare ou à proximité immédiate de celle-ci, pouvant constituer un lieu privilégié d'intensification urbaine, économique ou résidentielle, en lien avec l'accessibilité ferroviaire et l'intermodalité.

Surface de vente : espace accessible à la clientèle et affecté à la vente de marchandises, incluant généralement les zones de circulation du public, les espaces d'exposition et les surfaces directement liées à l'acte d'achat.

Tertiaire productif : activités de services destinées principalement aux entreprises et contribuant à la production de biens, de services ou de valeur économique sur un territoire.

Trame noire : réseau d'espaces préservés ou restaurés de la pollution lumineuse, permettant de maintenir des conditions favorables aux espèces nocturnes, notamment les chiroptères, les insectes et certaines espèces d'oiseaux.

Trame verte et bleue : réseau formé par les continuités écologiques terrestres et aquatiques. La trame verte concerne notamment les boisements, haies, prairies, pelouses, espaces agricoles ou naturels ; la trame bleue concerne les cours d'eau, zones humides, mares, plans d'eau et milieux associés.

ZAN – Zéro Artificialisation Nette : objectif national visant à atteindre un équilibre entre les surfaces nouvellement artificialisées et les surfaces renaturées à l'horizon 2050. La trajectoire prévoit notamment une réduction progressive de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

ZAEnR – Zones d'accélération des énergies renouvelables : secteurs identifiés par les communes comme favorables au développement de projets d'énergies renouvelables, en tenant compte des potentiels locaux, des enjeux environnementaux, paysagers, patrimoniaux et de l'acceptabilité territoriale. Elles ont été introduites par la loi APER du 10 mars 2023.

ZPR – Zones préférentielles pour la renaturation : espaces identifiés comme prioritaires ou opportuns pour engager des actions de renaturation, de restauration écologique, de désimperméabilisation, de végétalisation ou de reconnexion des continuités écologiques. Le DOO distingue notamment les ZPR structurantes, les ZPR de reconnexion et les ZPR d'opportunité.

18. Index thématique

Thématique	Sous-thématique	Pages de référence
Développement économique, productif et industriel	Armature économique, réindustrialisation et stratégie REV3	p. 11-21
	Pôles économiques structurants, relais, de proximité et sites isolés	p. 12-15
	Parc du Plateau 3, parc de Sermoise, Waillons et avenue de la Gare	p. 14-16
	Extensions économiques, projets d'envergure régionale et enveloppes foncières	p. 15-18
	Recomposition, densification, friches et mobilisation des espaces existants	p. 17-20
	Usages hypogés, écologie industrielle et mutualisation des ressources	p. 17-20
	Qualité urbaine, paysagère et environnementale des parcs	p. 18-20
	Accessibilité décarbonée, flux économiques et secteurs de gare	p. 20-21
	Filière bois et matériaux géobiosourcés	p. 11 ; p. 14-15 ; p. 28 ; p. 32 ; p. 84-90
Commerce, artisanat et logistique	Centralités commerciales et commerces de proximité	p. 22-23 ; p. 100-110
	Commerce de périphérie et implantations hors centralités	p. 22-23 ; p. 100-112
	Commerce diffus et points de vente agricoles	p. 23 ; p. 27
	DAACL : cadre, localisations et conditions d'implantation	p. 98-112
	Logistique commerciale	p. 112
Tourisme, patrimoines et attractivité	Destination touristique et attracteurs du territoire	p. 24-26
Tourisme, patrimoines et attractivité	Hébergements, itinérances douces et mise en réseau des sites	p. 25-26 ; p. 51
Tourisme, patrimoines et attractivité	Agritourisme, productions locales et commerces	p. 25-26
Tourisme, patrimoines et attractivité	Patrimoines culturel, mémoriel, industriel et fluvial	p. 65-66
Agriculture et alimentation	Filières alimentaires locales, circuits courts et vente directe	p. 26-28
	Matériaux géobiosourcés et coproduits agricoles	p. 28 ; p. 32 ; p. 84
	Préservation du foncier, des espaces et des bâtiments agricoles	p. 28-30
	Évolution et transmission des exploitations	p. 30
	Adaptation climatique, diversification énergétique et ressource en eau	p. 30-31 ; p. 80-82
Bois, forêt et filières associées	Gestion durable et sécurisation de la ressource bois	p. 31-32
	Transformation locale, construction durable et bois-énergie	p. 32 ; p. 88
	Armature forestière, lisières et biodiversité boisée	p. 63-64 ; p. 73-75
Habitat et parcours résidentiels	Programmation résidentielle et armature territoriale	p. 34-35
	Diversification du parc, petites typologies et logements abordables	p. 35-36
	Ancrage des gens du voyage	p. 36
	Logements vacants de plus de deux ans et rénovation énergétique	p. 36-37
	Sobriété foncière, enveloppes urbaines et densification	p. 37-41
	Articulation habitat, transports collectifs et mobilités bas carbone	p. 41
Mobilités, accessibilité et intermodalité	Organisation générale des mobilités	p. 44-45
	Virgule ferroviaire Roissy-Soissons	p. 45
	Réseau hiérarchisé, axe Soissons-Villers-Cotterêts et liaisons régionales	p. 45-46
	RD1, rabattement vers Château-Thierry et territoires voisins	p. 45-46
	Fret, axe Compiègne-Reims et report modal fluvial	p. 46
	Desserte ferroviaire, gares, haltes et intermodalité	p. 47-48
	Transports collectifs, covoiturage et usages partagés	p. 48-49
	Modes actifs, zones apaisées, vélo et mobilités touristiques	p. 49-51
	Transport à la demande, électromobilité et solutions innovantes	p. 51-52
	Zones multimodales territoriales et rabattement rural	p. 52
Armature territoriale, équipements et services	Équipements et services de proximité	p. 54
	Pôles d'équipements d'envergure et accessibilité bas carbone	p. 54
	Articulation habitat, emplois, services et centralités	p. 21-23 ; p. 34-41 ; p. 54

Thématique	Sous-thématique	Pages de référence
Sobriété foncière, artificialisation et renaturation	Trajectoire ZAN et réduction de la consommation d'ENAF	p. 56-57
	Renaturation et zones préférentielles de renaturation	p. 57-59
	Désimperméabilisation, renouvellement urbain et mobilisation des friches	p. 17-20 ; p. 37-41 ; p. 57-59 ; p. 80
Paysages, formes urbaines et patrimoines	Paysages liés à l'eau, vallées, coteaux et ripisylves	p. 62-64
	Paysages agricoles, armature forestière et lisières	p. 63-64
	Patrimoines remarquables, vernaculaires, culturels et industriels	p. 65-66
	Formes urbaines, bâtis volumineux et productions d'énergie	p. 66-68
	Coupures d'urbanisation, entrées de ville et lisières urbaines	p. 68
Biodiversité et continuités écologiques	Réservoirs de biodiversité et espaces urbanisés concernés	p. 71-72
	Continuités écologiques et trame verte et bleue	p. 73-77
	Sous-trame boisée, milieux ouverts, aquatiques et humides	p. 74-77
	Pollution lumineuse, trame noire et nature en ville	p. 78-79
Ressource en eau et assainissement	Désimperméabilisation et capacités hydrauliques des sols	p. 80
	Protection de la ressource et limitation des prélèvements	p. 81-82
	Développement urbain, capacités d'épuration et effluents industriels	p. 81-82
Ressources minérales, carrières et matériaux	Gisements stratégiques et ressources extractives	p. 83
	Recyclage, réemploi et matériaux de substitution	p. 83-84
	Approvisionnement de proximité et moindre impact carbone	p. 84
	Incidences des carrières, remise en état et renaturation	p. 84-85
Transition énergétique, climat et neutralité carbone	Réduction des consommations énergétiques et mobilités carbonées	p. 86
	Séquestration carbone et puits de carbone	p. 86
	Mix énergétique renouvelable et sites d'implantation	p. 87-92
	Bois-énergie, photovoltaïque, méthanisation et géothermie	p. 88-90
	Éolien et conditions d'encadrement	p. 91
	Résilience et pérennité des réseaux énergétiques	p. 92
Risques, nuisances et adaptation au changement climatique	Prise en compte générale des risques dans l'aménagement	p. 94
	Inondations : débordement, nappes, ruissellement et ouvrages	p. 94-95
	Mouvements de terrain et retrait-gonflement des argiles	p. 95
	Risques technologiques, industriels et transport de matières dangereuses	p. 96
	Sites et sols pollués	p. 96
	Bruit et exposition des populations	p. 97